

Wervik. — Gemeenteraadsverkiezingen van 9 oktober 1994. — Bezwaar

De heer H. Ost, provinciegriffier van West-Vlaanderen brengt ter kennis dat overeenkomstig artikel 10, 5°, van het koninklijk besluit van 6 september 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het college van provinciegouverneurs, ingesteld bij artikel 131 *bis* van de provinciewet, bij de bestendige deputatie van de provincieraad van West-Vlaanderen op 18 november 1994 bezwaar werd ingediend door Johnny Goos tegen de gemeenteraadsverkiezingen van 9 oktober 1994 van Wervik.

Overeenkomstig artikel 10, 5°, van bovenvermeld koninklijk besluit ligt het betreffend bezwaarschrift ter inzage op het gemeentesecretariaat.

De provinciegriffier :
i.o. de arrondissementscommissaris,
L. De Rammelaere.

Province de Liège**Blégny. — Elections communales du 9 octobre 1994. — Réclamation**

Une réclamation a été introduite auprès de la députation permanente du conseil provincial de Liège par Mmes et MM. Bierset, Barthélémy; Serge, Ernest; Bebronne, Benoît; Lambert, Alphonse; Grégoire-Lechanteur, Henriette; Bertrand, Hubert; Pirotte-Borguet, Ghislaine; Juprelle-Beckers, Ghislaine; Simonis-Henry, Marie-Rose; Reynaerts, Marthe; Olhes, Jean-Pierre; Reynders, Jean-Paul; Rousseau, Henri; Pereaux, Franz; Ryavec, Jean; Rassenfosse, Marc; Simon, Yves et Marteau, Alfred.

Toute personne peut prendre connaissance de la réclamation au secrétariat communal de Blégny.

Le greffier provincial,
R. Jeunehomme.

Waremme. — Elections communales du 9 octobre 1994. — Réclamation

Une réclamation a été introduite auprès de la députation permanente du conseil provincial de Liège par M. Antoine Lejeune.

Toute personne peut prendre connaissance de la réclamation au secrétariat communal de Waremme.

Le greffier provincial,
R. Jeunehomme.

Province de Luxembourg**Etalle. — Elections communales du 9 octobre 1994. — Réclamation**

Une réclamation a été introduite auprès de la députation permanente du conseil provincial du Luxembourg par M. Diez, Jean-Louis, rue du Harrêt 179.A, à 6740 Etalle.

Toute personne peut prendre connaissance de la requête au secrétariat communal d'Etalle (circulaire du Ministre de l'Intérieur du 19 septembre 1988, *Moniteur belge* du 23 septembre 1988).

Le greffier provincial,
A. Cornet.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES**

[C — 28502]

9 NOVEMBRE 1994. — Circulaire relative à l'aide à la jeunesse

Le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, publié au *Moniteur belge* du 12 juin 1991, organise l'aide spécialisée dont les jeunes doivent bénéficier.

Cette nouvelle législation régit la protection sociale de la jeunesse en Communauté française.

Le décret a, avant tout, pour objet d'assurer aux jeunes en difficulté, à tout enfant dont la santé ou la sécurité est en danger, ainsi qu'à leurs proches, s'ils sont dans l'impossibilité de les élever dans des conditions satisfaisantes, une aide spécialisée dans le respect de leurs droits fondamentaux (1).

Le décret repose sur les principes suivants :

1) la complémentarité et le caractère supplétif de l'aide spécialisée à la jeunesse par rapport à l'aide sociale en général.

2) la « déjudiciarisation » de la protection de la jeunesse.

* Les notes se trouvent à la fin de cette circulaire.

La « déjudiciarisation » doit se comprendre comme étant le résultat de la volonté de la Communauté française de prendre en charge les situations des jeunes confrontés à des problèmes d'ordre social.

Pour ce faire, la Communauté doit se donner les moyens et les structures nécessaires à la poursuite de ses objectifs et veiller à leur efficacité : tel est le rôle essentiel du conseiller de l'aide à la jeunesse, institution de la Communauté française qui, en supervisant les différentes formes d'aide proposée en faveur des jeunes et en les coordonnant, sera le garant de leur bon fonctionnement (2).

L'aide proposée doit rencontrer l'assentiment des personnes. Ce n'est qu'en cas de désaccord manifeste et persistant qu'il appartiendra aux tribunaux de la jeunesse de dire le droit ou d'intervenir, mais même alors c'est une instance de la Communauté — le directeur de l'aide à la jeunesse — qui exécutera et appliquera la décision judiciaire (3).

Les conditions d'application des compétences du tribunal de la jeunesse relatives à l'aide à la jeunesse sont précisées au Titre VI, chapitre II du décret.

La volonté du législateur, décrétal a été de dire que, dans la mesure où les problèmes rencontrés par les jeunes sont de nature sociale, il est logique que ce soit des instances sociales qui interviennent pour les résoudre et non le pouvoir judiciaire (4).

Il ne faudrait toutefois pas que les autorités judiciaires, d'une part, et les instances sociales, d'autre part, s'isolent strictement dans la sphère de leurs compétences, au point de ne plus se comprendre, de s'ignorer et de méconnaître les réalités complexes de notre société.

Des complémentarités devront toujours exister. A défaut, on risque d'avoir une justice coupée de ses racines. Entre le judiciaire et le social, doit s'établir un nouveau réseau de relations qui permettent de s'associer pour préserver l'essentiel ; aider les jeunes à échapper aux déterminismes qui enserrant les existences, aider les jeunes à la défense de leurs droits et à l'accomplissement de leurs devoirs.

3) La compétence exclusive du pouvoir judiciaire en matière d'aide imposée et de placement en régime éducatif fermé.

Le pouvoir judiciaire est le meilleur garant du respect des droits de la défense lorsqu'il s'agit de recourir à la contrainte à l'égard de particuliers. C'est la raison pour laquelle le décret prévoit la compétence exclusive du tribunal de la jeunesse en matière d'aide imposée (5).

Mais c'est le directeur de l'aide à la jeunesse qui mettra en œuvre les mesures prises par le tribunal de la jeunesse.

4. La priorité de la prévention.

L'Exposé des motifs le précise très clairement : « Le nouveau système d'aide à la jeunesse sera axé prioritairement sur la prévention ». Celle-ci est constituée de l'ensemble des moyens mis en œuvre par la Communauté pour éviter la marginalisation des jeunes.

Si la Communauté affirme le rôle primordial de la prévention à un niveau tout à fait général relevant de l'aide sociale et de l'aide aux familles, de l'enseignement et l'éducation, la santé, les loisirs, le sport, la culture..., elle préconise aussi d'accentuer le rôle des structures spécifiques de prévention dans le secteur de l'aide sociale spécialisée (6).

5. La priorité de l'aide dans le milieu de vie.

6. Le droit à l'aide spécialisée et le respect des droits fondamentaux des jeunes et des familles.

7. L'adéquation des services agréés ou publics et du groupe des institutions publiques de la protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française aux besoins reconnus en matière de délinquance juvénile.

8. La coordination et la concertation entre les différents secteurs de la protection de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, ainsi que l'information et la formation du personnel de ces secteurs, qu'ils soient privés ou publics.

9. L'information en matière de protection de la jeunesse et d'aide aux jeunes.

Le texte prévoit enfin des dispositions relatives aux enfants abandonnés ou maltraités et en matière d'adoption (7).

Le décret se divise en quatorze titres.

TITRE Ier. — Définitions et champ d'application (articles 1er et 2)

1) Définitions (article 1er)

Pour l'application du décret, il faut entendre par :

1 : jeune : la personne âgée de moins de dix-huit ans ou celle de moins de vingt ans pour laquelle l'aide est sollicitée avant l'âge de dix-huit ans.

2 : enfant : le jeune âgé de moins de dix-huit ans.

La définition de l'« enfant » couvre donc une notion différente de celle contenue dans le terme « jeune ».

La définition de l'enfant se réfère notamment à celle contenue dans la Convention internationale sur les droits de l'enfant : « Tout être humain âgé de moins de dix-huit ans sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable » (article 1er).

La définition de l'« enfant » dans le décret ne fait pas référence à la notion de majorité pour éviter des interprétations divergentes en fonction de la nationalité du jeune.

En étendant par ailleurs son application aux personnes de moins de vingt ans pour lesquelles l'aide a été sollicitée avant l'âge de dix-huit ans, le décret assure la transition du statut de mineur au statut de majeur. Le législateur décrétal a voulu éviter que, du fait de son accession à la majorité, un jeune ne soit privé du jour au lendemain de l'aide qui lui a été jusque là octroyée alors qu'il ne se sent pas encore en mesure d'affronter la vie d'adulte parce qu'il ne s'y sent pas prêt psychologiquement ou parce qu'il veut poursuivre une formation sans pouvoir espérer aucun soutien de sa famille à cette fin.

Après avoir défini les notions de jeune et d'enfant, le décret précise les notions suivantes :

3 : famille : les personnes avec qui le jeune est dans un lien de filiation ainsi que le tuteur et le protuteur.

Au-delà des liens juridiques créés par la filiation, la famille comprend aussi les personnes qui, à l'un ou l'autre titre, sont susceptibles d'exercer, ne fût-ce que partiellement, l'autorité parentale.

Sont ainsi visés les ascendants (parents (8) et grands-parents), le tuteur et le protuteur (9). Peu importe que ces personnes aient, en droit ou en fait, la garde de l'enfant.

4 : familiaux : les personnes qui composent le milieu familial de vie du jeune en ce compris les parents d'accueil.

Cette définition fait référence à des liens sociologiques ou affectifs et désigne toutes les personnes qui composent l'entourage humain habituel de l'enfant qu'elles aient ou non des liens juridiques avec lui. Il peut s'agir de collatéraux (frère, sœur, oncle, tante), de personnes non apparentées avec qui l'enfant entretient des relations affectives suivies (parrain, marraine,...) ou, enfin, de la famille d'accueil.

5 : parent d'accueil : la personne à qui est confiée la garde du jeune soit par les parents de celui-ci, soit par une instance de placement (c.à.d. le conseiller, le directeur ou le tribunal de la jeunesse) ou une administration publique, soit par un organisme d'adoption.

6 : aide : l'aide spécialisée, organisée dans le cadre du décret. Elle comprend l'aide individuelle ainsi que la prévention générale.

L'aide spécialisée est spécifique aux jeunes et n'est accordée que de manière complémentaire lorsque la famille ou aucune autre aide organisée, par exemple l'aide sociale des C.P.A.S., n'a pu répondre adéquatement au problème posé.

L'aide spécialisée peut revêtir toute forme que le conseiller de l'aide à la jeunesse entend lui donner et qui emporte l'adhésion du jeune et de sa famille ; aide financière pour réaliser tel ou tel projet déterminé, hébergement en institution ou en famille d'accueil, assistance dans des démarches.

En plus de ces aides individuelles, l'aide spécialisée comprend la prévention générale : en partant de l'analyse des situations difficiles vécues par les jeunes, il s'agit de développer des actions tendant à enrayer les causes de ces difficultés.

7 à 19 : sous ces numéros, le décret vise successivement l'arrondissement judiciaire, le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, le conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de l'aide à la jeunesse, le délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse, l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions, les services agréés non résidentiels et résidentiels (10), le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé de la Communauté française, le protecteur (11), l'organisme d'adoption (12), le délégué du ministre et le ministre qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions.

2) Champ d'application (article 2)

En vertu de l'article 2, le décret s'applique, *ratione personae*,

1^o aux jeunes en difficulté, ainsi qu'aux personnes qui éprouvent de graves difficultés dans l'exécution de leurs obligations parentales.

Sur ce dernier point le décret vise une situation analogue à celle qui justifiait l'assistance éducative sous l'empire de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

2^o à tout enfant dont la santé ou la sécurité (13) est en danger ou dont les conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiaux.

Il s'agit du mineur en danger.

Le décret s'applique également aux personnes physiques et morales qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles émanant des autorités communautaires ou des autorités judiciaires en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse.

Le champ d'application du décret s'étend donc, d'une part, aux mesures d'aide aux jeunes en difficulté ou à leur famille, et, d'autre part, à l'exécution des mesures, notamment des mesures judiciaires à l'égard de mineurs qui ont commis des faits qualifiés infraction.

L'objectif du décret est d'apporter des mesures d'aide aux jeunes en difficulté ou à leur famille et d'exécuter des décisions individuelles, en assortissant celles-ci de certains droits fondamentaux qui font l'objet du Titre II.

TITRE II. — Les droits des jeunes (articles 3 à 19)

Le jeune et l'enfant sont des personnes sujets de droit qui doivent être protégées par un statut social et juridique particulier.

Le législateur décretaal a voulu mettre en évidence ce statut de sujet de droit reconnu au jeune qui bénéficie de l'aide spécialisée (14).

Tel est l'objet du Titre II du décret qui traite des droits des jeunes. Selon l'Exposé des motifs, la reconnaissance de ces droits aux jeunes, est un moyen de les responsabiliser et de les intégrer dans la société à laquelle ils seront appelés à participer à part entière à leur majorité, autrement dit, un moyen de les préparer à être des citoyens actifs et non des assistés sociaux (15).

Le Titre II du décret instaure, par paliers, diverses garanties, allant en se renforçant, d'abord en faveur du respect des droits des jeunes en général dans le cadre de l'aide spécialisée (chapitre Ier), ensuite en faveur du respect des droits des jeunes faisant l'objet d'une mesure de placement (chapitre II, section 1ère), puis en faveur du respect des droits des jeunes confiés au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse à régimes ouvert et fermé (chapitre II, section 2) et, enfin, en faveur du respect des droits des jeunes qui, placés dans de telles institutions, devraient faire l'objet d'une mesure temporaire d'isolement (article 19).

CHAPITRE Ier

Les garanties quant au respect des droits des jeunes en général dans le cadre de l'aide spécialisée (articles 3 à 11)

L'aide spécialisée organisée par le décret constitue un droit pour tout jeune en difficulté et pour tout enfant dont la santé ou la sécurité est en danger ou dont les conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiaux (voir articles 2 et 3).

Cette aide spécialisée a pour but de permettre aux jeunes concernés de se développer dans des conditions d'égalité de chances en vue de leur accession à une vie conforme à la dignité humaine.

Le législateur décretaal a ainsi voulu se montrer attentif aux principes et aux dispositions de la Convention internationale sur les droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.

Il convient de souligner que l'intérêt du jeune est le critère essentiel de référence de l'aide spécialisée : toutes les personnes qui apportent aux jeunes cette aide qui leur est due, doivent respecter les droits qui leur sont reconnus, leurs convictions religieuses, philosophiques et politiques, et agir au mieux de leurs intérêts. Elles sont tenues de respecter le code de déontologie qui sera arrêté par le Gouvernement sur la proposition du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, l'instance la plus représentative en la matière au niveau de la Communauté française (voir article 4 du décret relatif à l'aide à la jeunesse) (16).

Les bénéficiaires de l'aide doivent être informés de leurs droits et obligations soit par le conseiller de l'aide à la jeunesse dans le cadre de l'aide sollicitée ou consentie, soit par le directeur de l'aide à la jeunesse, dans le cadre de l'aide imposée par le tribunal de la jeunesse.

Les propositions du conseiller ou du directeur de l'aide à la jeunesse doivent être motivées.

Les mesures prises par le conseiller et les décisions prises par le directeur doivent être notifiées aux personnes investies de l'autorité parentale et aux personnes dont l'accord est requis pour que ces mesures et décisions puissent être mises en œuvre (voir article 5).

Aucune mesure ou décision d'aide individuelle ne peut être prise par le conseiller ou le directeur de l'aide à la jeunesse sans que les personnes intéressées à l'aide n'aient été préalablement convoquées et entendues.

Ne devront cependant pas être entendues les personnes qui ne pourraient l'être en raison de leur âge, de leur état de santé (17), de l'urgence ou de leur abstention à comparaître (article 6, alinéa 1er).

La décision prise par le conseiller ou le directeur de l'aide à la jeunesse mentionne l'audition des personnes intéressées ou la cause de l'absence d'audition (article 6, alinéa 3).

Sauf en cas d'impossibilité dûment établie, le jeune doit être associé aux décisions qui le concernent, ainsi qu'à leur exécution (article 6, alinéa 4).

La Convention internationale sur les droits de l'enfant prévoit à cet égard, en son article 12, alinéa 1er, que « les Etats parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement, le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération, eu égard à son âge et à son degré de maturité ».

L'article 7, alinéa 1er, du décret relatif à l'aide à la jeunesse prévoit que l'accord écrit du jeune bénéficiaire d'une mesure d'aide individuelle émanant du conseiller de l'aide à la jeunesse, est requis s'il est âgé de plus de quatorze ans (18). S'il n'a pas atteint cet âge, c'est l'accord écrit des personnes qui assument sa garde en fait qui s'impose. Enfin, s'il s'agit de prendre une mesure qui aboutit à retirer l'enfant de son milieu familial de vie, l'accord des personnes qui administrent la personne de l'enfant est en outre nécessaire.

Les accords dont il vient d'être question ne sont pas requis si les personnes qui doivent les donner ne peuvent être atteintes ou sont défailtantes.

L'esprit d'association et de participation du jeune et de ses familiers à l'élaboration et à l'exécution des mesures d'aide mises en œuvre en leur faveur sur base du décret en matière d'aide sollicitée ou consentie se poursuit en matière d'aide contrainte.

L'article 7, alinéa 2, du décret dispose, à cet égard, que lorsque le directeur de l'aide à la jeunesse met en œuvre une mesure d'aide contraignante, l'enfant et ses familiers sont associés à cette mesure.

Une innovation majeure du décret est ainsi l'introduction de ce que l'on pourrait appeler l'aide concertée ou acceptée, c'est-à-dire la recherche permanente d'un accord entre les personnes.

L'article 7 est, à cet égard, fondamental. L'accord pour l'aide spécialisée mise en place par le conseiller est la condition sine qua non de son octroi et de son maintien (19).

Autre garantie en faveur des jeunes : tout demandeur d'aide qui s'adresse à l'une des personnes ou institutions visées par le décret (20) peut se faire accompagner de la personne majeure de son choix (article 8, alinéa 1er).

Cependant, dans l'intérêt du jeune, un entretien séparé peut avoir lieu avec le jeune ou les personnes qui l'accompagnent (article 8, alinéa 2).

Garantie suivante : l'article 9 du décret prévoit que les mesures et les décisions prises par le conseiller ou par le directeur de l'aide à la jeunesse tendent par priorité à favoriser l'épanouissement du jeune dans son milieu familial de vie.

C'est l'expression normative d'un des neuf principes fondamentaux sur lesquels repose le décret (21).

Les placements doivent être évités dans toute la mesure du possible.

Ce n'est que si l'intérêt du jeune l'exige absolument, qu'il faudra y recourir mais alors en lui assurant des conditions de vie et de développement appropriées à ses besoins et à son âge.

En outre, le service ou la personne qui hébergera le jeune sera tenu de veiller à ce que les contacts avec ses familiers soient maintenus ou à tout le moins favorisés, sauf si l'intérêt du jeune s'y oppose en raison de circonstances particulières.

Une autre garantie en faveur des jeunes est la révision annuelle des mesures d'aide spécialisée dans le but d'assurer le suivi du jeune (voir article 10).

La durée de toute mesure d'aide accordée et subventionnée par la Communauté française — que l'aide spécialisée ait été prise par le conseiller ou par le tribunal de la jeunesse — est limitée à un an maximum à compter du jour où l'aide est effective. Par aide effective il faut entendre celle qui fait l'objet d'une décision du conseiller dans le cadre de l'aide acceptée ou d'une mise en œuvre par le directeur d'une décision judiciaire dans le cadre de l'aide contrainte. L'aide peut être renouvelée pour une ou plusieurs autres périodes annuelles.

Toute mesure d'aide acceptée peut en tout temps être rapportée ou modifiée par le conseiller dans l'intérêt du jeune bénéficiaire.

La demande de modification, de rapport ou de renouvellement peut émaner du jeune lui-même s'il est âgé de plus de quatorze ans, de sa famille ou de ses familiers.

Le conseiller peut également agir d'initiative.

En toute hypothèse, la modification de l'aide, son rapport ou son renouvellement requièrent les mêmes accords que ceux exigés pour son octroi.

En matière d'aide contrainte, il faut distinguer d'une part, la modification et le rapport de la mesure et d'autre part son renouvellement.

La modification et le rapport sont normalement soumis à la procédure de l'article 60, alinéa 1 de la loi du 8 avril 1965.

Selon les travaux préparatoires du décret, l'initiative appartient au directeur de l'aide à la jeunesse. Il convient dès lors, pour respecter le principe selon lequel le directeur est chargé de la mise en œuvre de la mesure, que le tribunal ne soit saisi qu'à la suite d'une démarche émanant du directeur.

Au cas où le directeur a pu recueillir l'accord des parties pour convenir d'une autre mesure, c'est la procédure d'homologation visée à l'article 38, § 4 du décret et à l'article 63bis, § 2 de la loi du 8 avril 1965 qui est d'application.

La prolongation est quant à elle visée à l'article 63quinquies de cette loi. Elle est soumise aux mêmes règles de procédure que celles qui sont prévues pour la décision initiale.

Qu'il s'agisse de modification, de rapport ou de renouvellement de l'aide contrainte, la procédure par jugement est toujours requise.

La révision et le réexamen annuel des mesures prises à l'égard des mineurs délinquants sont réglés par le législateur fédéral, dans le cadre de l'article 60 de la loi du 8 avril 1965.

L'article 10, § 2, du décret prévoit que le service de protection judiciaire dirigé par le directeur de l'aide à la jeunesse et chargé de l'exécution des mesures judiciaires prises à l'égard des mineurs délinquants présentera, tous les six mois, au juge compétent, un rapport sur la situation du jeune faisant l'objet de la mesure afin de permettre à ce magistrat de revoir sa décision en pleine connaissance de cause.

Le décret prévoit par ailleurs que la prise en charge financière par la Communauté française des mesures judiciaires prises à l'égard des mineurs délinquants prend fin, sauf renouvellement, à l'échéance d'un an à partir de la date du jugement ou, à défaut, de l'ordonnance.

Le renouvellement de cette prise en charge financière à la fin de ce délai d'un an suppose donc un nouveau jugement ou une nouvelle ordonnance du tribunal de la jeunesse renouvelant la mesure en application de l'article 60 de la loi relative à la protection de la jeunesse (22).

Une dernière garantie en faveur du respect des droits des jeunes en général est prévue par l'article 11 du décret : à tout moment, les avocats du jeune, de sa famille ou de ses familiers peuvent prendre connaissance de toutes les pièces du dossier du conseiller ou du directeur de l'aide à la jeunesse selon les modalités prévues par le Gouvernement.

Quant aux intéressés eux-mêmes, ils peuvent prendre connaissance personnellement des pièces qui les concernent, à l'exclusion des rapports médico-psychologiques.

L'ensemble des rapports de la Communauté française réalisés dans le cadre des missions confiées au service de protection judiciaire en application des articles 29, 32 et 36, 4^o, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ne font pas partie des pièces du dossier du conseiller ou du directeur soumis à l'application de l'article 11 du décret.

La communication des dossiers concernant une affaire visée au titre II, chapitre III de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est réglée par l'article 55 de cette même loi.

CHAPITRE II. — Les garanties quant au respect des droits des jeunes faisant l'objet d'une mesure de placement (articles 12 à 19)

Un des objectifs prioritaires du décret est d'éviter les placements et de faire en sorte que l'aide puisse être apportée dans le milieu de vie (23).

Un certain nombre de placements demeurent cependant inévitables.

Pour ces jeunes, qui se trouvent placés, le législateur décretaal a voulu créer quelques garanties supplémentaires en faveur du respect de leurs droits.

Ici encore, le système des garanties mis en place évolue par paliers : garanties pour tous les jeunes placés d'abord, pour les jeunes placés dans une institution publique de protection de la jeunesse à régimes ouvert et fermé ensuite, et pour ceux qui, placés dans une telle institution, font l'objet d'une mesure d'isolement enfin.

Section Ire. — Principes généraux (articles 12 à 15)

Première garantie : la liberté de communiquer avec autrui.

Tout jeune hébergé en vertu d'une mesure prise par une autorité de placement a le droit de communiquer avec toute personne de son choix (article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}).

Ce principe de la libre communication s'applique ainsi à tout jeune placé en vertu d'une mesure de protection sociale (aide spécialisée instituée par le décret).

Il s'applique également, en vertu de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, aux jeunes hébergés en vertu d'une mesure de protection judiciaire, c-à-d. aux délinquants à l'égard desquels une mesure a été prise sur base de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Mais, pour ces jeunes, une restriction est prévue dans ce même article : le juge de la jeunesse ou, le cas échéant, le juge d'instruction saisi dans le cadre de la loi du 8 avril 1965 peut, en application de l'article 52, alinéa 3, de cette loi, par décision motivée, interdire au jeune de communiquer avec certaines personnes.

Une telle exception peut, par exemple, se concevoir lorsque les nécessités de l'information pénale ou la bonne marche de l'instruction d'une affaire criminelle impliquent que le jeune ne puisse prendre contact avec d'éventuels complices.

Mais cette exception ne peut viser les rapports du jeune avec son avocat (24 et 25).

L'article 12, § 2, du décret prévoit que tout jeune placé dans un service résidentiel ou institution publique en exécution d'une décision judiciaire, est informé, dès sa prise en charge, de son droit de communiquer avec son avocat.

A cet effet, le responsable du service ou de l'institution publique invite le jeune à signer, dès son entrée, un document par lequel il déclare avoir été informé de ce droit. Il lui en délivre copie et il favorise l'exercice effectif de ce droit.

Autre garantie : les visites du conseiller ou du directeur.

Le conseiller de l'aide à la jeunesse, s'il s'agit d'une mesure de placement prise à son initiative, ou le directeur de l'aide à la jeunesse, s'il s'agit d'une mesure de placement décidée par le tribunal de la jeunesse, rendent visite au jeune placé au moins deux fois l'an, et au moins quatre fois l'an lorsque l'enfant est âgé de moins de trois ans. Ils peuvent déléguer une personne à cet effet qui leur fait rapport (article 13).

Autre garantie propre au jeune placé :

Il reçoit de l'argent de poche aux conditions et selon les modalités fixées par le Gouvernement (article 14).

Ce droit doit permettre notamment l'exercice effectif du droit de communiquer.

Autre garantie prévue par l'article 15 : toute décision de transfert d'un jeune d'un service résidentiel à un autre est prise par l'autorité administrative ou judiciaire qui a procédé au placement. La décision est prise sur le vu d'un rapport circonstancié dont une copie est adressée également à l'administration compétente.

Lorsque le placement résulte d'une mesure d'aide pour laquelle il a fallu recueillir l'accord du jeune âgé de plus de quatorze ans ou des personnes assumant sa garde en fait lorsqu'il n'a pas atteint cet âge et de toute façon l'accord des personnes administrant la personne du jeune (26), l'accord de ces personnes devra également être recueilli concernant le transfert, sauf si des raisons médicales ou de sécurité s'y opposent.

Enfin, sauf en cas d'urgence, le jeune est informé de manière adéquate des motifs du transfert et des caractéristiques de son nouveau milieu d'accueil.

Section 2

Les garanties particulières quant au respect des droits des jeunes confiés au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé (articles 16 à 19)

Les jeunes confiés au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, bénéficient de garanties plus particulières quant au respect de leurs droits.

L'article 16, alinéa 2, du décret prévoit que l'accès à ces institutions est réservé aux jeunes poursuivis pour des faits qualifiés infraction et qui

— soit sont confiés au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse par le tribunal de la jeunesse;

— soit font l'objet d'une mesure de placement prise par un juge d'instruction.

Le groupe des institutions publiques ne peut refuser d'accepter un jeune ainsi placé pour un motif autre que l'absence de place.

En application de l'article 37, § 2, dernier alinéa de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, l'accès aux institutions publiques de protection de la jeunesse est réservé, sauf circonstances très exceptionnelles, au jeune âgé de plus de douze ans.

La première garantie quant au respect des droits des jeunes confiés au groupe des institutions publiques consiste en l'élaboration, par le Gouvernement, d'un règlement général applicable à ces institutions. Un exemplaire de ce règlement général et du règlement particulier à l'institution est remis à chaque jeune lors de son admission (article 16, alinéa 1er).

Autre garantie : tout jeune confié pour une période excédant 45 jours au groupe des institutions publiques fait l'objet d'un rapport médico-psychologique établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille.

Le Gouvernement fixe la composition de l'équipe pluridisciplinaire.

Il détermine également les rubriques que doit comprendre le rapport médico-psychologique.

Ce rapport est communiqué dans les 75 jours après la date de la prise en charge, à l'autorité de placement et à l'administration compétente.

Des rapports trimestriels le complètent.

Dans les mêmes conditions de durée de placement et de délai, la section sociale du service de protection judiciaire réalise une étude sociale dont les rubriques sont également déterminées par le Gouvernement.

L'avocat du jeune reçoit les conclusions du rapport médico-psychologique et de l'étude sociale sur base desquelles il peut solliciter une révision de la mesure (article 17).

L'accueil en milieu fermé (article 18)

L'article 18, alinéa 1er, du décret prévoit que l'accueil en milieu fermé ne peut être confié qu'à un établissement faisant partie du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse.

Pareil accueil ne peut se faire qu'en exécution d'une décision judiciaire prescrivant expressément un tel placement.

L'article 18, alinéa 2, ne prévoit pas de limite inférieure d'âge d'accès au milieu fermé. Toutefois, sans ignorer la limite générale fixée à 12 ans — sauf circonstances très exceptionnelles — pour l'accès aux institutions publiques d'observation et d'éducation, il est souhaitable que les institutions à régime fermé soient, en raison des projets pédagogiques mis en place par ces institutions, réservées aux jeunes âgés de plus de quatorze ans, sauf circonstances exceptionnelles.

L'article 18, alinéa 3, du décret, prévoit enfin que le Gouvernement donne les moyens à l'institution concernée d'assurer ses fonctions pédagogiques et éducatives.

Les mesures temporaires d'isolement (article 19)

Une mesure d'isolement dans des locaux spécifiques ne peut être prise à l'égard d'un jeune qu'au sein d'un établissement faisant partie du groupe des institutions publiques et lorsque ce jeune compromet sa sécurité physique ou celle des autres jeunes, du personnel ou des visiteurs.

La direction en informe sur-le-champ l'autorité de placement ou, en cas d'absence de celle-ci, le procureur du Roi.

La mesure d'isolement est confirmée par un rapport écrit adressé à l'autorité de placement et à l'administration compétente.

La durée de la mesure ne peut excéder vingt-quatre heures sans l'accord du juge compétent. Celui-ci prend les mesures appropriées et confirme par un écrit motivé l'autorisation de prolongation de l'isolement pour un délai qu'il précise et qui ne peut dépasser huit jours. La mesure peut encore être prolongée dans les mêmes conditions le dernier jour du délai initialement prévu.

La mesure d'isolement est levée dès que cesse la situation qui la motive. Le directeur de l'établissement en avertit par écrit l'autorité de placement ainsi que l'administration compétente.

La mesure d'isolement ne prive pas le jeune des droits visés ci-dessus, même si leur exercice doit être adapté aux circonstances.

Enfin, le décret prévoit que, sur avis du conseil communautaire, le Gouvernement réglemente les modalités d'isolement, en organise le contrôle et fixe, pour les locaux d'isolement, des normes qui garantissent le respect de la dignité humaine.

TITRE III. — Le Conseil d'Arrondissement de l'aide à la jeunesse (articles 20 à 25)

La loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse avait confié à la même institution — le comité de protection de la jeunesse — des missions de prévention et d'aide individuelle.

Le décret de la Communauté française a voulu créer deux organes distincts :

— le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, chargé de la prévention générale, d'une part,

— le conseiller de l'aide à la jeunesse chargé des missions et actions à caractère individuel, d'autre part.

Ces organes fonctionnent dans le même cadre territorial que les comités de protection de la jeunesse, à savoir l'arrondissement judiciaire.

Il est donc institué un conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse au chef-lieu de chaque arrondissement.

Le conseil d'arrondissement peut créer plusieurs sections en son sein lorsque l'intérêt de la jeunesse le justifie en raison des nécessités locales (article 20, alinéa 1er).

Le Gouvernement peut créer d'autres conseils dans l'arrondissement lorsque la densité de la population ou la configuration géographique le requiert.

Il précise les communes dans lesquelles les compétences du nouveau conseil peuvent s'exercer (article 20, alinéa 2).

De telles créations pourraient intervenir notamment dans les communes où les besoins en matière de prévention générale sont les plus criants.

De même, la configuration géographique d'un arrondissement pourrait justifier que le Gouvernement crée un conseil spécifique pour une entité.

La prévention est la première mission du conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse.

Le conseil d'arrondissement est compétent en matière de prévention générale qu'il doit stimuler en favorisant la coordination et en supervisant les actions. Il propose d'affecter le budget de prévention générale aux objets qu'il détermine et en contrôle l'utilisation. Le conseil d'arrondissement étudie une programmation des besoins de l'arrondissement en matière de services et remet des avis ou propositions au Gouvernement soit d'initiative soit à la demande de celui-ci. Il attire l'attention des autorités publiques sur toute situation défavorable au développement de la personnalité des jeunes et à leur insertion sociale. Enfin il publie annuellement un rapport comprenant le bilan d'activités, l'analyse critique de la situation de l'arrondissement et le programme des actions préconisées (article 21).

Le conseil d'arrondissement se compose de douze à vingt-quatre membres nommés par le Gouvernement pour un terme renouvelable de six ans parmi les personnes reconnues pour leur compétence en matière d'aide à la jeunesse (article 22).

TITRE IV. — Le Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse (articles 26 à 30)

Le décret institue un conseil communautaire de l'aide à la jeunesse pour l'ensemble de la Communauté française (article 26). Il est un organe de réflexion qui a une compétence générale pour émettre, même d'initiative, des avis et propositions sur toutes matières intéressant tant l'aide à la jeunesse que la protection de la jeunesse (article 27).

Cette compétence comporte notamment le pouvoir :

1) de stimuler et de coordonner l'action des conseils d'arrondissement.

Cette mission est essentielle en ce qui concerne la prévention générale.

2) de donner des avis :

a) sur les normes d'agrément et de subventions des services s'offrant à venir en aide de façon habituelle à des jeunes;

b) sur le règlement général du groupe des institutions publiques, au moins tous les trois ans;

c) sur la nature des sanctions à prévoir à l'encontre des institutions, des services et des personnes auxquels s'applique le décret lorsque ceux-ci ne respectent pas les dispositions du Titre II du décret relatif aux droits des jeunes, sur les procédures d'engagement des poursuites et les recours dont ils disposent (27).

3) de formuler des propositions :

a) pour l'orientation générale de l'aide à la jeunesse;

b) de programmation en matière de services, institutions et autres moyens mis en œuvre pour l'application du décret;

c) sur l'organisation, la coordination et le cadre du personnel du groupe des institutions publiques, du service de protection judiciaire et du service de l'aide à la jeunesse.

4) d'établir et de publier un rapport tous les deux ans sur la situation de la protection de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse dans la Communauté française.

Le rapport est déposé au Conseil de la Communauté française pour être transmis à ses membres et est ensuite rendu public.

5) de faire rapport tous les deux ans sur le type et le nombre de places nécessaires au sein du groupe des institutions publiques.

6) de proposer au Gouvernement le projet de Code de déontologie que tous les services prévus par le décret, y compris le groupe des institutions publiques, sont tenus de respecter (28).

Tous les secteurs compétents en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse sont représentés au sein du conseil communautaire de l'aide à la jeunesse (article 28).

TITRE V. — Le conseiller de l'aide à la jeunesse et le directeur de l'aide à la jeunesse (articles 31 à 35)

1) Le conseiller de l'aide à la jeunesse

Le conseiller de l'aide à la jeunesse est un personnage clef : il a en charge l'aide sociale sollicitée ou acceptée organisée par le décret.

Les travaux préparatoires présentent le conseiller de l'aide à la jeunesse comme « la cheville ouvrière de l'aide spécialisée » qu'il organise. C'est à lui que « revient la charge de faire apporter ou d'apporter subsidiairement lui-même aux jeunes qui ont leur résidence familiale dans son arrondissement l'aide individuelle à laquelle ils ont droit, à condition que cette aide soit sollicitée ou acceptée » (29).

Plaque tournante en ce qui concerne les mesures d'aide, le conseiller est l'interlocuteur privilégié par rapport aux autres intervenants administratifs et judiciaires.

Si l'aide que le conseiller propose est refusée alors qu'il y a péril, le conseiller informe le tribunal de la jeunesse de la situation de danger à l'intervention du parquet.

En effet, la limite à la compétence du conseiller en matière d'aide individuelle est le recours à la contrainte. Le législateur décréta l'estimé que seul le pouvoir judiciaire demeure le meilleur garant du respect des droits de la défense lorsqu'il s'agit de recourir à la contrainte à l'égard des particuliers.

Si, en application de l'article 32, § 2, 4^e, du décret, il s'avère nécessaire que le conseiller informe le tribunal de la jeunesse d'une situation d'enfant en péril, il transmettra au parquet compétent une note de synthèse relative à la situation du jeune.

L'action du conseiller se termine en principe par le transmis de cette information.

Dans l'intérêt du jeune, le tribunal de la jeunesse et le conseiller veilleront à éviter toute interruption d'une intervention.

Un conseiller de l'aide à la jeunesse est désigné dans chaque arrondissement (article 31).

Il dirige le service de l'aide à la jeunesse, lequel comporte trois sections :

- la section sociale
- la section de prévention générale
- la section administrative.

Compétence territoriale du conseiller

Le conseiller est chargé d'apporter l'aide sociale prévue par le décret aux jeunes qui ont leur résidence familiale dans son arrondissement (article 32, § 1er) (30).

La résidence du jeune correspond normalement à son milieu familial de vie.

La définition de la famille se réfère aux liens juridiques créés par la filiation et, en principe, le milieu familial de vie du jeune est celui de ses parents ou de la personne exerçant, ne fût-ce que partiellement, l'autorité parentale.

En se référant à l'article 1er, 4^o, du décret, la définition des familiers fait référence à des liens sociologiques ou affectifs; elle englobe donc aussi les parents d'accueil (31).

Dans certains cas, il pourrait donc être envisagé dans l'intérêt du jeune, que le conseiller compétent soit celui du lieu où le jeune vit effectivement.

En cas de changement de résidence familiale du jeune, le conseiller transmet son dossier au conseiller de l'arrondissement de la nouvelle résidence.

Lorsqu'un jeune se trouve dans le ressort de la Communauté française sans y avoir sa résidence familiale ou si celle-ci ne peut être identifiée, la compétence territoriale du conseiller est déterminée par le lieu où le jeune se trouve.

Compétence matérielle du conseiller

La compétence ratione materiae du conseiller est prévue par l'article 32, § 2, du décret :

— le conseiller examine les demandes d'aide et propose, s'il y a lieu, les mesures d'aide spécialisée instituées par le décret (orienter les demandeurs vers tout particulier ou service approprié; seconder les intéressés dans l'accomplissement de leurs démarches en vue d'obtenir l'aide sollicitée,...);

— il veille à l'exécution des décisions du conseil d'arrondissement en matière de prévention générale, et assure le secrétariat de ce conseil;

— il décide, dans les limites fixées par le Gouvernement, des dépenses exposées en vue de l'aide individuelle spécialisée octroyée en application du décret et délivre à l'intention des services les documents justificatifs;

— il informe le tribunal de la jeunesse des situations dans lesquelles l'enfant se trouve en danger (intégrité physique ou psychique menacée);

— il reçoit les demandes d'information du jeune, d'un membre de sa famille ou d'un de ses familiers ainsi que les demandes d'interpellation et d'investigation du délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse, et y donne suite en interpellant le service s'occupant du jeune.

..

Dans chaque arrondissement, un ou plusieurs conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse peuvent être désignés pour assister le conseiller (article 34).

Le conseiller est placé sous l'autorité hiérarchique du fonctionnaire dirigeant l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions.

Il exerce ses compétences en toute indépendance (article 35).

2) Le directeur de l'aide à la jeunesse

Un directeur de l'aide à la jeunesse est désigné dans chaque arrondissement judiciaire (article 33).

La compétence territoriale du directeur correspond à celle du tribunal de la jeunesse.

Il intervient en matière d'aide contrainte.

C'est lui qui met en oeuvre les mesures d'aide contrainte (32) prises par le tribunal de la jeunesse à l'égard d'un enfant, de sa famille ou de ses familiers lorsque l'intégrité physique ou psychique de cet enfant est gravement compromise (l'enfant dont la santé ou la sécurité est en danger ou dont les conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers) et lorsqu'une des personnes investies de l'autorité parentale ou ayant la garde de l'enfant en droit ou en fait refuse l'aide du conseiller ou néglige de la mettre en oeuvre.

A cette fin, conformément à l'article 62bis de la loi du 8 avril 1985, il conviendra que le directeur se fasse délivrer une expédition de la décision par le greffe compétent.

La compétence du directeur de l'aide à la jeunesse de mettre en oeuvre les mesures judiciaires n'exclut pas le pouvoir d'exécution confié au procureur du Roi par le Code judiciaire (33).

Cependant, le directeur veillera à ne solliciter l'assistance du ministère public que dans des cas exceptionnels de manière à préserver le principe de déjudiciarisation voulu par le décret.

Par ailleurs, le directeur de l'aide à la jeunesse décide, dans les limites fixées par le Gouvernement, des dépenses exposées en vue de l'aide contrainte individuelle.

Pour assister le directeur dans la mise en oeuvre des mesures d'aide contrainte décidées par le tribunal de la jeunesse (soumission de l'enfant, de sa famille ou de ses familiers à des directives ou à un accompagnement d'ordre éducatif, hébergement de l'enfant hors de son milieu familial de vie en vue de son traitement, de son éducation, de son instruction ou de sa formation professionnelle, installation dans une résidence autonome ou supervisée...), le directeur a à sa disposition un service de protection judiciaire qu'il dirige et qui comprend une section sociale et une section administrative.

Dans les arrondissements où le besoin s'en fait sentir, un ou plusieurs directeurs adjoints de l'aide à la jeunesse peuvent être désignés pour assister le directeur (article 34).

Tout comme le conseiller, le directeur est placé sous l'autorité hiérarchique du fonctionnaire dirigeant l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions. Le directeur exerce ses compétences en toute indépendance (article 35).

TITRE VI. — Les mesures d'aide
(articles 36 à 39)

CHAPITRE Ier

Mesures d'aide relevant de la compétence du conseiller de l'aide à la jeunesse
(article 36)

Le conseiller peut être saisi d'une demande d'aide par le jeune lui-même ou par toute personne qui lui porte intérêt.

Le conseiller examine les demandes d'aide relatives au jeune et aux personnes qui éprouvent de graves difficultés dans l'exécution de leurs obligations parentales.

Le conseiller oriente prioritairement le jeune et sa famille vers des services dits « de première ligne » (34), par exemple le C.P.A.S. compétent, ou vers une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans le dépistage et le traitement des enfants victimes de mauvais traitements, de privations ou de graves négligences (35), ou encore vers tout autre service approprié — ce peut par exemple être un centre P.M.S. Le conseiller peut également orienter les intéressés vers tout particulier qui serait à même de résoudre leur problème.

Le conseiller seconde les intéressés dans l'accomplissement de leurs démarches en vue d'obtenir l'aide sollicitée auprès de ces personnes et de ces services « de première ligne ».

Par ailleurs, lorsqu'il a connaissance de mauvais traitements, de privations ou de négligences dont est victime un enfant, ou lorsqu'il en suspecte l'existence, le conseiller peut demander l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans le dépistage et le traitement des enfants qui en sont victimes. Celle-ci le tient au courant de l'évolution de la situation.

Le conseiller coordonne les actions entreprises en faveur des personnes pour lesquelles son intervention est sollicitée, notamment en suscitant la coopération entre les différents services amenés à intervenir, de manière à éviter une multiplication des interventions qui s'avérerait défavorable à une action efficace.

Le conseiller dispose également d'un pouvoir d'interpellation à l'égard de tout service public ou privé, agréé ou non dans le cadre du décret, s'occupant d'un jeune. Cette interpellation tendra à demander des informations sur les interventions ou le refus d'intervention du service concerné en faveur du jeune. Elle se fait à la demande du jeune, d'un membre de sa famille ou d'un de ses familiers, ou du délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse.

Lorsque le conseiller constate qu'aucun service ou particulier n'est en mesure d'apporter à un jeune une aide appropriée, il assure lui-même la prise en charge. Le décret insiste sur le caractère supplétif de celle-ci. S'il n'existe aucun service apte à dispenser l'aide demandée, le conseiller assure la prise en charge en recueillant les accords nécessaires (36). Etant ainsi assurée, cette prise en charge doit se limiter au temps strictement nécessaire. Le conseiller confie exceptionnellement et provisoirement aux services de l'aide à la jeunesse et aux particuliers et services qui concourent à l'application du décret le soin d'apporter l'aide appropriée durant le temps nécessaire.

Enfin, le conseiller peut également être amené à intervenir en faveur d'enfants de parents déchus de l'autorité parentale (37). L'aide directe de la Communauté française à l'enfant dont les père et mère ou l'un d'eux sont déchus de l'autorité parentale, est subordonnée à la décision du tribunal de la jeunesse de confier le mineur au conseiller conformément à l'article 34, alinéa 1er, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ou à une demande écrite d'intervention du tuteur adressée au conseiller (38).

Rappelons que l'intervention du conseiller se limite à l'aide volontaire ou sollicitée.

S'il ne peut obtenir l'accord des intéressés, le conseiller ne peut mettre en œuvre aucune mesure d'aide et seul le tribunal de la jeunesse peut intervenir en application des articles 38 ou 39 du décret.

CHAPITRE II

Les compétences du tribunal de la jeunesse relatives à l'aide à la jeunesse
(articles 37 à 39)

L'aide acceptée est la pièce maîtresse du dispositif mis en place par le décret pour satisfaire aux missions d'aide à la jeunesse dont la Communauté française est désormais investie.

Il paraît cependant que la résolution, par l'aide consentie, des dysfonctionnements familiaux et des situations de crise mettant en péril la sécurité ou la moralité des mineurs a ses limites et que le recours à la contrainte dans un certain nombre de cas reste indispensable.

Il convenait dès lors de mettre en place des mécanismes permettant le recours au pouvoir judiciaire tout en limitant son intervention.

La compétence du tribunal de la jeunesse relative à l'aide à la jeunesse a été définie et organisée par le décret dans ses articles 37, 38 et 39.

1) Article 37 du décret — Contestations relatives aux mesures d'aide spécialisées.

En vertu de l'article 37 du décret, le tribunal de la jeunesse connaît des contestations relatives à l'octroi, au refus ou aux modalités d'application d'une mesure d'aide individuelle portées devant lui soit par une des personnes investies de l'autorité parentale ou ayant la garde du jeune en droit ou en fait, soit par le jeune de plus de quatorze ans.

L'article 37 traduit la volonté de soumettre les mesures d'aide à un contrôle juridictionnel qui relève de la compétence du tribunal de la jeunesse et qui lui attribue sa fonction essentielle d'arbitrer les conflits.

Les auteurs du décret ont estimé que le tribunal de la jeunesse était l'instance la plus adéquate pour régler les contestations relatives à l'aide à la jeunesse, qu'il s'agisse du principe de son octroi ou de ses modalités d'application. Ce tribunal a paru en effet le mieux à même de veiller au respect du droit des personnes étant donné, d'une part, les garanties offertes par la procédure judiciaire et, d'autre part, la compétence spécifique de ce tribunal pour tout ce qui concerne la protection des intérêts des jeunes.

Le conseiller de l'aide à la jeunesse ne peut pas porter la contestation devant le tribunal de la jeunesse. Il a semblé aux auteurs du décret que lui permettre de porter également la contestation devant le tribunal aurait miné la confiance dont il doit nécessairement être entouré (39). Il en va de même pour le directeur.

L'article 37 du décret est en effet aussi applicable aux décisions prises par le directeur dans le cadre de la mise en œuvre d'une mesure d'aide contrainte (40).

Les personnes investies du droit de recours devant le tribunal de la jeunesse, prévu par l'article 37 du décret, peuvent en user à n'importe quel stade du processus d'octroi de l'aide et à l'égard de n'importe quelle proposition du conseiller ou décision du directeur qui n'emporterait pas leur agrément (41).

Ainsi, par exemple, des parents peuvent être d'accord sur le principe d'une intervention mais contester le type d'aide qui leur est proposé ou bien estimer avoir droit à une aide qui leur est refusée par le conseiller. Le jeune de plus de quatorze ans pourrait, quant à lui, refuser d'être placé dans tel home tout en étant d'accord sur le principe de retrait de son milieu familial de vie.

L'article 37 du décret prévoit que le tribunal de la jeunesse met fin à la contestation en obtenant l'accord des parties. Il doit donc essayer, avant tout, de concilier le conseiller ou le directeur de l'aide à la jeunesse, d'une part, et, d'autre part, la ou les personnes qui, y étant habilitées, ont porté la contestation devant lui ou contre qui cette contestation est dirigée (42). C'est en fonction de l'objet du litige que seront déterminés quelles sont les parties à la cause et qui doit être présent à la conciliation.

Elles pourraient comprendre :

- le jeune;
- les personnes investies de l'autorité parentale;
- les personnes ayant la garde du jeune en droit ou en fait;
- le conseiller (adjoint) ou le directeur (adjoint) délégué par la Communauté française.

Si le tribunal parvient à mettre les parties d'accord, la contestation est vidée. La mise en œuvre de l'accord obtenu dans le cadre de la conciliation est de la compétence du conseiller ou du directeur selon que la situation est de la compétence de l'un ou de l'autre.

Si la conciliation échoue, le tribunal de la jeunesse tranche la contestation portée devant lui.

Ainsi par exemple peut-il donner raison au jeune qui refuse une aide alors que ses parents et le conseiller l'estiment souhaitable. Dans un tel cas, le tribunal décide qu'aucune aide ne doit être apportée.

Le tribunal peut aussi donner raison à l'une des personnes visées à l'alinéa 1er de l'article 37 qui souhaite l'octroi d'une aide spécialisée contre la volonté des autres ou du conseiller.

Dans ce cas, la partie en faveur de qui le tribunal a tranché possède un titre lui permettant d'obtenir l'aide sollicitée.

En cette matière, l'intervention du tribunal est de nature civile (43).

Elle sera, en application de l'article 83ter, b, de la loi du 8 avril 1985, introduite par voie de requête déposée par la partie ou par son conseil au greffe du tribunal de la jeunesse territorialement compétent.

Le conseiller ou le directeur, chacun pour les situations qui le concernent, devra fournir au tribunal de la jeunesse les éléments nécessaires pour prendre sa décision.

Les décisions du tribunal de la jeunesse sont susceptibles d'appel (44).

La mission dévolue au tribunal dans les cas visés à l'article 37 est de trancher le conflit, sans qu'il soit investi du suivi du dossier (45).

Il est de l'intérêt supérieur des jeunes de trancher la contestation dans les plus brefs délais (46).

La décision du tribunal de la jeunesse est appliquée par le conseiller ou le directeur selon que la situation est de la compétence de l'un ou de l'autre.

L'intervention du tribunal de la jeunesse étant ponctuelle, sa décision ne fait pas obstacle à la conclusion et à la mise en œuvre d'un accord dérogeant à la décision judiciaire, ultérieurement intervenu entre les parties.

Cet accord peut être communiqué au tribunal de la jeunesse. Il conviendra d'apprécier dans chaque cas d'espèce l'usage qui peut être fait de cette faculté.

2) Articles 38 et 39 — Situations de danger.

Les articles 38 et 39 visent des situations dans lesquelles des enfants sont en danger grave et actuel et pour lesquels l'aide spécialisée ne peut être mise en place :

- soit parce qu'elle est refusée par les intéressés,
- soit parce qu'il est matériellement impossible de recueillir les accords requis à l'article 7, alinéa 1er, du décret (47).

Ils visent également les situations de danger dans lesquelles les personnes négligent la mise en œuvre de l'aide acceptée.

Une gradation est établie entre les deux articles.

Les situations visées à l'article 38 permettent le respect du principe de la « subsidiarité » de l'intervention judiciaire par rapport à l'intervention sociale. Le passage par le conseiller est obligatoire.

Si le conseiller ne recueille pas les accords nécessaires ou que la situation de danger décrite au § 2 de l'article 38 découle du manque de collaboration des intéressés, le tribunal est compétent pour agir.

Lorsque l'application de l'article 38 est nécessaire soit pour modifier la décision du tribunal de la jeunesse, soit pour renouveler une mesure après un délai d'un an, soit pour confirmer la nécessité de la contrainte dans le cas de situations déjà orientées par le conseiller vers le parquet avant la mise en application de l'article 87 du décret, le recours au conseiller n'est pas requis. Dans ces cas, il ressort de l'économie du décret que les situations déjà examinées par le conseiller et orientées vers le tribunal restent de la compétence du directeur.

L'application éventuelle de l'article 37 impose que le directeur informe le parquet des changements de résidence portés à sa connaissance.

En cas de changement de résidence, le changement de compétence territoriale relève de la décision du tribunal de la jeunesse.

Le directeur poursuivra ses interventions à l'égard des intéressés, introduira les demandes éventuelles de renouvellement... auprès des tribunaux de la jeunesse de son arrondissement jusqu'au moment du dessaisissement.

La continuité dans l'intervention et dans les éventuels renouvellements du jugement devra être garantie par les tribunaux de la jeunesse et les directeurs.

L'article 39 vise des situations tellement graves et urgentes que le tribunal ne peut respecter le principe de la subsidiarité de son intervention sans mettre en péril l'enfant.

Le ministère public appréciera, selon les circonstances de la cause, s'il y a lieu d'agir sur la base de l'article 38 ou de l'article 39 (48).

Le tribunal est informé des situations de danger de la même manière que sous l'empire de la loi du 8 avril 1985, c'est-à-dire à l'intervention du parquet, notamment par des procès-verbaux de police et de gendarmerie.

Les situations de danger peuvent également être directement dénoncées au parquet par toute personne.

Dans ces cas, et sauf situation d'urgence qui justifierait l'application de l'article 39 du décret, le parquet oriente la situation vers le conseiller.

En effet, le respect du principe de subsidiarité impose que préalablement à toute décision judiciaire, le conseiller tente d'obtenir l'accord des intéressés sur l'octroi d'une aide. Si l'aide volontaire est impossible à organiser et que le recours à la contrainte s'impose, le conseiller en informe le parquet en lui transmettant une note de synthèse relative à la situation.

Le parquet apprécie la nécessité de l'application de l'article 38 du décret.

A) Article 38 du décret — Intervention contraignante en faveur des enfants en danger.

Lorsque la santé ou la sécurité d'un enfant est en danger ou lorsque ses conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers (article 2, alinéa 1er, 2^o), le tribunal de la jeunesse connaît des mesures à prendre à l'égard de cet enfant, de sa famille ou de ses familiers.

Il faut, pour que le tribunal de la jeunesse puisse intervenir, que son intégrité physique ou psychique soit actuellement et gravement compromise et qu'une des personnes investies de l'autorité parentale ou ayant la garde de l'enfant en droit ou en fait refuse l'aide du conseiller de l'aide à la jeunesse ou néglige de la mettre en œuvre.

L'intégrité physique ou psychique est considérée comme gravement compromise, soit lorsque l'enfant adopte de manière habituelle ou répétée des comportements qui la compromettent réellement et directement, soit lorsque l'enfant est victime de négligences graves, de mauvais traitements, d'abus d'autorité ou d'abus sexuels la menaçant directement et réellement (49).

Le tribunal de la jeunesse doit constater la nécessité du recours à la contrainte.

Il appartient au ministère public d'apporter les éléments qui justifient la saisine du tribunal de la jeunesse en application de l'article 38.

Le principe de la subsidiarité de l'intervention judiciaire par rapport à l'intervention sociale doit être respecté (50).

Si le conseiller n'a pu recueillir les accords nécessaires et s'est heurté au manque de collaboration des intéressés, le tribunal pourra agir et décider des mesures de contrainte (51).

Face à un refus de collaborer d'une famille au sein de laquelle un enfant est en danger, le conseiller doit signaler la situation au parquet qui pourra saisir le tribunal de la jeunesse (52).

Le procureur du Roi conserve bien entendu son pouvoir d'appréciation quant à l'opportunité de saisir le tribunal de la jeunesse. Il est le maître de l'action publique et peut toujours, dans l'intérêt de l'enfant et de sa famille, classer sans suite le signalement qui lui a été fait par toute personne, y compris par le conseiller, si les investigations auxquelles le parquet a fait procéder, notamment par les services de police, emportent sa conviction qu'il n'y a pas, en l'espèce, situation de danger.

Si, par contre, le procureur du Roi décide de saisir le tribunal de la jeunesse, celui-ci peut prendre l'une des mesures suivantes :

1^o soumettre l'enfant, sa famille et ses familiers, ou l'un d'eux, à des directives ou à un accompagnement d'ordre éducatif;

2^o décider dans des situations exceptionnelles, que l'enfant sera hébergé temporairement hors de son milieu familial de vie en vue de son traitement, de son éducation, de son instruction ou de sa formation professionnelle;

3^o permettre à l'enfant, s'il a plus de seize ans, de se fixer dans une résidence autonome ou supervisée et de prendre inscription au registre de la population du lieu de cette résidence.

Ces mesures de contrainte sont obligatoirement prises par un jugement sur le fond, à la suite d'un débat contradictoire (53).

Le jugement sur le fond exclut les mesures par ordonnance provisoire.

Le jugement est susceptible d'appel.

Ces mesures de contrainte sont mises en œuvre par le directeur de l'aide à la jeunesse, assisté du service de protection judiciaire.

Le directeur agit sous mandat judiciaire.

C'est donc le tribunal de la jeunesse qui prend les mesures de contrainte, mais c'est le directeur, ressortissant au secteur social, qui les met en œuvre, avec l'assistance du service de protection judiciaire.

Par mise en œuvre des mesures d'aide contrainte, il faut entendre tout ce qui, dans l'application d'une mesure décidée par le magistrat, relève des décisions dites administratives. En vertu de l'article 38, § 3, il appartient au juge de la jeunesse de prendre la décision de principe quant à la mesure (cf. article 38, § 3, 1^o, 2^o ou 3^o). Il revient au directeur de choisir, en fonction et dans les limites du cadre ainsi fixé par le magistrat, le service ou l'institution qui prendra l'enfant en charge, et d'en changer si besoin est.

Toute mention quant au type de service ou de placement apparaissant dans le jugement ne pourra qu'être exceptionnelle car :

- toute modification ultérieure nécessiterait un nouveau jugement;
- le manque de place dans un service rendrait la décision judiciaire inexécutable.

De même, les directives à l'égard de la famille ou des familiers prises en application de l'article 38, § 3, 1^o (ex. : suivre un traitement, ne plus fréquenter..., ne plus vivre sous le même toit...) ne mentionneront pas le service appelé à assurer un accompagnement éventuel, afin de garantir la souplesse nécessaire au directeur pour rechercher le service compétent et disponible.

Si dans le cadre de la mise en œuvre d'une mesure prise en application de l'article 38 du décret, la limitation de la communication d'une personne avec le jeune concerné doit être appliquée, celle-ci relève de la décision du directeur compétent pour les modalités de cette mise en œuvre.

Toutefois, s'il s'agit d'interdire de façon formelle à une personne en particulier de communiquer avec le jeune, il est souhaitable de recourir à l'application de l'article 38 § 3, 1^o du décret.

Le tribunal de la jeunesse veillera toutefois à ne pas paralyser le directeur par des directives trop strictes qui l'empêcheraient de tenir compte de l'évolution d'une situation.

Lorsque le directeur de l'aide à la jeunesse met en œuvre une mesure d'aide contrainte décidée par le tribunal de la jeunesse, il doit, dans toute la mesure du possible, associer l'enfant et ses familiers à cette mesure (article 7, alinéa 2).

Le directeur n'est cependant pas tenu de recueillir le consentement de l'enfant de plus de quatorze ans ni celui de la personne dont le refus antérieur a été constaté par le tribunal de la jeunesse, pour modifier une modalité d'application de la mesure imposée par le tribunal lorsqu'il demeure dans les limites décidées par cette juridiction.

Le directeur, sur base de la mesure judiciaire, peut prendre des décisions de type administratif constituant les modalités de mise en œuvre de la décision judiciaire sans que l'accord formel des intéressés ne soit requis (54 et 55).

Ces derniers sont toutefois, dans toute la mesure du possible, associés à ces décisions et, s'ils estiment devoir les contester, ils peuvent soumettre leur désaccord au tribunal de la jeunesse en application de l'article 37 du décret.

Enfin, le directeur de l'aide à la jeunesse peut convenir d'une mesure qui recueille l'accord des parties, autre que celle qui a été décidée par le tribunal (56).

Lorsque survient un tel accord, le directeur en informe le tribunal de la jeunesse et le conseiller.

Le tribunal de la jeunesse homologue l'accord et cette homologation met fin aux effets de la décision judiciaire. Dès l'homologation, la nouvelle mesure recueillant l'accord des parties peut être appliquée par le conseiller (57). Le tribunal ne peut refuser l'homologation que si l'accord est contraire à l'ordre public.

La procédure est régie par l'article 63bis, § 2, de la loi du 8 avril 1985.

Etant donné l'obligation de révision annuelle de toute mesure d'aide spécialisée découlant de l'article 10 du décret, le non renouvellement de la mesure signifie qu'elle se termine. L'homologation par le tribunal de la jeunesse n'est pas requise dans ce cas puisqu'il ne s'agit pas d'une modification de mesure.

B) Article 39 du décret — Mesures provisoires urgentes en faveur des enfants en danger.

L'objet de l'article 39 est de permettre de faire face aux situations d'urgence. Cette disposition vise les seules situations dans lesquelles des mesures provisoires de placement peuvent être prises par le tribunal de la jeunesse en vue de protéger un enfant en danger.

En cas de nécessité urgente de pourvoir au placement d'un enfant dont l'intégrité physique ou psychique est exposée directement et actuellement à un péril grave et à défaut d'accord du jeune s'il a atteint l'âge de quatorze ans ou, s'il n'a pas atteint cet âge, des personnes qui assument en fait la garde du jeune et des personnes qui administrent la personne de l'enfant, le tribunal de la jeunesse peut, soit prendre une mesure de garde provisoire pour un délai qui ne peut excéder quatorze jours, soit autoriser le conseiller à placer provisoirement l'enfant de moins de quatorze ans pour un terme qui ne peut excéder quatorze jours.

Sont donc ici visées des situations d'une gravité telle qu'il faut placer immédiatement l'enfant, soit contre son gré et celui de ceux qui administrent sa personne lorsqu'il a plus de quatorze ans, soit contre le gré des personnes qui en ont la garde de fait et de celles qui administrent sa personne lorsqu'il a moins de quatorze ans.

Ces situations seront portées à la connaissance du tribunal à l'intervention du parquet, non seulement par les voies ordinaires de la police ou de la gendarmerie mais aussi par le conseiller confronté à un refus formel des personnes qui doivent donner leur consentement à une mesure d'aide alors que cette mesure s'impose en raison d'un péril grave, direct et actuel encouru par un enfant.

Tel serait le cas, par exemple, si un enfant de moins de quatorze ans était maltraité et que ses parents refusaient son hospitalisation ou son placement.

En cas de péril grave pour l'intégrité physique ou psychique de l'enfant, le conseiller intervient donc auprès du parquet (58).

Le procureur du Roi, informé par le conseiller, garde son pouvoir d'apprécier l'opportunité de requérir le tribunal de la jeunesse.

En cas de réquisition du parquet et si le tribunal de la jeunesse constate l'urgence et le péril grave menaçant directement et actuellement l'intégrité physique ou psychique de l'enfant, ce tribunal rend une ordonnance provisoire par laquelle, soit il prend lui-même une mesure de garde provisoire, soit il autorise le conseiller à placer provisoirement l'enfant de moins de quatorze ans.

L'article 52ter de la loi du 8 avril 1985 est applicable à cette ordonnance en vertu de l'article 63quater de la même loi.

L'opportunité du choix est laissée à l'appréciation souveraine du magistrat qui décidera en fonction des circonstances de fait propres à l'espèce.

Priorité est donnée au placement chez un familial si l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose pas.

Si aucun familial digne de confiance, étranger au péril grave, n'est disposé à assumer la garde provisoire de l'enfant, le tribunal de la jeunesse et le conseiller peuvent placer l'enfant dans un service résidentiel agréé.

En tout cas, le placement provisoire ne peut, en principe, durer plus de quatorze jours.

Dès que le conseiller reçoit la notification de l'ordonnance autorisant la mesure ou décidant de celle-ci, il entame son travail social (59). Le conseiller examine avec l'enfant, sa famille et ses familiaux, la mise en œuvre d'une aide acceptée.

Son objectif sera d'obtenir, avant l'échéance du terme de quatorze jours, les accords nécessaires à la mise en œuvre de cette aide volontaire.

Sans information du conseiller avant l'échéance des quatorze jours, le tribunal de la jeunesse serait amené à considérer que la prolongation est nécessaire, tenant compte de l'obligation de respecter la procédure dans les délais requis.

Si le conseiller obtient l'accord, copie de celui-ci est notifiée sans délai au tribunal de la jeunesse par lettre recommandée. La nouvelle mesure, résultant de l'accord, est mise en œuvre par le conseiller dès son homologation par le tribunal de la jeunesse ou dès la levée par le tribunal de sa décision antérieure (60). Le tribunal ne peut refuser l'homologation que si elle est contraire à l'ordre public.

La procédure est régie par l'article 63bis, § 2, de la loi du 8 avril 1985.

Si, au terme de la période de quatorze jours, le conseiller n'est pas parvenu à conclure un accord avec les intéressés, le tribunal de la jeunesse peut prolonger la mesure provisoire de placement pour une durée maximum de soixante jours.

Dans cette dernière hypothèse, le conseiller transmettra dans les meilleurs délais et si possible dès l'échéance de la première période de 14 jours, une note de synthèse relative à la situation au procureur du Roi, afin de respecter les délais de la procédure judiciaire si l'application de l'article 38 s'avérait nécessaire.

Pendant cette période de prolongation, le conseiller continue son travail social afin d'obtenir les accords des personnes concernées.

Nonobstant l'article 51 du décret, il n'est pas souhaitable que le service de protection judiciaire intervienne dans l'exécution de la mesure de garde provisoire, ce qui provoquerait une interférence avec l'action du conseiller.

Dès lors, durant cette période de 14 jours + 60 jours, le service de protection judiciaire, ne pourrait intervenir dans la réalisation d'investigations en vue de l'application de l'article 38.

Il revient au conseiller d'examiner avec l'enfant, sa famille et ses familiers, la mise en œuvre d'une aide acceptée. Il convient en effet d'éviter de judiciaireiser d'office les mesures urgentes à prendre à l'égard de l'enfant.

Le principe de la déjudiciarisation impose ce système en ce qu'il laisse au conseiller la possibilité de mettre en œuvre l'aide volontaire jusqu'à ce que les circonstances justifient que le tribunal prenne une mesure par jugement sur la base de l'article 38 (61).

Si un accord intervient pendant cette période de prolongation, le système de l'aide consentie se met en place selon les mêmes modalités que celles examinées ci-dessus à propos de la première période de quatorze jours.

Si, par contre, au terme de la période de prolongation de soixante jours maximum, aucun accord n'a pu être trouvé et que la situation de danger existe toujours, le tribunal de la jeunesse devra alors intervenir pour prendre des mesures d'aide qui relèvent de sa compétence de façon générale en vertu de l'article 38 du décret.

Il convient d'être attentif au fait que tant que dure le régime de la mesure provisoire de placement prise en raison de l'urgence — pendant la première période de quatorze jours et éventuellement pendant la prolongation maximale de soixante jours — l'exécution et la mise en œuvre de cette mesure seront assurées par le juge de la jeunesse et le procureur du Roi et non pas par le directeur de l'aide à la jeunesse (62). Durant toute cette période, la mesure n'est que provisoire et est dès lors exécutée par le juge et le parquet (63).

TITRE VII. — Les mesures d'aide aux enfants abandonnés (articles 40 à 42)

Afin de garantir le principe de la priorité de l'aide dans le milieu de vie et pour que le jeune qu'il aura cependant fallu placer, puisse au plus tôt réintégrer sa famille ou, à défaut, être accueilli dans une famille ou adopté, le décret prévoit que tout service (64) qui héberge habituellement des enfants à la demande de la famille, du conseiller ou en exécution d'une décision du tribunal de la jeunesse adresse tous les six mois au délégué du ministre un rapport sur le placement de chaque enfant, comprenant notamment une évaluation :

- 1° du déroulement du placement eu égard à la personnalité de l'enfant;
- 2° de la situation familiale de l'enfant;
- 3° des contacts de l'enfant avec sa famille (article 40).

La Convention internationale sur les droits de l'enfant prévoit en effet le droit de l'enfant placé à un examen périodique des circonstances relatives à son placement et au traitement dont il est l'objet.

Selon l'exposé des motifs du décret (65), l'élaboration de ce rapport poursuit deux finalités : l'une indirecte, l'autre directe.

Sa finalité indirecte est de sensibiliser l'équipe socio-éducative de chaque service d'hébergement au sort de chacun des enfants qui y sont placés, et d'induire un changement des mentalités. L'essence d'un service d'hébergement n'est pas tant d'élever un enfant de sa naissance à sa majorité mais plutôt de suppléer la famille naturelle pendant le temps nécessaire à la recherche d'une solution plus appropriée.

La finalité directe du rapport d'évaluation est de permettre à l'administration de repérer des enfants abandonnés ou menacés de l'être.

Après examen du rapport d'évaluation qui lui a été soumis, le délégué du ministre informe le conseiller de l'aide à la jeunesse du lieu de la résidence de l'enfant des situations d'abandon décrites dans l'article 370 bis du Code civil et lui communique à cette fin le rapport (article 41).

Lorsque le rapport décrit une situation d'abandon, le conseiller fait rechercher par la section sociale les causes de l'interruption de contacts entre l'enfant et sa famille d'origine et met en œuvre s'il échet, les mesures d'aide tendant à y remédier.

Le conseiller favorise la réinsertion familiale des enfants abandonnés.

Si l'exécution des mesures d'aide mises en œuvre par le conseiller ne modifie pas la situation d'abandon, la demande en déclaration d'abandon d'enfant prévue à l'article 370 bis, § 3, du Code civil peut être portée devant le tribunal de la jeunesse par le conseiller (66).

Dans le cadre de cette procédure, il est prévu que le tribunal de la jeunesse désigne un tuteur investi de l'autorité parentale étant chargé de veiller à l'adoption de l'enfant. Le conseiller peut être désigné par le tribunal de la jeunesse, pour la durée fixée par celui-ci, afin d'exercer la tutelle de l'enfant déclaré abandonné. Le conseiller désigné en qualité de tuteur veille notamment à l'adoption de l'enfant chaque fois que la solution s'avère bénéfique pour l'enfant.

L'administration compétente apporte son concours au conseiller pour l'adoption des enfants déclarés abandonnés. Elle peut également être chargée par le tribunal de la jeunesse d'exercer sous le contrôle de ce tribunal et jusqu'à l'adoption de l'enfant, la surveillance des conditions d'éducation des enfants confiés, en application de l'article 370 ter du Code civil, à une personne avec laquelle ils ont des liens familiaux.

L'administration compétente transmet au tribunal de la jeunesse, la candidature des personnes disposées à adopter le jeune déclaré abandonné à l'initiative du conseiller et prêtes à exercer, en attendant l'adoption, la tutelle de l'enfant (article 42).

Pour l'instruction des demandes d'adoption, l'administration peut faire procéder, par la section sociale du service de l'aide à la jeunesse, ou par tout autre service agréé, à toutes les investigations permettant d'apprécier les conditions d'accueil que les candidats adoptants sont susceptibles d'offrir à des enfants sur les plans familial, éducatif et psychologique.

TITRE VIII. — L'agrément et les subventions (articles 43 à 50)

CHAPITRE Ier. — L'agrément des services non résidentiels et résidentiels (articles 43 à 49)

1) L'agrément

Le décret prévoit que toute personne physique ou morale s'offrant, moyennant subvention, à héberger ou à aider habituellement des jeunes en vertu de ce décret, doit avoir été agréée à cette fin par le Gouvernement.

Peuvent toutefois bénéficier de subventions selon les modalités fixées par le Gouvernement, les personnes physiques ou morales non agréées qui apportent de manière occasionnelle leur concours à l'application du décret (article 43).

Le Gouvernement arrête les conditions générales d'agrément après avoir pris l'avis du conseil communautaire de l'aide à la jeunesse (article 44).

Ces conditions concernent notamment :

- 1° les droits et obligations des jeunes, de leur famille et de leurs familles;
- 2° le projet pédagogique, l'enseignement, la formation professionnelle et le règlement d'ordre intérieur applicables aux jeunes;
- 3° les normes et les règles de déontologie du personnel;
- 4° la périodicité et le contenu des informations relatives aux normes se rapportant à la sécurité, aux bâtiments et installations, à la comptabilité et à la gestion qui doivent être communiquées à l'administration;
- 5° la périodicité et le contenu des informations relatives à l'aide qui doivent être communiquées aux autorités qui ont décidé de la mesure à l'égard du jeune et à celles qui appliquent cette mesure.

Le Gouvernement fixe, après avis du conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, la procédure d'agrément des services. Il statue sur les demandes d'agrément par décision motivée après avoir pris l'avis de la commission d'agrément créée par le décret (articles 45 et 46).

Cette commission est chargée d'émettre un avis sur les demandes d'agrément.
Cette commission comprend vingt-neuf membres.

Lorsqu'elle est amenée à examiner les demandes individuelles d'agrément, la Commission émet deux avis.

Le premier avis porte sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet sur la base des critères de programmation élaborés par le conseil communautaire de l'aide à la jeunesse. Cet avis tient compte de la pertinence de la création de projets nouveaux et de la modification des projets existants eu égard à leur spécificité, leur lieu d'implantation et leurs aspects budgétaires.

Le deuxième avis concerne le respect des normes d'agrément et de subventions.

Enfin, le Gouvernement règle les modalités de fonctionnement de la commission d'agrément. Il fixe les délais dans lesquels les avis doivent être rendus et détermine la procédure à suivre si ceux-ci ne sont pas respectés.

Lorsqu'il est constaté que la personne physique ou morale ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou qu'elle refuse ou omet de satisfaire à l'obligation d'adresser tous les six mois au délégué du ministre le rapport relatif à chaque enfant placé, le Gouvernement peut la mettre en demeure de se conformer à ces conditions ou obligations dans un délai qu'il détermine selon le cas. S'il n'est pas satisfait à cette mise en demeure, le Gouvernement peut, après avoir pris l'avis de la commission d'agrément, par décision motivée, retirer l'agrément (article 48).

En cas de remplacement de la personne physique qui gère un service et en assure la direction effective, l'agrément doit être confirmé suivant les modalités fixées par le Gouvernement. Dans la même hypothèse, l'agrément peut être suspendu suivant les modalités fixées par le Gouvernement (article 49).

2) Les subventions

Le Gouvernement fixe le montant des subventions auxquelles peuvent prétendre les services ou personnes agréées en vertu du décret, pour la prise en charge des jeunes qui leur sont confiés (article 47).

CHAPITRE II. — L'agrément des organismes d'adoption (article 50)

1) L'agrément

L'adoption, en tant que matière de droit civil, relève de la compétence du législateur fédéral. Toutefois, les mesures à prendre pour favoriser cette institution relèvent de la compétence des Communautés.

Le décret de la Communauté française prévoit que seule une personne morale de droit public ou privé, constituée dans ce dernier cas en association sans but lucratif, peut servir d'intermédiaire pour l'adoption d'un enfant. Elle doit avoir été préalablement agréée à cette fin (article 50).

L'agrément de personnes physiques n'est pas permis (87).

Le Gouvernement arrête les conditions et les procédures d'agrément.

Le décret fixe néanmoins lui-même un certain nombre de conditions.

Pour obtenir et conserver l'agrément, le service d'adoption doit notamment remplir les conditions suivantes :

1° l'objet social de l'organisme doit consister principalement dans l'activité d'intermédiaire pour l'adoption d'enfants;

2° l'organisme doit être composé ou encadré d'une équipe pluridisciplinaire dont le Gouvernement détermine la composition;

3° ses activités doivent comprendre :

a) l'information des parents d'origine s'ils résident en Belgique et celle des candidats adoptants quant aux conditions et aux effets juridiques de l'adoption, à ses implications psychologiques, et quant à la durée et au coût de la procédure d'adoption;

b) l'étude médico-socio-psychologique de l'enfant, des parents d'origine s'ils résident en Belgique et des candidats adoptants;

c) la préparation et le suivi des candidats adoptants, de l'enfant et des parents d'origine s'ils résident en Belgique;

d) en cas d'adoption internationale, la collaboration obligatoire avec les organismes étrangers agréés à cet effet par l'Etat d'origine de l'enfant, pour autant qu'une procédure d'agrément soit prévue et requise dans ledit pays et que ces organismes étrangers effectuent leurs missions dans le respect des droits fondamentaux garantis dans la Convention relative aux droits de l'enfant;

e) la remise périodique d'un rapport circonstancié sur ces différentes activités à l'administration compétente;

f) la formation continuée des membres de l'équipe pluridisciplinaire.

Le Gouvernement statue sur les demandes d'agrément par décision motivée, après avis de la commission d'agrément.

Lorsqu'il est constaté qu'un organisme d'adoption ne satisfait plus aux conditions d'agrément, le Gouvernement peut le mettre en demeure de se conformer à ces conditions dans un délai de huit jours à six mois, selon le cas.

S'il n'est pas satisfait à cette mise en demeure, le Gouvernement peut retirer l'agrément par décision motivée, après l'avis de la commission d'agrément.

Le Gouvernement fait inspecter les organismes d'adoption par les fonctionnaires qu'il délègue à cet effet.

2) Les subventions

Le Gouvernement fixe le montant des subventions auxquelles peuvent prétendre les organismes d'adoption agréés (article 50, § 2).

TITRE IX. — Dispositions générales
(articles 51 à 54)

1) Le service de protection judiciaire (article 51)

Un service de protection judiciaire est mis à la disposition de chaque tribunal et chambre d'appel de la jeunesse en Communauté française.

Ce service est le pendant du service de l'aide à la jeunesse créé dans chaque arrondissement judiciaire et mis à la disposition du conseiller de l'aide à la jeunesse.

Le service de protection judiciaire est dirigé par le directeur de l'aide à la jeunesse qui est responsable de la mise en œuvre des mesures d'aide contrainte et de l'exécution des mesures de protection de la jeunesse décidées par la juridiction de la jeunesse.

Le directeur et son service ne pourront donc intervenir dans une situation que dans les limites de l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ou du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Aux fins de permettre au directeur de gérer au mieux la mise en œuvre des mesures d'aide contrainte, il sera indispensable que le tribunal ou la chambre d'appel de la jeunesse lui communique les mesures qu'il prend, dans le cadre de l'aide à la jeunesse ou de la protection judiciaire, qu'il s'agisse de mesures à l'égard des jeunes ou à l'égard des parents (tutelle aux allocations familiales, déchéance de l'autorité parentale), avec ou sans frais, ou qu'il s'agisse d'une fin de mesure ou d'un classement sans suite.

En cas de déchéance de l'autorité parentale, le conseiller devra disposer des pièces judiciaires utiles à la gestion de la situation en application de l'article 36, § 7, du décret.

C'est au directeur qu'il appartient de confier, à la demande du tribunal ou de la chambre d'appel de la jeunesse, les missions de service social au service de protection judiciaire (68).

Le service de protection judiciaire comporte deux sections : la section sociale et la section administrative.

Il est toutefois prévu que, si la localisation des services le permet, la section administrative du service de protection judiciaire et celle du service de l'aide à la jeunesse peuvent être regroupées en une seule section par décision du Gouvernement.

Il convient de relever qu'en vertu de l'article 51 du décret, le service de protection judiciaire est mis à la disposition, non seulement de chaque tribunal, mais aussi de chaque chambre d'appel de la jeunesse.

2) Contrôle administratif (article 52)

Le Gouvernement de la Communauté française contrôle administrativement les personnes, services et organismes qui participent à l'application du décret relatif à l'aide à la jeunesse.

Le Gouvernement reçoit notification de toute décision prise en vertu du décret lorsqu'elle entraîne des dépenses à charge du budget de la Communauté française.

Il fait inspecter par les fonctionnaires qu'il délègue à cet effet :

- les services et les organismes agréés dans le cadre du décret;
- le service de l'aide à la jeunesse ainsi que le service de protection judiciaire;
- les institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé;
- les services non agréés et les personnes qui apportent occasionnellement leur concours à l'application du décret.

3) Le centre d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse (C.I.F.P.) (article 53)

Le centre d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse a notamment pour mission :

- d'assurer l'information du public en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse et de publier annuellement les statistiques relatives à l'application du décret;
- d'assurer la formation et le perfectionnement professionnels du personnel des services de l'administration compétente;
- de centraliser les actions de recherche en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse, d'organiser la concertation entre les personnes qui apportent leur concours à l'application des mesures d'aide à la jeunesse ou de protection de la jeunesse et de favoriser leur formation.

En ce qui concerne les services privés, le décret prévoit que la formation et le perfectionnement professionnels de leur personnel peuvent être assurés par des organismes privés que le Gouvernement agréé et subventionne (article 54).

TITRE X. — Dispositions financières
(articles 55 et 56)

Le décret prévoit que les jeunes et les personnes qui leur doivent des aliments peuvent être tenus de payer une part contributive dans les frais résultant des mesures prises en application du décret.

Cette part contributive est fixée, suivant les critères et modalités arrêtés par le Gouvernement, soit par le conseiller de l'aide à la jeunesse, lorsqu'il s'agit d'une aide volontaire (article 36, § 6, du décret) ou d'une aide imposée par une mesure judiciaire provisoire (article 39 du décret), soit par le directeur de l'aide à la jeunesse lorsqu'il s'agit d'une aide imposée par un jugement au fond (article 38 du décret) ou d'une mesure de protection judiciaire prise à l'égard d'un mineur délinquant (loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse).

Le tribunal de la jeunesse statue sur les recours introduits contre ces fixations de parts contributives.

La fixation d'une part contributive dans le chef d'un débiteur d'aliments autre qu'un ascendant au premier degré, n'exclut pas l'octroi de subventions à ce débiteur d'aliments lorsque l'aide est dispensée par son intermédiaire (69).

Le recouvrement des frais mis à charge des intéressés est poursuivi à l'intervention de l'administration de l'enregistrement et des domaines (70). L'action se prescrit par cinq ans (71).

Le décret prévoit enfin que le ministère ayant l'aide et la protection de la jeunesse dans ses compétences rembourse aux C.P.A.S. les frais exposés en vue de l'exécution de leur mission légale d'aide sociale pour les jeunes bénéficiaires du décret.

TITRE XI. — Dispositions pénales
(articles 57 à 61)

1) Article 57 du décret

La première disposition pénale du décret concerne le secret professionnel.

L'article 57 dispose que, sans préjudice de l'application des articles 29 et 30 du Code d'instruction criminelle, l'article 458 du Code pénal est applicable aux personnes qui apportent leur concours à l'application du décret.

Les personnes qui interviennent en matière d'aide à la jeunesse ou de protection de la jeunesse sont, de ce fait, dépositaires des secrets qui leur sont confiés dans l'exercice de leur mission et qui se rapportent à celle-ci. Aussi, l'article 458 du Code pénal leur est rendu applicable.

L'article 57 du décret relatif à l'aide à la jeunesse prévoit en outre que les personnes qui apportent leur concours à son application sont tenues d'informer les autorités compétentes lorsqu'elles ont connaissance d'une infraction prévue aux articles 398 à 405 du Code pénal commise sur les personnes visées à l'article 410 du Code pénal.

Les travaux préparatoires (72) du décret sont très clairs quant à la volonté du législateur décretaal : il s'agit de protéger les enfants maltraités :

« Trop souvent des professionnels hésitent à porter à la connaissance des autorités les cas d'enfants maltraités dont ils ont connaissance, sous prétexte qu'ils sont liés par le secret professionnel. Outre le fait que les personnes qui exercent une charge publique sont tenues, en vertu de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, de dénoncer ces cas au parquet, il convenait de prévoir que toute personne, même lorsqu'elle n'a pas une charge publique et même si elle est liée par le secret professionnel, est tenue d'en informer les autorités ».

2) Article 58 du décret

L'article 58 dispose que celui qui héberge habituellement des jeunes sous le couvert de l'application du décret sans avoir obtenu l'agrément ou en contravention avec une décision de refus ou de retrait d'agrément est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Il s'agit d'assurer, par le biais de sanctions pénales, le respect des dispositions concernant l'agrément des services résidentiels.

3) Article 59 du décret

Tout refus ou toute omission volontaire de satisfaire aux obligations prévues par l'article 40 est puni d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs.

4) Article 60 du décret

La violation des obligations imposées par les décisions en matière de part contributive prises en application de l'article 55 du décret est punie conformément aux dispositions de l'article 391 bis du Code pénal relatif au délit d'abandon de famille.

5) Article 61 du décret

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, ou d'une de ces peines, toute personne physique qui sert habituellement d'intermédiaire à l'adoption ou toute personne physique qui dirige un organisme d'adoption non agréé à cet effet en vertu du décret.

Il s'agit d'assurer le respect de la disposition de l'article 50 concernant l'agrément des organismes d'adoption.

TITRE XII. — Dispositions modificatives et abrogatoires
(articles 62 à 64)

CHAPITRE Ier

Modifications à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse en ce qui concerne la Communauté française
(article 62)

L'article 62 du décret prévoit toute une série de modifications à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse en ce qui concerne la Communauté française.

Il convient de souligner que sont notamment abrogés les articles 30, 31 et 36, alinéa 1er, 1^o, 2^o et 3^o (73) de la loi du 8 avril 1965.

Les articles 52 et 53 de la même loi sont également abrogés en ce qu'ils visent les mineurs en danger, ceux qui sont l'objet de plainte en correction parentale et ceux qui sont trouvés mendians ou vagabonds... (article 62, § 9, du décret). L'abrogation ne vise pas les mineurs délinquants (74).

Une modification apportée à l'article 52 par le législateur fédéral prévoit par ailleurs que les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux enfants de personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie. L'aide à apporter à ces enfants relève dès lors de l'application du présent décret.

CHAPITRE II

Modifications du décret du 29 avril 1985 relatif à la protection des enfants maltraités
(article 63)

L'article 63 du décret du 4 mars 1991 modifie le décret du 29 avril 1985 relatif à la protection des enfants maltraités.

CHAPITRE III. — Modifications au décret du 14 mai 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse
(article 64)

Le décret du 14 mai 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse est abrogé.

TITRE XIII. — Dispositions transitoires
(articles 65 à 67)

En vertu de l'article 65, les personnes et services qui, avant l'entrée en vigueur du décret, ont été agréés ou conventionnés pour héberger ou aider des mineurs en application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, disposent d'une période d'un an, à compter de la date de publication au *Moniteur belge* des normes fixées par le Gouvernement, pour demander leur agrément, conformément au décret.

L'article 67, § 1er, dispose que :

« Si, au jour de l'entrée en vigueur du décret, une procédure est en cours devant une juridiction de la jeunesse, cette juridiction reste saisie.

Toutefois, elle peut seulement soit réprimander le mineur, soit se dessaisir du dossier et le transmettre au conseiller compétent. »

Aux termes de l'article 67, § 2, alinéa 1er, les mesures de surveillance prononcées en application de l'article 37, 2^o, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse à l'égard des mineurs visés à l'article 36, 1^o, 2^o et 3^o de la même loi prennent fin dans les trois mois de l'entrée en vigueur du décret sauf à être prolongées par décision du conseiller sur information du tribunal et à la demande (avec l'accord) des intéressés (75).

La prolongation des mesures de surveillance dépendra donc au départ d'une initiative du tribunal qui décidera ou non d'informer le conseiller : il n'y aura donc pas transfert automatique des dossiers au conseiller. Même si le tribunal informe le conseiller, celui-ci ne pourra prolonger la mesure de surveillance qu'à la demande des intéressés, c'est-à-dire avec leur accord (76).

En vertu de l'article 67, § 2, alinéa 2, « les mesures de placement prononcées à l'égard des mineurs visés à l'article 36, 1^o, 2^o et 3^o, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse cesseront dans les six mois de l'entrée en vigueur du décret sauf à être prolongées par décision du conseiller sur information du tribunal de la jeunesse et à la demande des intéressés. »

Les mesures de placement prononcées par le tribunal de la jeunesse prennent donc fin dans les six mois de l'entrée en vigueur de l'article 67 du décret, à moins qu'elles ne soient prolongées par le conseiller :

— sur information du tribunal;

Le tribunal a le pouvoir d'informer ou non le conseiller. Il n'y a pas transfert automatique des dossiers. Les intéressés ne sont cependant pas démunis si le tribunal décide de ne pas informer le conseiller : alors qu'eux-mêmes souhaitent la prolongation de la mesure : il leur est en effet loisible dans ce cas de s'adresser directement au conseiller pour demander la mesure d'aide (77).

— à la demande des intéressés.

Enfin, il y a lieu de noter que les délais de trois mois et de six mois sont des délais maxima.

Rien n'empêche par conséquent :

— soit que sur base de l'information du tribunal, et en accord avec les intéressés, le conseiller prenne la relève avant ces délais;

— soit que le tribunal, qui conserve le contrôle de l'exécution de la mesure jusqu'à l'expiration de ces délais (et pour autant que le conseiller n'ait pas pris la relève avant) mette fin à celle-ci avant le délai de trois mois ou de six mois selon le cas.

Les mesures d'assistance éducative prises en application des articles 30 et 31 de la loi du 8 avril 1965 ne font pas l'objet de mesures transitoires. En conséquence, elles prennent fin dès l'entrée en vigueur du décret (cf. article 62, § 3) et il est souhaitable que le tribunal de la jeunesse en informe les familles.

TITRE XIV. — Disposition finale (article 68)

Aux termes de l'article 68 du décret, le Gouvernement fixe, pour chaque disposition du décret, la date d'entrée en vigueur.

A la date de parution de la présente circulaire, la quasi totalité du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est d'application tenant compte de la publication simultanée de l'arrêté fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions ayant notamment trait aux compétences du tribunal de la jeunesse.

Bruxelles le 9 novembre 1994.

Le Ministre ayant l'Aide à la jeunesse dans ses attributions,
M. Lebrun.

Le Ministre de la Justice,
M. Wathelet.

(1) Conseil de la Communauté française — compte rendu intégral de la séance du 19 février 1991 — C.R.I. — n° 10 (1990-1991), page 8.

(2) Doc. Conseil de la Communauté française, 165 (1990-1991) - n° 1, page 4; n° 2, page 3.

(3) C.R.I. n° 10 (1990-1991), page 7.

(4) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 4.

(5) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 4; C.R.I. - n° 10 (1990-1991), (page 7).

(6) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, pages 5 et 6.

(7) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 2; n° 2, page 3; C.R.I. — n° 10 (1990-1991), page 7.

(8) Les travaux préparatoires spécifient même que font également partie de la famille les parents déchus, y compris lorsque la déchéance porte sur le droit de garde (Doc. Conseil, 165 (1990-1991), n° 1, page 10).

(9) Le décret définit le tuteur comme étant la personne désignée par le tribunal de la jeunesse pour exercer les droits dont les parents ou l'un d'entre eux sont déchus et remplir les obligations qui y sont corrélatives (article 1er — 16°).

(10) Les premiers sont notamment les centres d'orientation éducative, les services de prestations éducatives ou philanthropiques, les services d'aide en milieu ouvert, les services de tutelle; les seconds sont, d'une part, les institutions offrant un hébergement aux jeunes et, d'autre part, les services de placement familial.

(11) Voir supra.

(12) La personne morale de droit privé ou public qui sert d'intermédiaire pour l'adoption de mineurs belges ou étrangers ou qui confie un enfant à un ou des candidats adoptants, ou qui participe à la réalisation d'une adoption en transmettant le dossier du ou des adoptants à des associations ou à des personnes privées susceptibles de mettre un enfant en adoption en Belgique ou à l'étranger.

(13) Les travaux préparatoires exposent qu'en raison de l'évolution des mœurs, d'une part, et de son caractère subjectif, d'autre part, la moralité qui était visée à l'article 36, alinéa 1er, 2^o, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, n'a plus été retenue comme critère de mise en danger en tant que tel. Il n'empêche que certaines situations de danger moral sont manifestement couvertes par le champ d'application du décret lorsqu'elles influent sur les conditions d'éducation de l'enfant (Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 11).

(14) Sans pour autant contrevénir aux principes de droit civil relatifs à l'incapacité juridique du mineur ni faire fi des obligations qui y sont corrélatives, tant dans le chef du jeune lui-même que des administrateurs de sa personne (Doc. Conseil, 165 (1990-1991), n° 1, page 12).

(15) Doc. Conseil, 165 (1990-1991), n° 1, page 12.

(16) Voir infra.

(17) La possibilité est donnée aux personnes dont l'état de santé ne leur permet pas d'être entendues, de mandater une personne de leur choix pour exprimer leur point de vue (article 6, alinéa 2).

(18) La portée du décret étant de nature sociale, le législateur décretaal s'est écarté des règles édictées par le droit civil concernant l'incapacité juridique des mineurs d'âge et leur représentation légale.

(19) C.R.I. — n° 10 (1990-1991), pages 8 et 9.

(20) A savoir le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur, le délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse, l'administration ayant l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions, les services agréés non résidentiels — centres d'orientation éducative, services de prestations éducatives ou philanthropiques, services d'aide en milieu ouvert, service de protection, les services agréés résidentiels — institutions offrant un hébergement aux jeunes — services de placement familial, le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse à régimes ouvert et fermé.

(21) Voir supra.

(22) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 16; C.R.I. — n° 10 (1990-1991), page 9.

(23) Voir supra.

(24) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 17.

(25) Lorsque le tribunal de la jeunesse prend provisoirement une des mesures prévues à l'article 37, § 2, 4°, à l'égard d'une personne ayant commis un fait qualifié infraction, il peut, pour les nécessités de l'information ou de l'instruction et pour un délai renouvelable de trente jours au plus, interdire au jeune par décision motivée de communiquer librement avec les personnes nommément désignées, autres que son avocat. (v. article 52, alinéa 3, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse).

(26) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 17.

(27) Le décret ne mentionne pas expressément de quelles poursuites et de quels recours il s'agit, contrairement au souhait qui avait été exprimé, à ce sujet, par le Conseil d'Etat en son avis (voir avis L.19653/2/V, page 25). Ces procédures devraient faire l'objet, après que le Conseil communautaire se sera prononcé, d'un décret ou d'une réglementation selon qu'il s'agira de sanctions pénales ou administratives (v. Doc. Cons., 165 (1990-1991), n° 1, page 22).

(28) Voir supra.

(29) Doc., Conseil, 165 (1990-1991), n° 1, page 23.

(30) Il s'agit de l'arrondissement judiciaire.

(31) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 10.

(32) Sur la notion de mise en œuvre, voir infra, l'examen de l'article 38.

(33) Article 139 du Code judiciaire : le ministère public poursuit d'office l'exécution des décisions judiciaires dans toutes les dispositions qui intéressent l'ordre public, et en ce qui concerne les particuliers, il peut, sur la demande qui lui en est faite, soit enjoindre aux huissiers de justice de prêter leur ministère, soit requérir main-forte lorsqu'elle est nécessaire.

Le directeur peut demander l'assistance du procureur du Roi lorsqu'il rencontre des problèmes dans sa mission (voir Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 24).

(34) Le renvoi des intéressés vers les services « de première ligne » se justifie par le fait que ces derniers sont généralement plus proches de la population et donc mieux à même d'offrir l'aide la plus adéquate au jeune et à sa famille.

(35) Ces équipes habituellement connues sous le nom de « équipes S.O.S.-Enfants » ont été créées par le décret du 29 avril 1985 relatif à la protection des enfants maltraités, publié au *Moniteur belge* du 12 juin 1985, et modifié par l'article 63 du décret relatif à l'aide à la jeunesse (voir infra).

(36) Visés à l'article 7, alinéa 1er : accord écrit du jeune lui-même s'il a atteint l'âge de quatorze ans, accord écrit des personnes qui assument sa garde en fait s'il n'a pas atteint l'âge de quatorze ans, accord des personnes qui administrent la personne de l'enfant s'il s'agit de le retirer de son milieu familial de vie.

Il convient de rappeler à cet égard que s'il est effectivement important d'obtenir l'adhésion du jeune, il faut toutefois résister à la tentation facile d'obtenir l'adhésion du jeune au détriment de celle de ses parents. Il faut pouvoir respecter les loyautés existant au sein des familles.

(37) La déchéance de l'autorité parentale est demeurée de la compétence du pouvoir national en vertu de la loi de réformes institutionnelles du 8 août 1988 modifiant celle du 8 août 1980. Toutefois, la Communauté est compétente pour intervenir au niveau de l'exécution de la mesure.

Par ailleurs, en raison de la suppression de la possibilité, pour le tribunal de la jeunesse, de prendre des mesures provisoires à l'égard des enfants de personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie, l'aide à apporter à ces enfants est également de la compétence de la Communauté, via l'application du présent décret.

(38) Voir Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 26.

(39) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 27.

(40) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1 — page 29.

(41) C.R.I. — n° 10 (1990-1991), page 32 et Doc. Conseil 165 (1990-1991) — n° 1, page 29.

(42) Les parties se confondent avec les personnes visées à l'article 7, alinéa 1er, sans qu'il soit nécessaire que toutes ces personnes soient parties à la cause (Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 2, pages 13, 39 et 61).

(43) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 2, pages 12, 39 et 58; C.R.I., n° 10 (1990-1991), page 11.

(44) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 27.

(45) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 27; C.R.I. — n° 10 (1990-1991), page 32.

(46) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 27.

(47) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 28.

(48) Les travaux préparatoires précisent que c'est au tribunal que revient l'appréciation de la nécessité d'agir sur base d'un article plutôt que sur base de l'autre (Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 28).

(49) Le § 2 de l'article 38 ne vise pas seulement le cas des jeunes enfants, maltraités par exemple, mais également, notamment, le cas d'adolescents drogués, en fugue ou se livrant à la prostitution (Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 2, page 13).

(50) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 28.

(51) Il faut entendre par manque de collaboration des intéressés leur refus, explicite ou implicite, de l'aide au cours de celle-ci, ou leur inertie à mettre celle-ci en œuvre malgré leur accord donné de façon formelle.

- (52) Les intéressés sont avertis dès le départ du pouvoir du conseiller de dénoncer une situation de danger en cas de refus de collaboration (v. Doc. Conseil, 165 (1990-1991) n° 1, page 28.
- (53) A l'exception des mesures d'urgence nécessaires visées à l'article 39 — voir infra.
- (54) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 29.
- (55) Cfr. le service de protection judiciaire : Titre IX, 1 de la présente circulaire, et Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 34.
- (56) C'est alors de nouveau le système de l'aide sociale volontaire qui se met en place. La contrainte ne se justifiant plus, le conseiller redevient compétent.
- (57) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 2, pages 40 et 58; C.R.I., n° 10 (1990-1991), page 12.
- (58) C.R.I. — n° 10 (1990-1991), page 31.
- (59) Si le recours à l'article 39 est nécessaire pour permettre une modification de la mesure dans le cadre de l'application de l'article 38 (ex. : 38 § 3, 2° devant remplacer le 38 § 3, 1°), le passage par le conseiller n'est pas requis tenant compte du fait qu'il s'agit d'une modification de la mesure dans le cadre de la contrainte.
- (60) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 2, page 58.
- (61) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 30.
- (62) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 30.
- (63) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 30.
- (64) A l'exclusion des internats scolaires et des pensions assimilées.
- (65) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 31.
- (66) Le ministère public a également qualité pour introduire une action en déclaration d'abandon.
- (67) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 2, page 42; C.R.I. n° 10 (1990-1991), page 31.
- (68) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 34.
- (69) L'on a notamment voulu éviter que des grands-parents, par exemple, ne refusent la prise en charge de leurs petits-enfants pour des raisons purement pécuniaires alors que cette prise en charge correspondrait à l'intérêt des enfants concernés.
- (70) Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.
- (71) Conformément aux dispositions de l'article 2277 du Code civil.
- (72) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 36.
- (73) Les travaux préparatoires exposent que, ce faisant, est également abrogé, en ce qui concerne les mineurs non délinquants, l'article 39 de la loi du 8 avril 1965 qui vise la mise à la disposition du Gouvernement fédéral ou de la Communauté française (Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 1, page 5; n° 2, page 17; C.R.I., n° 10 (1990-1991), pages 7, 11, 23 et 30).
- (74) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 2, page 17; C.R.I., n° 10 (1990-1991), pages 11 et 12.
- (75) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 2, page 18.
- (76) Voir supra.
- (77) Doc. Conseil, 165 (1990-1991) — n° 2, page 19.

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

C — 29502]

9 NOVEMBER 1994. — Omzendbrief betreffende de hulpverlening aan de jeugd

Het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 1991, organiseert de gespecialiseerde hulpverlening aan jongeren.

Die nieuwe wetgeving regelt de sociale bescherming van de jeugd in de Franse Gemeenschap.

Het decreet heeft vooral tot doel aan jongeren in een probleemsituatie, aan elk kind waarvan de gezondheid, of de veiligheid in gevaar is, alsook aan hun naastbestaanden, wanneer dezen in de onmogelijkheid verkeren om ze in degelijke omstandigheden op te voeden, een gespecialiseerde hulp te verlenen met inachtneming van hun fundamentele rechten (1).

Het decreet rust op de volgende beginselen :

1. het aanvullend karakter en het vervangend karakter van de gespecialiseerde hulpverlening aan de jeugd ten opzichte van de sociale hulpverlening in het algemeen.
2. de « onttrekking » van de jeugdbescherming aan de rechterlijke macht.

Onder « onttrekking aan de rechterlijke macht » wordt verstaan, de vertolking van de wil van de Franse Gemeenschap om de toestand van jongeren die met problemen van sociale aard worden geconfronteerd, op zich te nemen.

Te dien einde moet de Gemeenschap zich de middelen en structuren geven die noodzakelijk zijn voor het nastreven van haar doeleinden en ervoor zorgen dat die doeltreffend werken : dit is de belangrijkste opdracht van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, een instelling van de Franse Gemeenschap die, doordat zij de supervisie heeft van de verschillende hulpverleningsvormen ten gunste van jongeren en die coördineert, de waarborg zal zijn voor hun goede werking (2).

Voor de geboden hulp is de toestemming van de personen vereist. Alleen in geval van duidelijke en aanhoudende onernigheid, zullen de jeugdrechtbanken recht moeten doen of moeten optreden; zelfs dan zal een instantie van de Gemeenschap — de directeur voor hulpverlening aan de jeugd — de gerechtelijke beslissing uitvoeren en toepassen (3).

De voorwaarden voor de toepassing van de bevoegdheden van de jeugdrechtbank met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd worden in Titel VI, hoofdstuk II van het decreet bepaald.

De wil van de decreetgever rust op de bewering dat het logisch is, daar de problemen waarmee jongeren geconfronteerd worden, van sociale aard zijn, dat sociale instanties en niet de rechterlijke macht optreden om die op te lossen (4).

* De nota's bevinden zich achteraan de omzendbrief.

De gerechtelijke overheden, enerzijds, en de sociale instanties, anderzijds, zouden zich niet strikt moeten afzonderen in de sfeer van hun bevoegdheden, om te voorkomen dat zij elkaar niet meer zouden begrijpen, dat ze geen contacten meer met elkaar zouden hebben en dat zij de complexe realiteiten van onze samenleving niet meer zouden kennen.

Beide zullen altijd op aanvullende wijze moeten samenwerken. Zo niet, bestaat het risico dat justitie van haar wortels wordt afgesneden. Tussen de gerechtelijke sector en de sociale sector moet een nieuw netwerk van relaties ontstaan dat samenwerking mogelijk maakt om het belangrijkste te vrijwaren : jongeren helpen ontsnappen aan deterministische toestanden die hun bestaan aan banden leggen, jongeren helpen bij de verdediging van hun rechten en het nakomen van hun plichten.

3. Exclusieve bevoegdheid van de rechterlijke macht inzake opgelegde hulpverlening en plaatsing in een gesloten opvoedingsafdeling.

De rechterlijke macht biedt de beste waarborg voor de eerbiediging van de rechten van de verdediging wanneer dwang moet worden gebruikt ten aanzien van particulieren. Daarom voorziet het decreet in de exclusieve bevoegdheid van de jeugdrechtbank inzake opgelegde hulpverlening (5).

Maar de door de jeugdrechtbank genomen maatregelen worden door de directeur voor hulpverlening aan de jeugd angewend.

4. Prioriteit aan preventie

De Memorie van Toelichting bepaalt zeer duidelijk dat « het nieuwe systeem inzake hulpverlening aan de jeugd de prioriteit zal geven aan preventie ». Deze bestaat uit alle middelen die door de Gemeenschap worden angewend om te voorkomen dat jongeren worden gemarginaliseerd.

De Gemeenschap legt vooral de nadruk op de belangrijke rol van preventie op het zeer algemeen niveau van maatschappelijk welzijn en hulpverlening aan gezinnen, onderwijs en opvoeding, gezondheid, vrijetijdsbesteding, sport, cultuur..., maar ze wil ook een belangrijker rol toewijzen aan specifieke preventie-voorzieningen in de sector van de gespecialiseerde sociale hulpverlening (6).

5. Prioriteit aan hulpverlening in het levensmilieu.

6. Recht op gespecialiseerde hulpverlening en vrijwaring van de fundamentele rechten van jongeren en gezinnen.

7. Aanpassing van de erkende of openbare diensten en van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten stelsels, van de Franse Gemeenschap, aan de erkende behoeften inzake jeugd delinquentie.

8. Coördinatie en overleg tussen de verschillende sectoren van de jeugdbescherming en de hulpverlening aan de jeugd, alsook voorlichting en vorming van het personeel van die sectoren, of ze nu privaat of openbaar zijn.

9. Voorlichting inzake jeugdbescherming en hulpverlening aan jongeren.

De tekst voorziet ten slotte in bepalingen voor verlaten of mishandelde kinderen en inzake adoptie (7).

Het decreet bestaat uit veertien titels.

TITEL I. — Definities en toepassingsgebied (artikelen 1 en 2)

1) Definities (artikel 1)

Voor de toepassing van het decreet, wordt verstaan onder :

1 : jongere : de persoon die minder dan achttien jaar oud is, of die minder dan twintig jaar oud is voor wie hulp vóór de leeftijd van achttien jaar werd aangevraagd.

2 : kind : de jongere die minder dan achttien jaar oud is.

De definitie van « kind » dekt dus een begrip dat verschilt van het begrip dat het woord « jongere » inhoudt.

De definitie van « kind » verwijst inzonderheid naar de definitie vervat in het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind : « Ieder mens jonger dan achttien jaar, tenzij volgens het op het kind van toepassing zijnde recht de meerderjarigheid eerder wordt bereikt » (artikel 1).

De definitie van « kind » in het decreet verwijst niet naar het begrip « meerderjarigheid », om uiteenlopende interpretaties op grond van de nationaliteit van de jongere te voorkomen.

Door zijn toepassing uit te breiden tot de personen die minder dan twintig jaar oud zijn voor wie de hulp werd aangevraagd vóór de leeftijd van achttien jaar, bepaalt het decreet de overgang van het statuut van minderjarige naar het statuut van meerderjarige. De decreetgever heeft willen voorkomen dat een jongere, doordat hij meerderjarig wordt, van de ene dag op de andere de hulp zou missen die hem tot dan toe werd verleend ofschoon hij zich er nog niet in staat toe voelt het volwassenleven aan te kunnen, omdat hij zich daartoe psychologisch niet in staat voelt of omdat hij een vorming wil voortzetten, zonder te kunnen rekenen op de steun van zijn familie te dien einde.

Na de definities van de begrippen « jongere » en « kind », bepaalt het decreet de volgende begrippen :

3 : gezin : de personen die een band van afstamming hebben met de jongere, alsook de voogd en de vervangende voogd.

Naast de juridische banden die uit de afstamming voortvloeien, omvat het gezin ook de personen die, in welke hoedanigheid dan ook, zij het maar gedeeltelijk, het ouderlijk gezag kunnen uitoefenen.

Worden hiermee bedoeld, de bloedverwanten in de opgaande lijn (ouders (8) en grootouders), de voogd en de vervangende voogd (9). Ongeacht of die personen het kind in rechte of in feite onder hun bewaring hebben.

4 : leefgenoten : de personen waaruit het familiaal leefmilieu van de jongere bestaat, met inbegrip van de opvangouders.

Deze definitie gaat uit van sociologische of affectieve banden en duidt alle personen aan waaruit de gewone menselijke omgeving van het kind bestaat, ongeacht of tussen hen en hem juridische banden bestaan. Het kan gaan om bloedverwanten in de zijlijn (broer, zuster, oom, tante), niet aanverwante personen met wie het kind doorlopende affectieve betrekkingen onderhoudt (peter, meter,...) of, ten slotte, het opvanggezin.

5 : opvangouder : de persoon onder wiens bewaring de jongere wordt geplaatst hetzij door zijn ouders, hetzij door een plaatsingsinstantie (dit is de adviseur, de directeur of de jeugdrechtbank) of een overheidsbestuur, hetzij door een adoptie-instelling.

6 : hulpverlening : de gespecialiseerde hulpverlening, georganiseerd in het kader van het decreet. Ze bestaat uit individuele hulpverlening en algemene preventie.

De gespecialiseerde hulpverlening is specifiek voor jongeren en geschiedt slechts aanvullend wanneer het gezin of een andere georganiseerde hulpverlening, bij voorbeeld de sociale hulpverlening door de O.C.M.W.'s, geen gepast antwoord op het gestelde probleem kan brengen.

De gespecialiseerde hulpverlening kan elke vorm aannemen die de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd haar wil geven en die de toestemming van de jongere en zijn gezin krijgt: financiële hulp om een bepaald project te verwezenlijken, huisvesting in een instelling of in een opvanggezin, bijstand bij handelingen.

Naast die individuele hulpverleningsvormen, omvat de gespecialiseerde hulpverlening de algemene preventie: uitgaande van het onderzoek van de moeilijke toestanden waarin jongeren hebben verkeerd, moeten acties worden ontwikkeld ter bestrijding van de oorzaken van die moeilijkheden.

7 tot 19: onder die nummers van het decreet worden opeenvolgend bedoeld, het gerechtelijk arrondissement, de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en hulpverlening aan de jeugd, de administratie van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de niet-residentiële en residentiële erkende diensten (10), de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met een open of gesloten regime, van de Franse Gemeenschap, de vervangende voogd (11), de adoptie-instelling (12), de afgevaardigde van de minister en de minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren.

2) Toepassingsgebied (artikel 2)

Krachtens artikel 2 is het decreet van toepassing, *ratione personae*,

1^o op jongeren in een probleemsituatie, alsook op personen die grote moeilijkheden hebben bij de uitvoering van hun ouderlijke verplichtingen.

Wat dit laatste punt betreft, wordt in het decreet een toestand bedoeld die dezelfde is als de toestand waardoor de opvoedingsbijstand verantwoord was bij toepassing van de wet van 8 april 1985 betreffende de jeugdbescherming.

2^o op ieder kind waarvan de gezondheid of de veiligheid (13) gevaar loopt, of waarvan de opvoedingsomstandigheden dreigen slechter te worden omwille van zijn gedrag, het gedrag van zijn gezin of van zijn leefgenoten.

Het gaat om de minderjarige in gevaar.

Het decreet is eveneens van toepassing op de natuurlijke personen en de rechtspersonen die hun medewerking verlenen voor de uitvoering van individuele beslissingen die door de gemeenschapsoverheden of door de rechterlijke overheden werden genomen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Het toepassingsgebied van het decreet wordt dus uitgebreid, enerzijds tot de maatregelen inzake hulpverlening aan jongeren in een probleemsituatie of aan hun gezin, en anderzijds tot de uitvoering van maatregelen, onder meer gerechtelijke maatregelen ten aanzien van minderjarigen die als misdrijf omschreven feiten hebben gepleegd.

Het decreet heeft tot doel maatregelen te treffen die hulp moeten verlenen aan jongeren in een probleemsituatie of aan hun gezin, en individuele beslissingen uit te voeren, waarbij die maatregelen gepaard moeten gaan met de eerbiediging van sommige fundamentele rechten vermeld in Titel II.

TITEL II. — De rechten van de jongeren (artikelen 3 tot 19)

De jongere en het kind zijn rechtssubjecten die moeten worden beschermd door een bijzonder sociaal en juridisch statuut.

De decreetgever heeft de nadruk willen leggen op dat statuut van rechtssubject, dat wordt toegekend aan de jongere die de gespecialiseerde hulp geniet (14).

Dit is het doel van Titel II van het decreet, dat over de rechten van de jongeren handelt. Volgens de Memorie van Toelichting, is de toekenning van die rechten aan jongeren een middel om die verantwoordelijk te maken voor en te integreren in de samenleving waaraan ze, vanaf de leeftijd van hun meerderjarigheid, volop zullen moeten deelnemen, met andere woorden, een middel om die ertoe voor te bereiden actieve burgers en geen steuntrekkers te zijn (15).

Titel II van het decreet voert trapsgewijze, in versterkende volgorde, verschillende waarborgen in: eerst voor de eerbiediging van de rechten van de jongeren in het algemeen in het kader van de gespecialiseerde hulpverlening (hoofdstuk I), dan voor de eerbiediging van de rechten van de jongeren ten aanzien van wie een plaatsingsmaatregel is getroffen (hoofdstuk II, eerste afdeling), dan voor de eerbiediging van de rechten van de jongeren toevertrouwd aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming met open en gesloten regimes (hoofdstuk II, afdeling 2) en, ten slotte, voor de eerbiediging van de rechten van de jongeren die in zulke instellingen geplaatst zijn en ten aanzien van wie een tijdelijke afzonderingsmaatregel zou moeten worden getroffen (artikel 19).

HOOFDSTUK I

De waarborgen voor de eerbiediging van de rechten van de jongeren in het algemeen in het kader van de gespecialiseerde hulpverlening (artikelen 3 tot 11)

De in het kader van het decreet georganiseerde gespecialiseerde hulpverlening is een recht voor iedere jongere in een probleemsituatie en voor ieder kind waarvan de gezondheid of de veiligheid gevaar loopt of waarvan de opvoedingsomstandigheden dreigen slechter te worden omwille van zijn gedrag, het gedrag van zijn gezin of van zijn leefgenoten (zie de artikelen 2 en 3).

Deze gespecialiseerde hulpverlening heeft tot doel aan de betrokken jongeren gelijke ontplooiingsmogelijkheden te bieden met het oog op de toegang tot een levenswijze die in overeenstemming is met de menselijke waardigheid.

De decreetgever heeft zo aandacht willen hebben voor de beginselen en bepalingen van het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, aangenomen door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 20 november 1989.

Er dient te worden onderstreept dat de behartiging van de belangen van de jongere het belangrijkste referentiecriterium is voor het verlenen van gespecialiseerde hulp: alle personen die aan de jongeren de hun toekomstige hulp verlenen, moeten de hun toegekende rechten, hun godsdienstige, wijsgerige en politieke overtuiging eerbiedigen, en moeten hun belangen zo goed mogelijk behartigen. Ze zijn ertoe gehouden zich te schikken naar de deontologieregels die door de Regering worden vastgesteld op de voordracht van de Gemeenschapsraad voor jeugdbescherming, de meest representatieve instantie terzake in de Franse Gemeenschap (zie artikel 4 van het decreet inzake hulpverlening aan de jeugd) (16).

De personen die de hulp genieten, moeten op de hoogte van hun rechten en verplichtingen worden gebracht ofwel door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd in het kader van de aangevraagde of toegekende hulp, ofwel door de directeur voor hulpverlening aan de jeugd in het kader van de door de jeugdrechtbank opgelegde hulp.

De voorstellen van de adviseur of van de directeur voor hulpverlening aan de jeugd moeten met redenen omkleed zijn.

Van de maatregelen die door de adviseur worden getroffen en van de beslissingen die door de directeur worden genomen, moet kennis worden gegeven aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen en aan de personen wier toestemming vereist is voor de aanwending van die maatregelen en beslissingen (zie artikel 5).

De adviseur of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd mag geen maatregel of beslissing nemen zonder dat de personen die deze hulp wensen te genieten, vooraf werden opgeroepen en gehoord.

Moeten echter niet worden gehoord, de personen die niet kunnen worden gehoord omwille van hun leeftijd, hun gezondheidstoestand (17), of opwille van het feit dat ze dringend moeten verschijnen of dat ze niet verschijnen (artikel 6, lid 1).

De door de adviseur of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd genomen beslissing vermeldt of de betrokken personen werden gehoord of de reden waarom ze niet werden gehoord (artikel 6, lid 3).

Behalve indien behoorlijk wordt bewezen dat het niet kan, moet de jongere kunnen deelnemen aan de beslissingen die op hem van toepassing zijn, en aan de uitvoering ervan (artikel 6, lid 4).

Het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt in dat verband, bij zijn artikel 12, lid 1, dat de « Staten die partij zijn, het kind dat in staat is zijn eigen mening te vormen, het recht verzekeren die mening vrijelijk te uiten in alle aangelegenheden die het kind betreffen, waarbij aan de mening van het kind passend belang wordt gehecht in overeenstemming met zijn leeftijd en rijpheid ».

Artikel 7, lid 1, van het decreet inzake hulpverlening aan de jeugd bepaalt dat de schriftelijke toestemming van de jongere die een door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd getroffen maatregel inzake individuele hulpverlening geniet, vereist is indien hij ouder is dan veertien jaar (18). Indien hij die leeftijd niet heeft bereikt, geldt de schriftelijke toestemming van de personen die de jongere in feite onder hun bewaring hebben. Indien het, ten slotte, gaat om een maatregel die het kind uit zijn familiaal leefmilieu verwijderd, is overigens de toestemming van de personen die het bestuur over de persoon van het kind voeren, vereist.

De toestemmingen waarvan daartoe sprake is geweest, zijn niet vereist, indien de personen die ze moeten verlenen, niet kunnen worden bereikt of indien ze niet opkomen.

De geest van deelneming van de jongere en zijn leefgenoten aan het uitwerken en het uitvoeren van de hulpverleningsmaatregelen die inzake aangevraagde of toegekende hulp ten gunste van dezen werden getroffen op grond van het decreet, wordt voortgezet inzake opgelegde hulpverlening.

In dit verband bepaalt artikel 7, lid 2, van het decreet dat het kind en zijn leefgenoten, wanneer de directeur voor hulpverlening aan de jeugd een maatregel inzake opgelegde hulpverlening aanwendt, bij die maatregel worden betrokken.

Een belangrijke nieuwigheid van het decreet bestaat zo in de invoering van wat overlegde of aanvaarde hulp zou kunnen worden genoemd, dit is het permanent zoeken naar een akkoord tussen de personen.

Artikel 7 is, in dit opzicht, fundamenteel. Het akkoord voor de door de adviseur georganiseerde gespecialiseerde hulp is de *conditio sine qua non* voor de verlening en het behoud ervan (19).

Andere waarborg ten gunste van de jongeren: iedere hulpvrager die zich tot één van de in het decreet bedoelde personen of instellingen (20) wendt, kan zich laten begeleiden door de meerderjarige persoon van zijn keuze (artikel 8, lid 1).

In het belang van de jongere, kan echter een gesprek afzonderlijk met de jongere of de personen die hem begeleiden, plaatsvinden (artikel 8, lid 2).

Volgende waarborg: artikel 9 van het decreet bepaalt dat de door de adviseur of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd getroffen maatregelen en beslissingen als hoofddoel hebben de ontplooiing van de jongere in zijn familiaal leefmilieu aan te moedigen.

Dit is de normatieve vertolking van één van de negen fundamentele beginselen waarop het decreet rust (21). De plaatsingen moeten voor zover mogelijk worden vermeden.

Alleen indien het in het belang van de jongere absoluut vereist is, moet op die plaatsingen een beroep worden gedaan; maar dan moeten hem levens- en ontwikkelingsomstandigheden worden gewaarborgd die aan zijn behoeften en zijn leeftijd beantwoorden.

De dienst of de persoon die de jongere huisvest, moet er bovendien voor zorgen dat de contacten met zijn leefgenoten worden behouden, of althans aangemoedigd, behalve indien dit strijdig is met het belang van de jongere op grond van bijzondere omstandigheden.

Een andere waarborg ten gunste van de jongeren is de jaarlijkse herziening van de maatregelen inzake gespecialiseerde hulpverlening met het oog op het begeleiden van de jongeren (zie artikel 10).

De duur van elke door de Franse Gemeenschap toegekende en gesubsidieerde hulpverlenende maatregel — ongeacht of de maatregel tot verlening van gespecialiseerde hulp door de adviseur of door de jeugdrechtbank werd getroffen — is beperkt tot maximaal één jaar, te rekenen vanaf de datum waarop de hulp daadwerkelijk werd verleend. Onder daadwerkelijke hulpverlening wordt verstaan, deze die door de adviseur wordt beslist in het kader van de aanvaarde hulp, of waarvoor een rechterlijke beslissing door de directeur wordt aangewend in het kader van de opgelegde hulp. De hulp kan opnieuw worden verleend voor één of meer andere jaarlijkse perioden.

Elke maatregel van aanvaarde hulp kan door de adviseur, in het belang van de jongere, te allen tijde worden ingetrokken of gewijzigd.

De aanvraag om wijziging, intrekking of verlenging kan worden ingediend door de jongere zelf, indien hij meer dan veertien jaar oud is, door zijn gezin of door zijn leefgenoten.

De adviseur kan ook op eigen initiatief handelen.

Wat er ook van zij, voor de wijziging van de hulpverlening, de intrekking of de verlenging ervan, zijn dezelfde toestemmingen vereist als voor de toekenning ervan.

Inzake opgelegde hulp moet een onderscheid worden gemaakt tussen, enerzijds, de wijziging en de intrekking van de maatregel, en anderzijds, de verlenging ervan.

De wijziging en de intrekking vallen normaal onder de procedure van artikel 60, lid 1, van de wet van 8 april 1965.

Volgens de voorbereidende teksten van het decreet, ligt het initiatief bij de directeur voor hulpverlening aan de jeugd. Voor het naleven van het principe volgens hetwelk de directeur belast wordt met de aanwending van de maatregel, zou een zaak bij de rechtbank alleen aanhangig moeten worden gemaakt op aanvraag van de directeur.

Als de directeur de toestemming van de partijen heeft kunnen krijgen voor het treffen van een andere maatregel, is de homologatie-procedure bedoeld in artikel 38, § 4, van het decreet en in artikel 63 *bis*, § 2, van de wet van 8 april 1965, van toepassing.

De verlenging is bedoeld in artikel 63 *quinquies* van die wet. Ze wordt bepaald door dezelfde procedureregels als deze die voorgeschreven zijn voor de aanvankelijke beslissing.

Of het nu gaat om de wijziging, de intrekking of de verlenging van een opgelegde hulp, toch is de procedure bij vonnis altijd vereist.

De herziening en het jaarlijkse nieuwe onderzoek van de maatregelen genomen ten aanzien van delinquente jongeren worden door de federale wetgever geregeld, in het kader van artikel 60 van de wet van 8 april 1965.

Artikel 10, § 2, van het decreet bepaalt dat de dienst voor gerechtelijke bescherming, die door de directeur voor hulpverlening aan de jeugd wordt geleid en die belast is met de uitvoering van de gerechtelijke maatregelen die ten aanzien van delinquente jongeren zijn genomen, om de zes maand aan de bevoegde rechter een verslag zal mededelen over de toestand van de jongere ten aanzien van wie de maatregel is genomen, opdat die magistraat zijn beslissing met kennis van zaken zou kunnen herzien.

Het decreet bepaalt overigens dat de financiële tenlasteneming, door de Franse Gemeenschap, van de gerechtelijke maatregelen die ten aanzien van delinquente jongeren zijn genomen, een einde neemt, behalve indien ze wordt verlengd, één jaar na de datum van het vonnis of, bij gebreke, van de beschikking.

De verlenging van die financiële tenlasteneming op het einde van die termijn van één jaar veronderstelt dus een nieuw vonnis of een nieuwe beschikking van de jeugdrechtbank tot hernieuwing van de maatregel bij toepassing van artikel 60 van de wet betreffende de jeugdbescherming (22).

Een laatste waarborg voor de eerbiediging van de rechten van de jongeren in het algemeen is bepaald bij artikel 11 van het decreet: de advocaten van de jongere, zijn gezin of zijn leefgenoten kunnen te allen tijde kennis nemen van alle stukken van het dossier van de adviseur of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd volgens de door de Regering nader te bepalen regels.

De betrokkenen kunnen zelf kennis nemen van de stukken die op hen betrekking hebben, met uitsluiting van de medisch-psychologische verslagen.

Alle verslagen die door de Franse Gemeenschap werden opgemaakt in het kader van de opdrachten toevertrouwd aan de dienst voor gerechtelijke bescherming bij toepassing van de artikelen 29, 32 en 36, 4^o, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, behoren niet tot de stukken van het dossier van de adviseur of de directeur dat onderworpen is aan de toepassing van artikel 11 van het decreet.

De mededeling van de dossiers, betreffende een zaak bedoeld in titel II, hoofdstuk III van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt bij artikel 55 van die wet geregeld.

HOOFDSTUK II

De waarborgen voor de eerbiediging van de rechten van de jongeren ten aanzien van wie een plaatsingsmaatregel is getroffen (artikelen 12 tot 19)

Een van de prioritaire doelstellingen van het decreet is plaatsingen te vermijden en ervoor te zorgen dat hulp in het levensmilieu kan worden verleend (23).

Een aantal plaatsingen blijven evenwel onvermijdelijk.

Voor die jongeren die geplaatst zijn, heeft de decreetgever enkele bijkomende waarborgen voor de eerbiediging van hun rechten willen stellen.

Hier ook werkt het waarborgensysteem trapsgewijze: waarborgen voor alle geplaatste jongeren eerst, dan voor alle jongeren die geplaatst zijn in een overheidsinstelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regimes, en ten slotte voor hen die geplaatst zijn in een dergelijke instelling en voor wie een afzonderingsmaatregel is genomen.

Afdeling 1. — Algemene beginselen (artikelen 12 tot 15)

Eerste waarborg: vrijheid om met andere personen in contact te komen.

Iedere jongere aan wie huisvesting wordt verleend krachtens een maatregel getroffen door een plaatsings-overheid, heeft het recht met iedere persoon van zijn keuze in contact te komen (artikel 12, § 1, lid 1).

Die vrijheid geldt zo voor iedere jongere die geplaatst werd krachtens een maatregel van sociale bescherming (gespecialiseerde hulpverlening, ingesteld bij het decreet).

Die geldt eveneens, krachtens artikel 12, § 1, lid 2, voor de jongeren aan wie huisvesting wordt verleend krachtens een maatregel van gerechtelijke bescherming, dit zijn delinquente jongeren ten aanzien van wie een maatregel is getroffen op grond van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

Maar voor die jongeren is een beperking bepaald in hetzelfde artikel: de jeugdrechter of, in voorkomend geval, de onderzoeksrechter bij wie een zaak in het kader van de wet van 8 april 1965 aanhangig wordt gemaakt, kan, bij toepassing van artikel 52, lid 3, van die wet, bij gemotiveerde beslissing, de jongere verbieden met bepaalde personen verkeer te hebben.

Een dergelijke uitzondering is bij voorbeeld denkbaar wanneer de noodwendigheden van de instructie in strafzaken of de goede gang van het onderzoek van een criminele zaak vereisen dat de jongere geen contacten met eventuele medeplichtigen zou kunnen hebben.

Maar die uitzondering geldt niet voor de contacten van de jongere met zijn advocaat (24 en 25).

Artikel 12, § 2, van het decreet bepaalt dat iedere jongere die in een residentiële dienst of in een overheidsinstelling wordt geplaatst ter uitvoering van een rechterlijke beslissing, zodra hij wordt opgenomen, op de hoogte wordt gebracht van zijn recht in contact te komen met zijn advocaat.

Daartoe vraagt de verantwoordelijke voor de dienst of de overheidsinstelling de jongere, bij zijn opneming, een document te ondertekenen waarin hij verklaart van dat recht op de hoogte te zijn gebracht. Hij levert er hem een afschrift van af en bevordert de feitelijke uitoefening van dat recht.

Andere waarborg : de bezoeken van de adviseur of de directeur.

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, als het gaat om een op zijn initiatief genomen plaatsingsmaatregel, of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, als het gaat om een door de jeugdrechtbank genomen plaatsingsmaatregel, brengen ten minste twee keer per jaar bezoek aan de geplaatste jongere, en ten minste vier keer per jaar wanneer het kind minder dan drie jaar oud is. Zij kunnen daartoe een persoon afvaardigen die bij hen verslag doet (artikel 13).

Andere waarborg die specifiek is voor de geplaatste jongere :

Hij ontvangt zakgeld onder de voorwaarden en volgens de regels die door de Regering nader bepaald zijn (artikel 14).

Dat recht moet inzonderheid de feitelijke uitoefening van het recht in contact te komen, mogelijk maken.

Andere bij artikel 15 bepaalde waarborg : elke beslissing tot overplaatsing van een jongere van een residentiële dienst naar een andere wordt genomen door de administratieve of rechterlijke overheid die de plaatsing heeft uitgevoerd. De beslissing wordt genomen na onderzoek van een omstandig verslag waarvan een afschrift ook aan de bevoegde administratie wordt gezonden.

Wanneer de plaatsing het gevolg is van een hulpverlenende maatregel waarvoor de toestemming van de jongere die meer dan veertien jaar oud is of van de personen die hem in feite onder hun bewaring hebben, wanneer hij die leeftijd niet heeft bereikt, en in ieder geval de toestemming van de personen die het bestuur over de persoon van de jongere (26) voeren, vereist is, dan moet de toestemming van die personen eveneens worden bekomen voor de overplaatsing, behalve indien dit strijdig is met geneeskundige of veiligheidsredenen.

Ten slotte, behalve in spoedeisende gevallen, wordt de jongere op gepaste wijze op de hoogte gebracht van de redenen voor zijn overplaatsing en van de kenmerken van zijn nieuwe opvangmilieu.

Afdeling 2

Bijzondere waarborgen voor de eerbiediging van de rechten van de jongeren toevertrouwd aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming met open en gesloten regimes (artikelen 16 tot 19)

De jongeren die toevertrouwd zijn aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming met open en gesloten regimes, genieten bijzondere waarborgen voor de eerbiediging van hun rechten.

Artikel 16, lid 2, van het decreet bepaalt dat de toegang tot die instellingen voorbehouden is voor jongeren die worden vervolgd wegens als misdrijven omschreven feiten en

— ofwel die door de jeugdrechtbank toevertrouwd werden aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming;

— ofwel ten aanzien van wie een plaatsingsmaatregel door de onderzoeksrechter werd getroffen.

De groep overheidsinstellingen mag niet weigeren een zo geplaatste jongere op te nemen om een andere reden dan gebrek aan plaats.

Bij toepassing van artikel 37, § 2, laatste lid van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, is de toegang tot de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, behalve in zeer uitzonderlijke omstandigheden, voorbehouden voor de jongere die meer dan 12 jaar oud is.

De eerste waarborg voor de eerbiediging van de rechten van de jongeren toevertrouwd aan de groep overheidsinstellingen is de vaststelling, door de Regering, van een algemeen reglement dat op die instellingen toepasselijk is. Een exemplaar van dat algemeen reglement en van het reglement dat specifiek is voor die instelling wordt aan iedere jongere bij zijn opnemingsoverhandiging (artikel 16, lid 1).

Andere waarborg : over iedere jongere die voor een periode die langer is dan vijftien dagen aan de groep overheidsinstellingen wordt toevertrouwd, wordt een medisch-psychologisch verslag opgemaakt door de pluridisciplinaire ploeg van de instelling die hem opvangt.

De Regering stelt de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg vast.

Zij bepaalt eveneens de rubrieken die het medisch-psychologisch verslag moet behelzen.

Binnen vijftien dagen na de datum van opvang, wordt dat verslag aan de plaatsingsoverheid en aan de bevoegde administratie medegedeeld.

Het wordt door driemaandelijke verslagen aangevuld.

In dezelfde voorwaarden inzake plaatsingsduur en termijn, maakt de sociale afdeling van de dienst voor gerechtelijke bescherming een sociale studie waarvan de rubrieken eveneens door de Regering worden vastgesteld.

De advocaat van de jongere ontvangt de conclusies van het medisch-psychologisch verslag en van de sociale studie, op grond waarvan hij een herziening van de maatregel kan aanvragen (artikel 17).

De opvang in een gesloten milieu (artikel 18)

Artikel 18, lid 1, van het decreet, bepaalt dat de opvang in een gesloten milieu alleen kan worden toevertrouwd aan een instelling die tot de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming behoort.

Die opvang kan alleen geschieden ter uitvoering van een rechterlijke beslissing die een dergelijke plaatsing uitdrukkelijk voorschrijft.

Artikel 18, lid 2, bepaalt geen onderste leeftijdsgrens voor de toegang tot het gesloten milieu. Zonder de algemene grens voor de toegang tot de overheidsinstellingen voor observatie en opvoeding die — behalve in zeer uitzonderlijke omstandigheden — op 12 jaar vastgesteld is, uit het oog te verliezen, is het echter wenselijk dat de instellingen met een gesloten regime, wegens de pedagogische projecten die door die instellingen werden uitgewerkt, behalve in uitzonderlijke omstandigheden, voorbehouden worden aan de jongeren die meer dan veertien jaar oud zijn.

Artikel 18, lid 3, van het decreet, bepaalt ten slotte dat de Regering aan de betrokken instelling de middelen geeft om haar pedagogische en opvoedingstaken te kunnen vervullen.

De tijdelijke afzonderingsmaatregelen (artikel 19)

Een maatregel tot afzondering in specifieke lokalen kan ten aanzien van een jongere alleen worden genomen in een instelling die tot de groep overheidsinstellingen behoort, en alleen wanneer die jongere zijn lichamelijke veiligheid of die van de andere jongeren, van het personeel of van de bezoekers in het gedrang brengt.

De directie brengt daar terstond de plaatsingsoverheid, of, bij afwezigheid hiervan, de procureur des Konings, van op de hoogte.

De afzonderingsmaatregel wordt bevestigd door een schriftelijk verslag dat wordt gericht aan de plaatsings-overheid en aan de bevoegde administratie.

De maatregel kan niet langer dan vierentwintig uur duren zonder de toestemming van de bevoegde rechter. Deze neemt de gepaste maatregelen en bevestigt in een met redenen omkleed schrijven de machtiging tot verlenging van de afzondering voor een door hem vast te stellen termijn die niet langer dan acht dagen kan zijn. De maatregel kan onder dezelfde voorwaarden de laatste dag van de aanvankelijk vastgestelde termijn worden verlengd.

De afzonderingsmaatregel wordt opgeheven zodra de toestand waardoor ze gemotiveerd is, ophoudt te bestaan. De directeur van de instelling brengt daar de plaatsingsoverheid alsook de bevoegde administratie schriftelijk van op de hoogte.

De afzonderingsmaatregel ontnemt niet aan de jongere de bovenvermelde rechten, ook al moet de uitoefening ervan aan de omstandigheden worden aangepast.

Het decreet bepaalt ten slotte dat de Regering, op advies van de Gemeenschapsraad, de nadere regels inzake afzondering vaststelt, er de controle op organiseert en, voor de afzonderingslokalen, normen vaststelt die de eerbied voor de menselijke waardigheid waarborgen.

TITEL III. — De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd (artikelen 20 tot 25)

De wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming had aan een zelfde instelling — het jeugdbeschermingscomité — opdrachten inzake preventie en individuele hulpverlening toegewezen.

Bij het decreet van de Franse Gemeenschap werden twee onderscheiden organen opgericht :

- de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd, belast met algemene preventie, enerzijds,
- de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, belast met opdrachten en acties met een persoonlijk karakter, anderzijds.

Die organen werken in hetzelfde territoriaal kader als de jeugdbeschermingscomités, dit is het gerechtelijk arrondissement.

In de hoofdplaats van elk arrondissement wordt dus een arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd opgericht.

Wanneer dit in het belang van de jeugd vereist is op grond van lokale noodwendigheden, kan de arrondissementsraad verschillende afdelingen in zijn midden oprichten (artikel 20, lid 1).

Wanneer de bevolkingsdichtheid of de geografische configuratie dit vergt, kan de Regering andere raden in het arrondissement oprichten.

Zij bepaalt de gemeenten waarin de bevoegdheden van de nieuwe raad kunnen worden uitgeoefend (artikel 20, lid 2).

Die raden zouden inzonderheid kunnen worden opgericht in de gemeenten waarin de behoeften inzake algemene preventie overduidelijk zijn.

Op grond van de geografische configuratie van een arrondissement zou het ook verantwoord kunnen zijn dat de Regering een raad zou oprichten die specifiek zou zijn voor een entiteit.

Preventie is de eerste opdracht van de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

De arrondissementsraad is bevoegd inzake algemene preventie : hij moedigt die aan door de coördinatie te bevorderen en door de supervisie over de acties te voeren. Hij stelt voor de begroting inzake algemene preventie te bestemmen voor de doelstellingen die hij bepaalt, en controleert er de aanwending van. De arrondissementsraad bestudeert een programmatie van de behoeften van het arrondissement inzake diensten en brengt adviezen uit of doet voorstellen aan de Regering hetzij op eigen initiatief, hetzij op haar aanvraag. Hij vestigt de aandacht van de overheid op elke toestand die nadelig kan zijn voor de ontwikkeling van de persoonlijkheid van de jongeren en voor hun inschakeling in de samenleving. Ten slotte maakt hij jaarlijks een verslag bekend, met opgave van de activiteitenbalans, de kritische analyse van de toestand van het arrondissement en het programma van de aanbevolen acties (artikel 21).

De arrondissementsraad is samengesteld uit twaalf tot vierentwintig leden, die door de Regering voor een hernieuwbare termijn van zes jaar worden benoemd onder personen die erkend zijn voor hun bekwaamheid inzake hulpverlening aan de jeugd (artikel 22).

TITEL IV. — De raad voor hulpverlening aan de jeugd van de Franse Gemeenschap (artikelen 26 tot 30)

De « Raad voor hulpverlening aan de jeugd van de Franse Gemeenschap » wordt hierna « de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd » genoemd.

Bij het decreet wordt een Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd opgericht voor het geheel van de Franse Gemeenschap (artikel 26). Hij is een beleidsvoorbereidend orgaan dat een algemene bevoegdheid heeft om, zelfs op eigen initiatief, adviezen uit te brengen en voorstellen te doen over alle aangelegenheden die betrekking hebben zowel op hulpverlening aan de jeugd als op jeugdbescherming (artikel 27).

Deze bevoegdheid houdt inzonderheid de macht in om :

1) het optreden van de arrondissementsraden aan te moedigen en te coördineren.

Deze opdracht is essentieel voor de algemene preventie.

2) adviezen uit te brengen :

a) over de normen voor de erkenning en subsidiëring van de diensten die zich bereid verklaren doorgaans hulp te verlenen aan jongeren;

b) over het algemeen reglement van de groep overheidsinstellingen, ten minste om de drie jaar;

c) over de aard van de sancties die te bepalen zijn ten aanzien van de instellingen, diensten en personen waarop het decreet van toepassing is, wanneer die de bepalingen van Titel II van het decreet betreffende de rechten van de jongeren niet naleven, over de procedures tot instellen van vervolgingen en over de beroepen waarover ze beschikken (27).

3) voorstellen te doen inzake :

a) algemene oriëntatie op het gebied van hulpverlening aan de jeugd;

b) programmatie betreffende de diensten, instellingen en andere middelen die worden aangewend voor de toepassing van het decreet;

c) organisatie, coördinatie en de personeelsformatie van de groep overheidsinstellingen, van de dienst voor gerechtelijke bescherming en van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd.

4) om de twee jaar een verslag op te maken en bekend te maken over de toestand op het vlak van jeugdbescherming en hulpverlening aan de jeugd in de Franse Gemeenschap.

Het verslag wordt bij de Raad van de Franse Gemeenschap ingediend om aan de leden ervan te worden medegedeeld, en wordt dan openbaar gemaakt.

5) om de twee jaar verslag uit te brengen over het type en het aantal noodzakelijke plaatsen binnen de groep overheidsinstellingen.

6) aan de Regering het ontwerp voor te stellen van deontologieregels die alle bij het decreet bedoelde diensten, met inbegrip van de groep overheidsinstellingen, moeten naleven (28).

Alle sectoren die bevoegd zijn inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming worden binnen de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd vertegenwoordigd (artikel 28).

TITEL V

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur voor hulpverlening aan de jeugd (artikelen 31 tot 35)

1) De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd is een sleutelpersoon: hij is belast met aangevraagde of aanvaarde sociale hulpverlening, zoals die bij het decreet wordt georganiseerd.

In de voorbereidende teksten wordt de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd voorgesteld als « de spilfiguur van de gespecialiseerde hulpverlening », die hij organiseert. Hij wordt belast met de « opdracht aan de jongeren die hun familiale verblijfplaats in zijn arrondissement hebben, de individuele hulp waarop ze recht hebben, te doen verlenen of zelf te verlenen, op voorwaarde dat die hulp aangevraagd of aanvaard wordt » (29).

De adviseur is de spilfiguur inzake hulpverlenende maatregelen en is de voornaamste partner vergeleken met de andere op administratief en gerechtelijk vlak handelende personen.

Wordt de door de adviseur geboden hulp geweigerd, terwijl er gevaar is, dan brengt de adviseur, door toedoen van het parket, de jeugdrechtbank op de hoogte van de gevaartoestand.

De aanwending van dwang maakt immers de grens van de bevoegdheid van de adviseur inzake hulpverlening aan de jeugd uit. De decreetgever was de mening toegedaan dat alleen de rechterlijke macht de beste waarborg blijft voor de eerbiediging van de rechten van de verdediging wanneer dwang moet worden aangewend ten aanzien van particulieren.

Indien het bij toepassing van artikel 32, § 2, 4^o, van het decreet noodzakelijk blijkt dat de adviseur de jeugdrechtbank op de hoogte brengt van de toestand van een kind in gevaar, zendt hij aan het bevoegde Parket een samenvattende nota betreffende de toestand van de jongere toe.

Het optreden van de adviseur houdt in principe op met het mededelen van die informatie.

In het belang van de jongere zorgen de jeugdrechtbank en de adviseur ervoor dat een actie niet wordt onderbroken.

Er wordt een adviseur voor hulpverlening aan de jeugd in elk arrondissement aangewezen (artikel 31).

Hij heeft de leiding van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd, die uit drie afdelingen bestaat:

- de sociale afdeling
- de afdeling algemene preventie
- de administratieve afdeling.

Territoriale bevoegdheid van de adviseur

De adviseur is belast met sociale hulpverlening, zoals bepaald bij het decreet, aan jongeren wier familiale verblijfplaats in zijn arrondissement gelegen is (artikel 32, § 1) (30).

De verblijfplaats van de jongere stemt normaal met zijn familiaal leefmilieu overeen.

De definitie van het gezin rust op de juridische banden die uit de afstamming voortvloeien, en het familiaal leefmilieu van de jongere is in principe het leefmilieu van zijn ouders of van de persoon die, zij het maar gedeeltelijk, het ouderlijk gezag uitoefent.

In artikel 1, 4^o, van het decreet, rust de definitie van de leefgenoten op sociologische of affectieve banden; ze omvat dus ook de opvangouders (31).

In sommige gevallen zou het dus in het belang van de jongere denkbaar zijn dat de bevoegde adviseur de adviseur zou zijn van de plaats waar de jongere werkelijk leeft.

Wanneer een jongere van familiale verblijfplaats verandert, zendt de adviseur zijn dossier over aan de adviseur van het arrondissement van de nieuwe verblijfplaats.

Wanneer een jongere zich in het gebied van de Franse Gemeenschap bevindt, maar zonder dat zijn familiale verblijfplaats daar gelegen is of indien deze niet te vinden is, wordt de territoriale bevoegdheid van de adviseur bepaald op grond van de plaats waar de jongere zich bevindt.

Materiële bevoegdheid van de adviseur

De bevoegdheid ratione materiae van de adviseur wordt in artikel 32, § 2, van het decreet bepaald:

- de adviseur onderzoekt de aanvragen om hulp en stelt, zo nodig, de maatregelen inzake gespecialiseerde hulpverlening die bij het decreet ingesteld zijn, voor (de aanvragers oriënteren naar elke geschikte particulier of dienst; de betrokkenen bijstand verlenen bij de onderneming van stappen met het oog op het bekomen van de aangevraagde hulp...);
- hij zorgt voor de uitvoering van de beslissingen van de arrondissementsraad inzake algemene preventie, en neemt het secretariaat van deze raad waar;
- hij beslist, binnen de door de Regering vast te stellen perken, over de uitgaven die te doen zijn met het oog op de individuele gespecialiseerde hulpverlening toegekend bij toepassing van het decreet, en levert de bewijsstukken aan de diensten af;
- hij brengt de jeugdrechtbank op de hoogte van de toestanden waarin het kind in gevaar verkeert (lichamelijke of psychische integriteit);
- hij ontvangt de aanvragen om inlichtingen van de jongere, van een lid van zijn gezin of van één van zijn leefgenoten, alsook de aanvragen om interpellatie en onderzoek van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en voor hulpverlening aan de jeugd, en geeft er gevolg aan door de dienst te interpelleren die zich met de jongere bezighoudt.

In elk arrondissement kunnen één of meer adjunct-adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd worden aangewezen om de adviseur bij te staan (artikel 34).

De adviseur staat hiërarchisch onder het gezag van de ambtenaar die de leiding heeft van de administratie van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor hulpverlening aan de jeugd.

Hij oefent zijn bevoegdheden in alle onafhankelijkheid uit (artikel 35).

2) De directeur voor hulpverlening aan de jeugd

In elk gerechtelijk arrondissement wordt een directeur voor hulpverlening aan de jeugd aangewezen (artikel 33).

De territoriale bevoegdheid van de directeur beantwoordt aan die van de jeugdrechtbank.

Hij treedt op inzake opgelegde hulpverlening.

Hij wendt de maatregelen inzake opgelegde hulpverlening aan (32), die door de jeugdrechtbank ten aanzien van een kind, zijn gezin of zijn leefgenoten worden genomen, wanneer de lichamelijke of psychische integriteit van dat kind ernstig bedreigd is (het kind waarvan de gezondheid of de veiligheid in gevaar is of waarvan de opvoedingsomstandigheden bedreigd worden door zijn gedrag, het gedrag van zijn gezin of van zijn leefgenoten) en wanneer één van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of die het kind in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, de hulp van de adviseur weigert of die hulp niet benut.

Daartoe moet, overeenkomstig artikel 62bis van de wet van 8 april 1985, een uitgifte van de beslissing aan de directeur, op zijn aanvraag, worden gericht via de bevoegde griffie.

De bevoegdheid van de directeur voor hulpverlening aan de jeugd om de gerechtelijke maatregelen aan te wenden, sluit niet de uitvoeringsmacht uit die door het Gerechtelijk Wetboek aan de procureur des Konings wordt toevertrouwd (33).

De directeur moet er evenwel voor zorgen dat de bijstand van het openbaar ministerie slechts in uitzonderlijke gevallen wordt aangevraagd opdat het door het decreet bedoelde beginsel van de onttrekking aan de rechterlijke macht in acht zou worden genomen.

De directeur voor hulpverlening aan de jeugd beslist overigens, binnen de door de Regering vast te stellen perken, over de uitgaven die te doen zijn met het oog op de individueel opgelegde hulpverlening.

Om bijstand aan de directeur te verlenen bij de aanwending van de maatregelen inzake opgelegde hulpverlening die door de jeugdrechtbank worden genomen (het kind, zijn gezin of zijn leefgenoten onderwerpen aan Richtlijnen of aan een begeleiding van educatieve aard, het kind huisvesten buiten zijn familiaal leefmilieu met het oog op zijn behandeling, zijn opvoeding, het onderwijs dat hij moet volgen, of zijn beroepsopleiding, het kind de mogelijkheid bieden om zelfstandig of onder toezicht te verblijven...), beschikt de directeur over een dienst voor gerechtelijke bescherming waarvan hij de leiding heeft en die uit een sociale afdeling en een administratieve afdeling bestaat.

In de arrondissementen waarin de behoefte daaraan voelbaar is, kunnen één of meer adjunct-directeurs voor hulpverlening aan de jeugd worden aangewezen om de directeur bij te staan (artikel 34).

Evenals de adviseur, staat de directeur hiërarchisch onder het gezag van de ambtenaar die de leiding heeft van de administratie van de Franse Gemeenschap die bevoegd is inzake hulpverlening. De directeur oefent zijn bevoegdheden in alle onafhankelijkheid uit (artikel 35).

TITEL VI. — Hulpverlenende maatregelen (artikelen 36 tot 39)

HOOFDSTUK I

Hulpverlenende maatregelen die tot de bevoegdheid van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd behoren (artikel 36)

Bij de adviseur kan een hulpaanvraag worden ingediend door de jongere zelf of door iedere persoon die belangstelling voor hem heeft.

De adviseur onderzoekt de hulpaanvragen met betrekking tot de jongere en de personen die grote moeilijkheden hebben bij de uitvoering van hun ouderlijke verplichtingen.

De adviseur oriënteert de jongere en zijn gezin prioritair naar zogenaamde « eerstelijnsdiensten » (34), bij voorbeeld het bevoegde O.C.M.W., of naar een pluridisciplinaire ploeg gespecialiseerd in het opsporen en het behandelen van kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling, ontberingen of ernstige nalatigheid (35), of naar elke andere geschikte dienst — dit kan bij voorbeeld een P.M.S.-centrum zijn. De adviseur kan eveneens de betrokkenen oriënteren naar iedere particulier die hun probleem zou kunnen oplossen.

De adviseur verleent bijstand aan de betrokkenen bij de onderneming van hun stappen met het oog op het bekomen van de hulp die wordt aangevraagd bij die personen en « eerstelijnsdiensten ».

Wanneer hij overigens in kennis is gesteld van mishandeling, ontberingen of nalatigheid waarvan een kind slachtoffer is, of wanneer hij vermoedt dat die er zijn, kan hij het optreden aanvragen van een pluridisciplinaire ploeg die gespecialiseerd is in het opsporen en behandelen van kinderen die er het slachtoffer van zijn. Deze brengt hem op de hoogte van de evolutie van de toestand.

De adviseur coördineert de acties die worden gevoerd ten aanzien van de personen voor wie zijn optreden wordt aangevraagd, inzonderheid door de samenwerking aan te moedigen tussen de verschillende diensten die moeten optreden, om een te grote verscheidenheid van acties te vermijden die niet gunstig zou zijn voor een doeltreffend optreden.

De adviseur heeft ook het recht van interpellatie ten aanzien van elke openbare of privé-dienst, die al dan niet in het kader van het decreet erkend is, en die zich met de jongere bezighoudt. Die interpellatie heeft tot doel inlichtingen te vragen over het optreden of de weigering van optreden van de betrokken dienst ten gunste van de jongere. Die geschiedt op aanvraag van de jongere, een lid van zijn gezin of één van zijn leefgenoten, of van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en hulpverlening aan de jeugd.

Wanneer de adviseur vaststelt dat geen dienst of particulier er in staat toe is een aangepaste hulp aan een jongere te verlenen, zorgt hij zelf voor die hulpverlening. Het decreet legt de nadruk op het vervangend karakter van die hulpverlening. Indien er geen dienst bestaat die de aangevraagde hulp kan verlenen, verleent de adviseur zelf die hulp mits de vereiste toestemmingen (36). De aldus verzekerde hulpverlening moet beperkt worden tot de strikt noodzakelijke duur. De adviseur vertrouwt uitzonderlijk en voorlopig aan de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en aan de particulieren en diensten die medewerken voor de toepassing van het decreet, de opdracht toe tijdens de noodzakelijke duur de geschikte hulp te verlenen.

Ten slotte kan de adviseur eveneens moeten kunnen optreden ten gunste van kinderen wier ouders uit het ouderlijk gezag ontzet zijn (37). De rechtstreekse hulpverlening van de Franse Gemeenschap aan het kind waarvan vader en moeder of één van hen uit het ouderlijk gezag ontzet zijn, wordt afhankelijk gemaakt van de beslissing van de jeugdrechtbank de minderjarige toe te vertrouwen aan de adviseur overeenkomstig artikel 34, lid 1, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming of van een schriftelijke aanvraag om optreden van de vervangende voogd, gericht aan de adviseur (38).

Er wordt op gewezen dat het optreden van de adviseur beperkt wordt tot vrijwillige of aangevraagde hulpverlening.

Indien de adviseur de toestemming van de betrokkenen niet kan verkrijgen, kan hij geen hulpverlenende maatregel aanwenden en kan alleen de jeugdrechtbank optreden bij toepassing van de artikelen 38 of 39 van het decreet.

HOOFDSTUK II

De bevoegdheden van de jeugdrechtbank met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd (artikelen 37 tot 39)

Aanvaarde hulp is het belangrijkste bestanddeel van de structuur waarin het decreet voorziet om de opdrachten inzake hulpverlening aan de jeugd te vervullen waarmee de Franse Gemeenschap voortaan belast is.

Nochtans blijkt dat de regeling, dank zij de verleende hulp, van de wantoestanden in het gezin en de crisistoestanden die de veiligheid of de zedelijkheid van de minderjarigen bedreigen, beperkt is, en dat dwang in een aantal gevallen onontbeerlijk blijft.

Er moest dan ook in mechanismen worden voorzien waardoor een beroep kon worden gedaan op de rechterlijke macht maar met beperking van haar optreden.

De bevoegdheid van de jeugdrechtbank met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd werd bepaald en georganiseerd bij de artikelen 37, 38 en 39 van het decreet.

1) Artikel 37 van het decreet — *Betwistingen met betrekking tot maatregelen inzake gespecialiseerde hulpverlening.*

Krachtens artikel 37 van het decreet neemt de jeugdrechtbank kennis van de betwistingen betreffende de toekenning, de weigering of de nadere regels voor de toepassing van een individuele hulpverlenende maatregel, die vóór haar worden gebracht hetzij door één van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of die de jongere in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, hetzij door de jongere boven de leeftijd van veertien jaar.

Artikel 37 vertolkt de wil de hulpverlenende maatregelen te onderwerpen aan de controle van de jeugdrechtbank waarbij deze laatste haar belangrijkste opdracht toegewezen krijgt, die erin bestaat geschillen te beslechten.

De auteurs van het decreet waren van mening dat de jeugdrechtbank de best geschikte instantie was om de betwistingen met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd te beslechten, of het nu gaat om het principe van het verlenen van hulp of om de nadere regels voor de toepassing ervan. Die rechtbank was blijkbaar het best geschikt voor de vrijwaring van de rechten van de personen, gelet, enerzijds, op de waarborgen die door de rechtspleging worden geboden, en anderzijds, op de specifieke bevoegdheid van die rechtbank voor alles wat de behartiging van de belangen van de jongeren betreft.

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd kan niet de betwisting vóór de jeugdrechtbank brengen. De auteurs van het decreet waren van mening dat het onontbeerlijke vertrouwen in de adviseur ondermijnd zou worden doordat de betwisting eveneens vóór de rechtbank zou worden gebracht (39). Dit geldt ook voor de directeur.

Artikel 37 van het decreet is immers ook toepasselijk op de beslissingen genomen door de directeur in het kader van de aanwending van een maatregel inzake opgelegde hulpverlening (40).

De personen die het recht hebben een beroep te doen op de jeugdrechtbank, zoals bedoeld in artikel 37 van het decreet, kunnen van dat recht gebruik maken in ongeacht welk stadium van het verlenen van hulp en ten opzichte van ongeacht welk voorstel van de adviseur of ongeacht welke beslissing van de directeur waarin ze niet zouden toestemmen (41).

Zo kunnen bij voorbeeld ouders het eens zijn over het optreden zelf maar het type hulpverlening dat hun wordt voorgesteld, betwisten, of van mening zijn dat ze recht hebben op een hulp die hun door de adviseur wordt afgewezen. De jongere die meer dan veertien jaar oud is, zou mogen weigeren in dit of dat tehuis te worden geplaatst maar wel aanvaarden uit zijn familiaal leefmilieu te worden verwijderd.

Artikel 37 van het decreet bepaalt dat de jeugdrechtbank een einde maakt aan de betwisting door de partijen tot overeenstemming te brengen. Zij moet dus vooral proberen de adviseur of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, enerzijds, en, anderzijds, de persoon of personen die, omdat ze daartoe gemachtigd is of zijn, de betwisting vóór haar heeft of hebben gebracht, of tegen wie die betwisting gericht is, tot overeenstemming te brengen (42). De oorzaak van het geschil bepaalt welke personen partij zijn in de zaak en welke personen bij de verzoeningsprocedure aanwezig moeten zijn. Het zou kunnen gaan om :

- de jongere;
- de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen;
- de personen die de jongere in rechte of in feite onder hun bewaring hebben;
- de (adjunct-)adviseur of de (adjunct-)directeur die door de Franse Gemeenschap wordt afgevaardigd.

Indien de rechtbank erin slaagt de partijen tot overeenstemming te brengen, dan is de betwisting beslecht. De uitvoering van het akkoord dat in het kader van de schikking bereikt wordt, behoort tot de bevoegdheid van de adviseur of de directeur, naargelang de toestand tot de bevoegdheid van de ene of de andere behoort.

Indien de verzoening faalt, beslecht de jeugdrechtbank de vóór haar gebrachte betwisting.

Zo kan zij bij voorbeeld gelijk geven aan de jongere die een hulp afwijst, terwijl zijn ouders en de adviseur die wenselijk achten. In een dergelijk geval beslist de rechtbank dat geen hulp moet worden verleend.

De rechtbank kan ook gelijk geven aan één van de in lid 1 van artikel 37 bedoelde personen die een gespecialiseerde hulp wenst te verkrijgen tegen de wil in van de anderen of van de adviseur.

In dat geval bezit de partij ten gunste van wie de rechtbank een beslissing heeft genomen een middel waarmee zij de aangevraagde hulp kan verkrijgen.

In die zaak is het optreden van de rechtbank van burgerrechtelijke aard (43).

Bij toepassing van artikel 63ter, b van de wet van 8 april 1985, wordt dit optreden aangevraagd door middel van een verzoekschrift dat door de partij of door haar raadsman wordt neergelegd ter griffie van de territoriaal bevoegde jeugdrechtbank.

De adviseur of de directeur, ieder voor de toestanden die hem aanbelangen, zal aan de jeugdrechtbank de gegevens moeten verstrekken die noodzakelijk zijn om zijn beslissing te nemen.

Tegen de beslissingen van de jeugdrechtbank kan hoger beroep worden ingesteld (44).

De opdracht die aan de rechtbank wordt toegewezen in de gevallen bedoeld in artikel 37, bestaat erin het geschil te beslechten, zonder dat zij met het opvolgen van het dossier wordt belast (45).

In het belang van de jongeren dienen de betwistingen binnen de kortst mogelijke termijnen worden beslecht (46).

De beslissing van de jeugdrechtbank wordt toegepast door de adviseur of de directeur, naargelang de ene of de andere bevoegd is voor de toestand.

Daar het optreden van de jeugdrechtbank in de tijd beperkt is, levert haar beslissing geen beletsel op voor het treffen en uitvoeren van een schikking die, later tussen de partijen tot stand gekomen, afwijkt van de rechterlijke beslissing.

Die schikking kan aan de jeugdrechtbank worden medegedeeld. Voor elk afzonderlijk geval moet worden geoordeeld of gebruik kan worden gemaakt van die mogelijkheid.

2) Artikelen 38 en 39 — Gevaarlijke toestanden.

In de artikelen 38 en 39 worden toestanden bedoeld waarin kinderen thans ernstig in gevaar zijn en voor wie er geen gespecialiseerde hulp kan worden verleend :

— ofwel omdat die door de betrokkenen wordt afgewezen,

— ofwel omdat het materieel onmogelijk is om de toestemmingen te krijgen die in artikel 7, lid 1 van het decreet vereist zijn (47).

Bedoeld worden eveneens de gevaarlijke toestanden waarin de personen de aanvaarde hulp niet aanwenden.

Er wordt een gradatie tussen beide artikelen bepaald.

Met de toestanden bedoeld in artikel 38 wordt het beginsel van de « subsidiariteit » van het gerechtelijke optreden ten opzichte van het sociale optreden in acht genomen. De adviseur moet worden geraadpleegd.

Indien de adviseur de vereiste toestemmingen niet krijgt of indien de gevaarlijke toestand bedoeld in § 2 van artikel 38 voortvloeit uit het gebrek aan samenwerking van de betrokkenen, dan is de rechtbank bevoegd om op te treden.

Wanneer de toepassing van artikel 38 noodzakelijk is, ofwel om de beslissing van de jeugdrechtbank te wijzigen, ofwel om een maatregel te verlengen na een termijn van één jaar, ofwel om te bevestigen dat dwang noodzakelijk is in geval van toestanden die door de adviseur reeds naar het parket werden doorverwezen voordat artikel 87 van het decreet toepasselijk wordt gemaakt, dan is het niet nodig een beroep te doen op de adviseur. Uit de economie van het decreet blijkt in die gevallen dat de toestanden die door de adviseur reeds werden onderzocht en naar de rechtbank werden gericht, tot de bevoegdheid van de directeur blijven behoren.

De eventuele toepassing van artikel 37 maakt het noodzakelijk dat de directeur het parket op de hoogte brengt van de verandering van verblijfplaatsen die hem ter kennis worden gebracht.

Bij verandering van verblijfplaats hangt de verandering van territoriale bevoegdheid van de beslissing van de jeugdrechtbank af.

De directeur treedt verder op ten aanzien van de betrokkenen, dient de eventuele aanvragen om verlenging in bij de jeugdrechtbanken van zijn arrondissement, tot het ogenblik van de onttrekking.

De continuïteit bij het optreden en bij eventuele verlenging van het vonnis moet worden gewaarborgd door de jeugdrechtbanken en de directeurs.

In artikel 39 worden toestanden bedoeld die zo ernstig en dringend zijn dat de rechtbank het beginsel van de subsidiariteit van zijn optreden niet in acht kan nemen zonder het kind in gevaar te brengen.

Naar gelang van de omstandigheden zal het openbaar ministerie beslissen of een optreden vereist is op grond van artikel 38 of artikel 39 (48).

De rechtbank wordt op de hoogte gebracht van gevaarlijke toestanden op dezelfde wijze als onder de wet van 8 april 1985, dit is door toedoen van het parket, inzonderheid door middel van processen-verbaal van de politie of de rijkswacht.

Gevaarlijke toestanden kunnen eveneens door iedere persoon ter kennis van het Parket worden gebracht.

In die gevallen, behalve dringende noodzakelijkheid waardoor de toepassing van artikel 39 van het decreet verantwoord zou zijn, oriënteert het Parket de toestand naar de adviseur.

Volgens het subsidiariteitsbeginsel moet de adviseur immers, voordat een rechterlijke beslissing wordt genomen, de toestemming van de betrokkenen proberen te verkrijgen over de verlening van hulp. Indien vrijwillige hulp niet kan worden georganiseerd en de aanwending van dwang vereist is, brengt de adviseur het Parket daarvan op de hoogte door middel van een samenvattende nota met betrekking tot de toestand.

Het Parket beslist over de noodzaak artikel 38 van het decreet toe te passen.

A) Artikel 38 van het decreet — dwangoptreden ten gunste van kinderen in gevaar

Wanneer de gezondheid of de veiligheid van een kind in gevaar is of wanneer zijn opvoedingsomstandigheden bedreigd worden door zijn gedrag, het gedrag van zijn gezin of van zijn leefgenoten (artikel 2, lid 1, 2°), neemt de jeugdrechtbank kennis van de maatregelen die te nemen zijn ten aanzien van dat kind, zijn gezin of zijn leefgenoten.

De jeugdrechtbank kan optreden indien zijn lichamelijke of psychische integriteit thans ernstig bedreigd zijn en één van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen of die het kind in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, de hulp van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd weigert of die hulp niet benut.

De lichamelijke of psychische integriteit wordt beschouwd als ernstig bedreigd, ofwel wanneer het kind gewoonlijk of herhaaldelijk gedragingen heeft die deze werkelijk en rechtstreeks bedreigen, ofwel wanneer het kind het slachtoffer is van ernstige nalatigheid, mishandeling, misbruik van gezag of seksuele misbruiken, die deze rechtstreeks en werkelijk bedreigen (49).

De jeugdrechtbank moet vaststellen dat aanwending van dwang noodzakelijk is.

Het openbaar ministerie moet de gegevens overleggen op grond waarvan het verantwoord is een zaak bij de jeugdrechtbank aanhangig te maken bij toepassing van artikel 38.

Het beginsel van de subsidiariteit van het gerechtelijke optreden ten opzichte van het sociale optreden moet in acht worden genomen (50).

Indien de adviseur de vereiste toestemmingen niet heeft kunnen verkrijgen en niet heeft kunnen rekenen op de medewerking van de betrokkenen, zal de rechtbank kunnen optreden en dwangmaatregelen kunnen treffen (51).

Als een gezin waarin een kind in gevaar verkeert, weigert mede te werken, moet de adviseur het parket daarvan op de hoogte brengen; het parket zal dan het probleem vóór de jeugdrechtsbank kunnen brengen (52).

De procureur des Konings behoudt uiteraard zijn bevoegdheid om te kunnen oordelen wanneer een zaak vóór de jeugdrechtsbank moet worden gebracht. Hij is de verantwoordelijke voor de strafvordering en kan altijd, in het belang van het kind en zijn gezin, geen gevolg geven aan het signalement dat hem werd medegedeeld door iedere persoon, ook de adviseur, indien de onderzoeken die het Parket heeft laten instellen, inzonderheid door de politiediensten, hem overtuigen dat er in het onderhavige geval geen sprake kan zijn van een gevaarlijke toestand.

Indien de procureur des Konings daarentegen beslist een zaak vóór de jeugdrechtsbank te brengen, dan kan deze één van de volgende maatregelen nemen :

1° het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten, of één van hen onderwerpen aan Richtlijnen of aan een begeleiding van educatieve aard;

2° in uitzonderlijke omstandigheden, beslissen dat aan het kind een tijdelijke huisvesting buiten zijn familiaal leefmilieu wordt verleend met het oog op zijn behandeling, zijn opvoeding, het onderwijs dat hij moet volgen, of zijn beroepsopleiding;

3° het kind dat meer dan zestien jaar oud is de mogelijkheid bieden om zelfstandig of onder toezicht te gaan wonen en zich te laten inschrijven in het bevolkingsregister van die verblijfplaats.

Die dwangmaatregelen worden verplicht genomen bij een vonnis ten gronde, na een debat op tegenspraak (53).

Het vonnis ten gronde sluit de maatregelen bij voorlopige beschikking uit.

Tegen het vonnis kan hoger beroep worden ingesteld.

Die dwangmaatregelen worden aangewend door de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, bijgestaan door de dienst voor gerechtelijke bescherming.

De directeur treedt onder rechterlijk bevel op.

Dwangmaatregelen worden dus door de jeugdrechtsbank genomen, maar worden door de directeur, die onder de sociale sector ressorteert, aangewend met de bijstand van de dienst voor gerechtelijke bescherming.

Onder aanwending van de maatregelen inzake opgelegde hulpverlening dient te worden verstaan, alles wat, voor de toepassing van een maatregel die door de magistraat wordt beslist, verband houdt met de zogenaamde administratieve beslissingen. Krachtens artikel 38, § 3, komt het aan de jeugdrechter toe de beginselbeslissing over de maatregel te nemen (cf. artikel 38, § 3, 1°, 2° of 3°). Het komt de directeur toe, op grond en binnen de perken van het aldus door de magistraat vastgestelde kader, de dienst of de instelling te kiezen die zich met het kind zal bezighouden, en, zo nodig, ertoe te veranderen.

Elke opgave betreffende het type dienst of plaatsing mag alleen uitzonderlijk in het vonnis voorkomen, want :

— voor elke latere wijziging zou een nieuw vonnis noodzakelijk zijn;

— door het gebrek aan plaats in een dienst zou de rechterlijke beslissing onuitvoerbaar worden.

De Richtlijnen ten aanzien van het gezin of de leefgenoten, genomen bij toepassing van artikel 38, § 3, 1° (voorbeeld : aan een behandeling onderworpen zijn, geen verkeer meer hebben..., niet meer onder hetzelfde dak wonen...) zullen niet de dienst vermelden die voor een eventuele begeleiding zou zorgen, opdat de directeur over de noodzakelijke soepelheid zou kunnen beschikken om de bevoegde en beschikbare dienst op te zoeken.

Indien de contacten van een persoon met de betrokken jongere, in het kader van de aanwending van een maatregel genomen bij toepassing van artikel 38 van het decreet, moeten worden beperkt, dan wordt deze beperking beslist door de directeur die bevoegd is voor de nadere regels voor die aanwending.

Indien het uitdrukkelijk verbod met de jongere in contact te komen aan een bepaalde persoon wordt opgelegd, is het echter wenselijk artikel 38, § 3, 1° van het decreet toe te passen.

De jeugdrechtsbank zal echter ervoor zorgen dat de directeur niet door te strikte Richtlijnen wordt verlamd die hem in de onmogelijkheid zouden stellen om rekening te kunnen houden met de evolutie van een toestand.

Wanneer de directeur voor hulpverlening aan de jeugd een door de jeugdrechtsbank besliste maatregel inzake opgelegde hulpverlening aanwendt, moet hij, voor zover mogelijk, het kind en zijn leefgenoten bij die maatregel betrekken (artikel 7, lid 2).

De directeur wordt er echter niet toe gehouden de toestemming van het kind dat meer dan veertien jaar oud is of van de persoon wiens vroegere weigering werd vastgesteld door de jeugdrechtsbank, te verkrijgen, om een nadere regel voor de toepassing van de door de rechtbank opgelegde maatregel te wijzigen, wanneer hij binnen de door dat gerecht besliste perken blijft.

Op grond van de rechterlijke maatregel, kan de directeur beslissingen van administratieve aard nemen die de nadere regels voor de aanwending van de rechterlijke beslissing vormen, zonder dat de uitdrukkelijke toestemming van de betrokkenen vereist zou zijn (54 en 55).

Voor zover mogelijk worden dezen echter betrokken bij die beslissingen en, als ze van mening zijn dat die moeten worden betwist, kunnen zij, bij toepassing van artikel 37 van het decreet, aan de jeugdrechtsbank mededelen dat zij het niet eens zijn.

Ten slotte kan de directeur voor hulpverlening aan de jeugd een andere maatregel dan de door de rechtbank besliste maatregel treffen waarvoor de partijen hun toestemming geven (56).

Wanneer dat akkoord bereikt is, brengt de directeur er de jeugdrechtsbank en de adviseur van op de hoogte.

De jeugdrechtsbank homologeert dat akkoord; die homologatie maakt een einde aan de gevolgen van de rechterlijke beslissing. Zodra de homologatie is doorgevoerd, kan de nieuwe maatregel waarvoor de partijen hun toestemming hebben gegeven, door de adviseur worden toegepast (57). De rechtbank kan alleen de homologatie weigeren indien de overeengekomen maatregel strijdig is met de openbare orde.

De procedure wordt bij artikel 63 bis, § 2, van de wet van 8 april 1965 geregeld.

Aangezien elke maatregel inzake gespecialiseerde hulpverlening krachtens artikel 10 van het decreet jaarlijks moet worden herzien, betekent de niet-verlenging van de maatregel dat deze een einde neemt. De homologatie door de jeugdrechtsbank is in dit geval niet vereist omdat het niet gaat om de wijziging van een maatregel.

B) Artikel 39 van het decreet — dringende voorlopige maatregelen ten gunste van kinderen in gevaar

Artikel 39 heeft tot doel een antwoord te brengen op de toestanden van dringende noodzakelijkheid. Die bepaling betreft alleen de toestanden waarin voorlopige plaatsingsmaatregelen kunnen worden getroffen door de jeugdrechtbank om een kind dat in gevaar verkeert, te beschermen.

Wanneer het dringend noodzakelijk is te voorzien in de plaatsing van een kind waarvan de lichamelijke of psychische integriteit thans rechtstreeks ernstig bedreigd is, en wanneer er geen toestemming is van de jongere, als hij de leeftijd van veertien jaar heeft bereikt, of, indien hij die leeftijd niet heeft bereikt, van de personen die de jongere in rechte of in feite onder hun bewaring hebben en de personen die het bestuur over de persoon van het kind voeren, kan de jeugdrechtbank; hetzij een voorlopige maatregel van bewaring treffen voor een periode die niet langer dan veertien dagen mag zijn, hetzij de adviseur toelaten het kind beneden de leeftijd van veertien jaar voorlopig te plaatsen voor een periode die niet langer dan veertien dagen mag zijn.

Hier worden dus toestanden bedoeld die zo ernstig zijn dat het kind onmiddellijk dient te worden geplaatst, ofwel tegen zijn zin in en tegen die van hen die het bestuur over zijn persoon voeren wanneer hij meer dan veertien jaar oud is, ofwel tegen de wil in van de personen die hem in feite onder hun bewaring hebben en van hen die het bestuur over zijn persoon voeren wanneer hij minder dan veertien jaar oud is.

Die toestanden worden ter kennis van de rechtbank gebracht door toedoen van het Parket, niet alleen via de gewone wegen van politie of rijkswacht maar ook door de adviseur die geconfronteerd wordt met een uitdrukkelijke weigering van de personen die hun toestemming moeten geven voor een maatregel inzake hulpverlening, terwijl die maatregel noodzakelijk is omwille van een ernstig, rechtstreeks en huidig gevaar waaraan een kind blootstaat.

Dit zou bij voorbeeld het geval zijn indien een kind dat minder dan veertien jaar oud is, mishandeld zou zijn en zijn ouders zouden weigeren dat hij in het ziekenhuis gebracht zou worden of dat hij geplaatst zou worden.

In geval van ernstig gevaar voor de lichamelijke of psychische integriteit van het kind, treedt dus de adviseur bij het Parket op (58).

De procureur des Konings, die door de adviseur op de hoogte van een geval wordt gebracht, behoudt zijn bevoegdheid te oordelen of dat geval vóór de jeugdrechtbank moet worden gebracht.

Op vordering van het Parket, wanneer de jeugdrechtbank de dringende noodzakelijkheid en het ernstig gevaar dat de lichamelijke of psychische integriteit van het kind thans rechtstreeks bedreigt, vaststelt, dan geeft die rechtbank een voorlopige beschikking waarbij ofwel hijzelf een voorlopige maatregel van bewaring tref, ofwel hij de adviseur toelaat het kind beneden de leeftijd van veertien jaar voorlopig te plaatsen.

Artikel 52ter van de wet van 8 april 1965 is van toepassing op die beschikking krachtens artikel 63quater van dezelfde wet.

De magistraat oordeelt in hoogste feitelijke aanleg wat de keuze moet zijn en beslist op grond van de feitelijke omstandigheden die eigen zijn aan het geval.

Voorrang wordt gegeven aan de plaatsing bij een leefgenoot indien dit niet strijdig is met het belang van het kind.

Indien geen enkele betrouwbare leefgenoot, vreemd aan de ernstige bedreiging, bereid is het kind voorlopig onder zijn bewaring te nemen, kunnen de jeugdrechtbank en de adviseur het kind in een erkende residentiële dienst plaatsen.

In ieder geval mag de voorlopige plaatsing, in principe, niet langer duren dan veertien dagen.

Zodra de adviseur kennis neemt van de beschikking waarbij de maatregel toegelaten of genomen wordt, onderneemt hij zijn sociaal werk (59). De adviseur onderzoekt met het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten de aanwending van een aanvaarde hulp.

Hij zal tot doel hebben, vóór het verstrijken van de termijn van veertien dagen, de toestemmingen te verkrijgen die nodig zijn voor de aanwending van die vrijwillige hulp.

Zou de jeugdrechtbank geen informatie van de adviseur vóór de termijn van veertien dagen krijgen, dan zou zij moeten besluiten dat de verlenging noodzakelijk is, rekening houdend met de verplichting de procedure binnen de vereiste termijn toe te passen.

Indien de adviseur de toestemming krijgt, wordt een afschrift ervan aan de jeugdrechtbank bij aangetekende brief onverwijld ter kennis overgezonden. De uit die toestemming voortvloeiende nieuwe maatregel wordt door de adviseur aangewend zodra hij door de jeugdrechtbank is gehomologeerd of zodra de rechtbank haar vorige beslissing heeft ingetrokken (60). De rechtbank kan de homologatie alleen weigeren indien de maatregel strijdig is met de openbare orde.

De procedure wordt bij artikel 63bis; § 2, van de wet van 8 april 1965 geregeld.

Indien de adviseur, bij het verstrijken van de periode van veertien dagen, niet tot een akkoord heeft kunnen komen met de betrokkenen, kan de jeugdrechtbank de voorlopige plaatsingsmaatregel voor een maximumduur van zestig dagen verlengen.

In dit laatste geval zendt de adviseur binnen de kortst mogelijke termijn, zo mogelijk zodra de termijn van de eerste periode van 14 dagen verstreken is, een samenvattende nota betreffende de toestand aan de procureur des Konings over, om de termijnen van de gerechtelijke procedure in acht te nemen indien de toepassing van artikel 38 noodzakelijk moest blijken.

Gedurende die verlengingsperiode, zet de adviseur zijn sociaal werk voort om de toestemmingen van de betrokken personen te verkrijgen.

Onverminderd artikel 51 van het decreet, is het niet wenselijk dat de dienst voor gerechtelijke bescherming zou optreden bij de uitvoering van de voorlopige maatregel van bewaring, om elke interferentie met het optreden van de adviseur te voorkomen.

Gedurende die periode van 14 dagen + 60 dagen, kan de dienst voor gerechtelijke bescherming bijgevolg niet optreden bij het instellen van onderzoeken met het oog op de toepassing van artikel 38.

Het is de opdracht van de adviseur met het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten de aanwending van een aanvaarde hulp te onderzoeken.

De dringende maatregelen die ten aanzien van het kind te nemen zijn, hoeven namelijk niet van ambtswege van de rechterlijke macht afhankelijk te worden gemaakt.

Het beginsel van de onttrekking aan de rechterlijke macht brengt dat systeem met zich mede, met dien verstande dat aan de adviseur de mogelijkheid wordt gegeven om de vrijwillige hulp aan te wenden totdat door de omstandigheden verantwoord wordt dat de rechtbank een maatregel bij vonnis neemt op grond van artikel 38 (61).

Indien het gedurende die verlengingsperiode tot een akkoord komt, wordt het systeem van toegestane hulp aangewend volgens dezelfde nadere regels als deze die hierboven onderzocht worden met betrekking tot de eerste periode van veertien dagen.

Indien het daarentegen bij het verstrijken van de verlengingsperiode van maximaal zestig dagen niet tot een akkoord heeft kunnen komen en indien de gevaarlijke toestand blijft bestaan, dan moet de jeugdrechtbank optreden om de hulpverlenende maatregelen te treffen die onder zijn algemene bevoegdheid vallen krachtens artikel 38 van het decreet.

Er dient op te worden gewezen dat, zolang de op grond van de dringende noodzakelijkheid getroffen voorlopige plaatsingsmaatregel — gedurende de eerste periode van veertien dagen en eventueel gedurende de maximale verlenging van zestig dagen — duurt, de uitvoering en de aanwending van die maatregel zullen worden waargenomen door de jeugdrechtbank en de procureur des Konings en niet door de directeur voor hulpverlening aan de jeugd (62). Gedurende die gehele periode is die maatregel alleen voorlopig en wordt bijgevolg door de rechter en het Parket uitgevoerd (63).

TITEL VII. — Maatregelen tot hulpverlening aan verlaten kinderen (artikelen 40 tot 42)

Om voorrang te kunnen verlenen aan het principe van hulpverlening in het leefmilieu en opdat de jongere die toch zou moeten zijn geplaatst, zo vroeg mogelijk in zijn gezin zou kunnen terugkeren of, zo niet, in een gezin zou kunnen worden ondergebracht, of geadopteerd, bepaalt het decreet dat elke dienst (64) die kinderen doorgaans opneemt op aanvraag van het gezin of van de adviseur, of ter uitvoering van een beslissing van de jeugdrechtbank, om de zes maand aan de afgevaardigde van de minister een verslag richt over de plaatsing van ieder kind, dat inzonderheid een evaluatie inhoudt :

- 1° van het verloop van de plaatsing ten opzichte van de persoonlijkheid van het kind;
- 2° van de gezinstoestand;
- 3° van de contacten van het kind met zijn gezin (artikel 40).

Het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt immers dat het geplaatste kind recht heeft op een periodiek onderzoek van de omstandigheden betreffende zijn plaatsing en betreffende zijn behandeling.

Volgens de Memorie van Toelichting van het decreet (65), heeft dat verslag twee doelstellingen : een onrechtstreekse en een rechtstreekse.

De onrechtstreekse doelstelling bestaat erin de sociaal-educatieve ploeg van elke huisvestingsdienst bewust te maken van het lot van ieder kind dat er geplaatst is, en een verandering van de mentaliteit van de mensen te veroorzaken. Het wezen van de opdracht van een huisvestingsdienst is niet zozeer een kind vanaf zijn geboorte tot zijn meerderjarigheid op te voeden maar eerder het natuurlijk gezin te vervangen gedurende de tijd die noodzakelijk is om een geschikter oplossing te vinden.

De rechtstreekse doelstelling van het evaluatieverslag bestaat erin aan de administratie de mogelijkheid te geven om verlaten kinderen of kinderen die worden bedreigd het te worden, op te sporen.

Nadat de afgevaardigde van de minister het evaluatieverslag dat hem werd medegedeeld, heeft onderzocht, brengt hij de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd van de verblijfplaats van het kind op de hoogte van de in artikel 370bis van het Burgerlijk Wetboek omschreven gevallen van verlaten kinderen en deelt hem daartoe het verslag mede (artikel 41).

Wanneer het verslag de toestand van een verlaten kind beschrijft, vraagt de adviseur aan de sociale afdeling te zoeken naar de oorzaken van de onderbreking van de contacten tussen het kind en zijn oorspronkelijk gezin, en wendt, in voorkomend geval, de hulpverlenende maatregelen aan die dit proberen te verhelpen.

De adviseur moedigt de terugkeer van de verlaten kinderen in het gezin aan.

Indien de uitvoering van de door de adviseur aangewende hulpverlenende maatregelen de toestand van het verlaten kind niet verandert, kan de vordering tot verlatenverklaring bepaald in artikel 370bis, § 3, van het Burgerlijk Wetboek door de adviseur vóór de jeugdrechtbank worden gebracht (66).

In het kader van die procedure is bepaald dat de jeugdrechtbank een voogd aanwijst die met de uitoefening van het ouderlijk gezag wordt belast en voor de adoptie van het kind moet zorgen. De adviseur kan door de jeugdrechtbank, voor de door deze vastgestelde periode, worden aangewezen om de voogdij over het verlaten verklaarde kind uit te oefenen. De als voogd aangewezen adviseur zorgt er inzonderheid voor dat het kind wordt geadopteerd telkens als die oplossing als gunstiger blijkt voor het kind.

De bevoegde administratie verleent haar medewerking aan de adviseur voor de adoptie van verlaten verklaarde kinderen. Zij kan door de jeugdrechtbank eveneens worden belast, onder controle van deze rechtbank en totdat het kind is geadopteerd, met het toezicht op de omstandigheden waarin de opvoeding verloopt van de kinderen die, met toepassing van artikel 370ter van het Burgerlijk Wetboek, toevertrouwd zijn aan een persoon met wie ze een gezinsverband hebben.

De bevoegde administratie zendt aan de jeugdrechtbank de namen over van de personen die zich kandidaat stellen om, op initiatief van de adviseur, de verlaten verklaarde jongere te adopteren, en die bereid zijn, in afwachting van de adoptie, de voogdij over het kind uit te oefenen (artikel 42).

Voor het onderzoek van de aanvragen om adoptie, kan de administratie de sociale afdeling van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd, of elke andere erkende dienst, alle onderzoeken doen verrichten naar de kwaliteit van de opvang die de kandidaat-adoptanten aan kinderen kunnen bieden op gezins-, opvoedings- en psychologisch vlak.

TITEL VIII. — Erkenning en subsidies (artikelen 43 tot 50)

HOOFDSTUK I

Erkenning van de niet-residentiële diensten en van de residentiële diensten (artikelen 43 tot 49)

1) Erkenning

Het decreet bepaalt dat iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die zich bereid verklaart, met de steun van subsidies, gewoonlijk huisvesting of hulp te verlenen aan jongeren krachtens dat decreet, daartoe door de Regering erkend moet zijn.

Kunnen echter, volgens door de Regering nader te bepalen regels, subsidies genieten, de niet erkende natuurlijke of rechtspersonen die bij gelegenheid hun medewerking verlenen voor de toepassing van het decreet (artikel 43).

De Regering stelt de algemene erkenningsvoorwaarden vast, nadat ze het advies van de Raad voor hulpverlening aan de jeugd van de Franse Gemeenschap heeft ingewonnen (artikel 44).

Die voorwaarden hebben inzonderheid betrekking op :

- 1° de rechten en plichten van de jongeren, hun gezin en hun leefgenoten;
- 2° het opvoedingsproject, het onderwijs, de beroepsopleiding en het huishoudelijk reglement dat op de jongeren toepasselijk zijn;
- 3° de normen en de deontologieregels van het personeel;
- 4° de periodiciteit en de inhoud van de inlichtingen betreffende de normen inzake veiligheid, gebouwen en uitrustingen, boekhouding en beheer, die aan de administratie moeten worden medegedeeld;
- 5° de periodiciteit en de inhoud van de inlichtingen betreffende de hulpverlening, die moeten worden medegedeeld aan de overheden die de maatregel ten aanzien van de jongere hebben getroffen of aan deze die de maatregel toepassen.

De Regering stelt, nadat ze het advies van de Raad voor hulpverlening aan de jeugd van de Franse Gemeenschap heeft ingewonnen, de procedure voor de erkenning van de diensten vast. Ze beslist over de aanvragen om erkenning bij een met redenen omklede beslissing, nadat ze het advies heeft ingewonnen van de bij het decreet opgerichte erkenningscommissie (artikelen 45 en 46).

Die commissie is belast met het uitbrengen van adviezen over de erkenningsaanvragen.

Die commissie is samengesteld uit negentwintig leden.

Wanneer de commissie de individuele erkenningsaanvragen onderzoekt, brengt ze twee adviezen uit.

Het eerste advies heeft betrekking op de opportuniteit het project tot stand te brengen op grond van de programatiecriteria bepaald door de Raad voor hulpverlening aan de jeugd van de Franse Gemeenschap. Dit advies houdt rekening met de verantwoording van de creatie van nieuwe projecten en de wijziging van bestaande projecten, op grond van hun specificiteit, de plaats waar ze gelegen zijn en hun begrotingsaspecten.

Het tweede advies heeft betrekking op de naleving van de normen inzake erkenning en subsidiëring.

Ten slotte stelt de Regering de nadere regels vast voor de werking van de erkenningscommissie. Ze bepaalt de termijnen binnen welke de adviezen moeten worden uitgebracht en de procedure die te volgen is indien ze niet worden nageleefd.

Wanneer wordt vastgesteld dat de natuurlijke persoon of de rechtspersoon niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, of dat hij weigert te voldoen of niet voldoet aan de verplichting om de zes maand aan de afgevaardigde van de minister het verslag over ieder geplaatst kind mede te delen, kan hij door de Regering worden aangemaand zich naar die voorwaarden of verplichtingen te schikken binnen een termijn die zij naar gelang van het geval bepaalt. Indien niet wordt voldaan aan die aanmaning, kan de Regering, nadat ze het advies van de erkenningscommissie heeft ingewonnen, bij een met redenen omklede beslissing de erkenning intrekken (artikel 48).

Wanneer de natuurlijke persoon die een dienst beheert en er de werkelijke leiding van heeft, wordt vervangen, moet de erkenning worden bevestigd volgens door de Regering nader te bepalen regels. In hetzelfde geval, kan de erkenning worden geschorst volgens door de Regering nader te bepalen regels (artikel 49).

2) Subsidies

De Regering bepaalt het bedrag van de subsidies waarop de krachtens het decreet erkende diensten of personen aanspraak kunnen maken, voor de opvang van de jongeren die aan hen worden toevertrouwd (artikel 47).

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de adoptie-instellingen* (artikel-50)

1) Erkenning

Adoptie, als burgerrechtelijke aangelegenheid, behoort tot de bevoegdheid van de federale wetgever. De maatregelen die te nemen zijn om die instelling te bevorderen, behoren echter tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen.

Het decreet van de Franse Gemeenschap bepaalt dat alleen een publiekrechtelijke rechtspersoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon, indien deze laatste een vereniging zonder winstoogmerk is, als tussenpersoon kan dienen voor de adoptie van een kind. Ze moet daartoe vooraf zijn erkend (artikel 50).

De erkenning van natuurlijke personen is niet toegelaten (67)

De Regering stelt de erkenningsvoorwaarden en erkenningsprocedures vast.

Het decreet stelt niettemin zelf een aantal voorwaarden vast.

Om de erkenning te bekomen en te behouden, moet de adoptie-dienst inzonderheid aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het maatschappelijk doel van de instelling moet hoofdzakelijk gericht zijn naar de activiteit van tussenpersoon voor de adoptie van kinderen;

2° de instelling moet bestaan in of begeleid worden door een pluridisciplinaire ploeg waarvan de Regering de samenstelling bepaalt;

3° zijn activiteiten moeten de volgende punten omvatten :

a) informatie aan de oorspronkelijke ouders, indien ze in België verblijven, en aan de kandidaat-adoptanten, over de voorwaarden en de rechtsgevolgen van adoptie, over de psychologische implicaties, en over de duur en de kosten van de adoptieprocedure;

b) het medisch-sociaal-psychologisch onderzoek van het kind, van de oorspronkelijke ouders, indien ze in België verblijven, en van de kandidaat-adoptanten;

c) de voorbereiding en de begeleiding van de kandidaat-adoptanten, van het kind en van de oorspronkelijke ouders, indien ze in België verblijven;

d) in geval van internationale adoptie, de verplichte medewerking met de buitenlandse instellingen die daartoe door de Staat van herkomst van het kind zijn erkend, voor zover een erkenningsprocedure in dat land bestaat en vereist is, en voor zover die buitenlandse instellingen hun opdrachten vervullen met inachtneming van de grondrechten die worden gewaarborgd door het Verdrag inzake de rechten van het kind;

e) het periodiek uitbrengen van een omstandig verslag over deze verschillende activiteiten aan de bevoegde administratie;

f) de voortgezette opleiding van de leden van de pluridisciplinaire ploeg.

Nadat de Regering het advies van de erkenningscommissie heeft ingewonnen, beslist ze bij een met redenen omklede beslissing over de erkenningsaanvragen.

Wanneer vastgesteld wordt dat een adoptie-instelling niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, kan de Regering die aanmanen zich naar deze voorwaarden te schikken binnen een termijn van acht dagen tot zes maanden, naar gelang van het geval.

Indien niet wordt voldaan aan die aanmaning, kan de Regering de erkenning bij een met redenen omklede beslissing intrekken, na advies van de erkenningscommissie.

De Regering doet de adoptie-instellingen inspecteren door de ambtenaren die ze daartoe machtigt.

2) Subsidies

De Regering stelt het bedrag vast van de subsidies waarop de erkende adoptie-instellingen aanspraak kunnen maken (artikelen 50, § 2).

TITEL IX. — Algemene bepalingen (artikelen 51 tot 54)

1) De dienst voor gerechtelijke bescherming (artikel 51)

Er wordt een dienst voor gerechtelijke bescherming ter beschikking gesteld van elke jeugdrechtsbank en elke jeugdkamer in hoger beroep in de Franse Gemeenschap.

Deze dienst is de tegenhanger van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd die in elk gerechtelijk arrondissement wordt opgericht en ter beschikking wordt gesteld van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd.

De dienst voor gerechtelijke bescherming wordt geleid door de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, die belast is met de aanwending van de maatregelen inzake opgelegde hulpverlening en met de uitvoering van de maatregelen voor jeugdbescherming die door het jeugdrecht worden getroffen.

De directeur en zijn dienst kunnen dus slechts optreden binnen de perken van de toepassing van de wet van 8 april 1985 betreffende de jeugdbescherming of van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Om de directeur in de mogelijkheid te stellen om de maatregelen inzake opgelegde hulpverlening zo goed mogelijk aan te wenden, is het onontbeerlijk dat de jeugdrechtsbank of de jeugdkamer in hoger beroep hem de maatregelen mededeelt die zij in het kader van de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdbescherming neemt, of het nu gaat om maatregelen ten aanzien van de jongeren of ten aanzien van de ouders (voogdij voor sinderbijslag, ontzetting uit het ouderlijk gezag), met of zonder kosten, of om het einde van een maatregel of het reponeren van een zaak.

In geval van ontzetting uit het ouderlijk gezag, moet de adviseur kunnen beschikken over de gerechtelijke stukken die nuttig zijn voor het beheer van de toestand bij toepassing van artikel 36, § 7, van het decreet.

Op aanvraag van de jeugdrechtsbank of van de jeugdkamer in hoger beroep, vertrouwt de directeur de opdrachten van een sociale dienst aan de dienst voor gerechtelijke bescherming toe (68).

De dienst voor gerechtelijke bescherming bestaat uit twee afdelingen: de sociale afdeling en de administratieve afdeling.

Indien de lokalisatie van de diensten dit mogelijk maakt, kunnen echter de administratieve afdeling van de dienst voor gerechtelijke bescherming en die van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd in één enkele afdeling worden gegroepeerd bij beslissing van de Regering.

Er dient op te worden gewezen dat de dienst voor gerechtelijke bescherming, krachtens artikel 51 van het decreet, ter beschikking wordt gesteld niet alleen van elke rechtsbank maar ook van elke jeugdkamer in hoger beroep.

2) Administratieve controle (artikel 52)

De Regering van de Franse Gemeenschap oefent de administratieve controle uit over de personen, diensten en instellingen die het decreet inzake hulpverlening aan de jeugd mede toepassen.

Aan de Regering wordt kennis gegeven van elke beslissing die krachtens het decreet werd genomen, wanneer ze uitgaven ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap ten gevolge heeft.

Ze doet door de ambtenaren die ze daartoe machtigt de volgende diensten en instellingen inspecteren:

- de diensten en instellingen die in het kader van het decreet erkend zijn;
- de dienst voor hulpverlening aan de jeugd alsook de dienst voor gerechtelijke bescherming;
- de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes;
- de niet-erkende diensten en de personen die bij gelegenheid hun medewerking verlenen voor de toepassing van het decreet.

3) Het centrum voor informatie, opleiding en vervolmaking in de sector hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming (artikel 53)

Het centrum voor informatie, opleiding en vervolmaking in de sector hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming heeft inzonderheid als opdracht:

- aan het publiek informatie te verstrekken over hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, en de statistieken betreffende de toepassing van het decreet jaarlijks bekend te maken;
- te voorzien in de beroepsopleiding en -vervolmaking van het personeel van de diensten van de bevoegde administratie;

— de onderzoeksacties inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming te centraliseren, overleg te organiseren tussen de personen die hun medewerking verlenen voor de toepassing van de maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd of jeugdbescherming, en hun opleiding aan te moedigen.

Wat de privé-diensten betreft, bepaalt het decreet dat de beroepsopleiding en -vervolmaking van hun personeel kan worden verstrekt door privé-instellingen die door de Regering worden erkend en gesubsidieerd (artikel 54).

TITEL X. — Financiële bepalingen
(artikelen 55 en 56)

Het decreet bepaalt dat de jongeren en de personen die hun levensonderhoud verschuldigd zijn, ertoe kunnen worden gehouden een bijdrage te leveren in de kosten die voortvloeien uit de bij toepassing van het decreet genomen maatregelen.

Die bijdrage wordt, volgens de door de Regering vast te stellen criteria en nadere regels, bepaald hetzij door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, als het gaat om een vrijwillige hulp (artikel 36, § 6, van het decreet) of om een hulp die opgelegd wordt bij een voorlopige rechterlijke beslissing (artikel 39 van het decreet), hetzij door de directeur voor hulpverlening aan de jeugd als het gaat om een hulp die bijeen vonnis ten gronde wordt opgelegd (artikel 38 van het decreet) of om een maatregel inzake gerechtelijke bescherming getroffen ten aanzien van een minderjarige delinquent (wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming).

De jeugdrechtsbank beslist over de beroepen die worden ingesteld tegen de aldus vastgestelde bijdragen.

Ook al moet een andere onderhoudsplichtige dan een bloedverwant in de opgaande lijn in de eerste graad een bijdrage betalen, toch heeft die onderhoudsplichtige recht op subsidies, wanneer de hulp door zijn bemiddeling wordt verleend (69).

De invordering van de kosten die ten laste van betrokkenen komen, geschiedt door bemiddeling van het bestuur der registratie en domeinen (70). De vordering verjaart door verloop van vijf jaren (71).

Ten slotte bepaalt het decreet dat het ministerie bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de kosten terugbetaalt die werden gemaakt bij de uitvoering van hun wettelijke opdracht inzake maatschappelijke hulpverlening aan de jongeren bedoeld bij het decreet.

TITEL XI. — Strafbepalingen
(artikelen 57 tot 61)

1) Artikel 57 van het decreet

De eerste strafbepaling van het decreet betreft het beroepsgeheim.

Artikel 57 bepaalt dat artikel 458 van het Strafwetboek, onverminderd de toepassing van de artikelen 29 en 30 van het Wetboek van Strafvordering, toepasselijk is op de personen die hun medewerking verlenen voor de toepassing van het decreet.

De personen die optreden inzake hulpverlening aan de jeugd of jeugdbescherming, dragen dan ook kennis van geheimen die hun zijn toevertrouwd bij de uitoefening van hun opdracht en die op die opdracht betrekking hebben.

Daarom wordt artikel 458 van het Strafwetboek op hen toepasselijk gemaakt.

Artikel 57 van het decreet inzake hulpverlening aan de jeugd bepaalt bovendien dat de personen die hun medewerking verlenen voor de toepassing van het decreet, ertoe worden gehouden de bevoegde overheden op de hoogte te brengen, wanneer ze kennis dragen van een misdrijf bedoeld in de artikelen 398 tot 405 van het Strafwetboek dat gepleegd is tegen de personen bedoeld in artikel 410 van het Strafwetboek.

De wil van de decreetgever komt zeer duidelijk tot uiting in de voorbereidende teksten (72) van het decreet: mishandelde kinderen moeten worden beschermd:

« Te vaak aarzelen vakmensen de gevallen van mishandelde kinderen waarvan ze kennis dragen, ter kennis van de overheden te brengen, onder voorwendsel dat ze door het beroepsgeheim gebonden zijn. Behalve het feit dat de personen die met een openbaar ambt bekleed zijn, krachtens artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering, ertoe worden gehouden die gevallen bij het Parket aan te geven, moest worden bepaald dat iedere persoon, ook al is hij met geen openbaar ambt bekleed en ook al is hij door het beroepsgeheim gebonden, ertoe gehouden is de overheid ervan op de hoogte te brengen. »

2) Artikel 58 van het decreet

Artikel 58 bepaalt dat hij die doorgaans jongeren opneemt onder voorwendsel van de toepassing van het decreet, zonder daartoe erkend te zijn, of met overtreding van een beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning, gestraft wordt met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfduizend frank, of met één van die straffen alleen.

Doel is, via strafsancities, de bepalingen betreffende de erkenning van residentiële diensten te doen naleven.

3) Artikel 59 van het decreet

Hij die weigert te voldoen aan de verplichtingen bedoeld bij artikel 40 of opzettelijk niet voldoet aan die verplichtingen, wordt gestraft met geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank.

4) Artikel 60 van het decreet

Hij die de verplichtingen opgelegd bij de beslissingen inzake bijdrage genomen bij toepassing van artikel 55 van het decreet niet nakomt, wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van artikel 391bis van het Strafwetboek met betrekking tot het misdrijf verlaten van familie.

5) Artikel 61 van het decreet

Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig tot vijfhonderd frank, of met één van die straffen, wordt gestraft, iedere natuurlijke persoon die doorgaans als tussenpersoon dient voor adoptie of iedere natuurlijke persoon die de leiding heeft van een adoptie-instelling die niet daartoe krachtens het decreet werd erkend.

Doel is de bepaling van artikel 50 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen te doen naleven.

TITEL XII. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen
(artikelen 62 tot 64)

HOOFDSTUK I

Wijzigingen aan de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wat de Franse Gemeenschap betreft
(artikel 62)

Artikel 62 van het decreet bepaalt een aantal wijzigingen aan de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wat de Franse Gemeenschap betreft.

Er moet op worden gewezen dat inzonderheid de artikelen 30, 31 en 36, lid 1, 1^o, 2^o en 3^o (73) van de wet van 8 april 1965 worden opgeheven.

De artikelen 52 en 53 van dezelfde wet worden eveneens opgeheven voor wat betreft de minderjarigen in gevaar, hen tegen wie ouderlijke klachten wegens wangedrag zijn ingediend en hen die bedelend of zwerfend worden aangetroffen... (artikel 62, § 9, van het decreet). De opheffing betreft niet de minderjarige delinquenten (74).

Een wijziging die aan artikel 52 door de federale wetgever wordt aangebracht, bepaalt overigens dat de bepalingen van dat artikel niet toepasselijk zijn op kinderen van personen wier ontzetting uit het ouderlijk gezag wordt vervolgd. De hulpverlening aan die kinderen behoort dan ook tot het toepassingsgebied van het decreet.

HOOFDSTUK II

Wijzigingen aan het decreet van 29 april 1985 betreffende de bescherming van de mishandelde kinderen (artikel 63)

Artikel 63 van het decreet van 4 maart 1991 wijzigt het decreet van 29 april 1985 betreffende de bescherming van de mishandelde kinderen.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan het decreet van 14 mei 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming* (artikel 64)

Het decreet van 14 mei 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming wordt opgeheven.

TITEL XIII. — *Overgangsbepalingen*

(artikelen 65 tot 67)

Krachtens artikel 65 beschikken de personen en diensten die, vóór de inwerkingtreding van het decreet, werden erkend of een overeenkomst hebben gesloten om huisvesting of hulp te verlenen aan minderjarigen bij toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, over een periode van één jaar, vanaf de datum waarop de door de Regering vast te stellen normen in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt, om hun erkenning aan te vragen, overeenkomstig het decreet.

Artikel 67, § 1, bepaalt dat :

« Indien een rechtspleging vóór een jeugdgerecht aan de gang is op de dag waarop het decreet in werking treedt, die rechtspleging bij dat gerecht aanhangig gemaakt blijft.

Het gerecht echter alleen hetzij de minderjarige kan berispen, hetzij het dossier uit handen geven en het aan de bevoegde adviseur doorgeven. »

Luidens artikel 67, § 2, lid 1, nemen de toezichtmaatregelen die bij toepassing van artikel 37, 2^o, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming zijn uitgesproken ten aanzien van de minderjarigen bedoeld in artikel 36, 1^o, 2^o en 3^o, van dezelfde wet, een einde binnen drie maanden na de inwerkingtreding van het decreet, tenzij ze worden verlengd bij beslissing van de adviseur na informatie vanwege de rechtbank, op aanvraag (met de toestemming) van de betrokkenen (75).

De verlenging van de toezichtmaatregelen hangt dus aanvankelijk af van een initiatief van de rechtbank, die zal beslissen de adviseur al dan niet op de hoogte te brengen : de dossiers zullen dus niet automatisch aan de adviseur worden doorgezonden. Ook al brengt de rechtbank de adviseur op de hoogte, toch kan deze de toezichtmaatregel alleen op aanvraag van de betrokkenen, dit is met hun toestemming, verlengen (76).

Krachtens artikel 67, § 2, lid 2, « nemen de plaatsingsmaatregelen uitgesproken ten aanzien van de minderjarigen bedoeld in artikel 36, 1^o, 2^o en 3^o, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming een einde binnen zes maanden na de inwerkingtreding van het decreet, tenzij ze worden verlengd bij beslissing van de adviseur na informatie vanwege de jeugdrechtbank, op aanvraag van de betrokkenen ».

De door de jeugdrechtbank uitgesproken plaatsingsmaatregelen nemen dus een einde binnen zes maanden na de inwerkingtreding van artikel 67 van het decreet, tenzij ze door de adviseur worden verlengd :

— na informatie vanwege de rechtbank;

De rechtbank heeft de bevoegdheid om de adviseur al dan niet op de hoogte te brengen. De dossiers worden niet automatisch doorgezonden. De betrokkenen zijn evenwel niet zonder verhaal indien de rechtbank beslist de adviseur niet op de hoogte te brengen, terwijl zij zelf wensen dat de maatregel wordt verlengd : ze hebben immers de mogelijkheid om zich in dat geval rechtstreeks tot de adviseur te richten om de hulpverlenende maatregel aan te vragen (77).

— op aanvraag van de betrokkenen.

Ten slotte dient erop te worden gewezen dat de termijnen van drie maanden en zes maanden maximum-termijnen zijn.

Het is dus niet onmogelijk :

— ofwel dat de adviseur, op grond van de informatie die door de rechtbank verstrekt wordt, en met de toestemming van de betrokkenen, vóór die termijnen de verlenging van de maatregel beslist;

— ofwel dat de rechtbank, die het toezicht blijft uitoefenen op de uitvoering van de maatregel, totdat die termijnen verstreken zijn (en voor zover de adviseur niet daarvoor is opgetreden) een einde maakt aan die maatregel vóór de termijn van drie maanden of zes maanden naar gelang van het geval.

Voor de maatregelen inzake opvoedingsbijstand genomen bij toepassing van de artikelen 30 en 31 van de wet van 8 april 1965 is er geen overgang. Ze nemen dan ook een einde zodra het decreet (cfr. artikel 62, § 3) in werking treedt, en het is wenselijk dat de jeugdrechtbank de gezinnen daarvan op de hoogte brengt.

TITEL XIV. — *Slothebaling*

(artikel 68)

Luidens artikel 68 van het decreet, stelt de Regering, voor elke bepaling van het decreet, de datum van inwerkingtreding vast.

Op de datum van bekendmaking van deze omzendbrief is bijna het geheel van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd van toepassing, rekening houdend met de gelijktijdige bekendmaking van het besluit tot vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van de bepalingen die inzonderheid betrekking hebben op de bevoegdheden van de jeugdrechtbank.

De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort,
M. Lebrun.

De Minister van Justitie,
M. Wathelet.

- (2) Stuk van de Raad van de Franse Gemeenschap, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 4; nr. 2, bl. 3.
- (3) Integr. versl. nr. 10 (1990-1991), bl. 7.
- (4) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 4.
- (5) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 4; integr. versl. — nr. 10 (1990-1991), bl. 7.
- (6) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 5 en 6.
- (7) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 2; nr. 2, bl. 3; integr. versl. — nr. 10 (1990-1991), bl. 7.
- (8) De voorbereidende teksten bepalen zelfs dat de ontzette ouders eveneens deel uitmaken van het gezin, zelfs wanneer de ontzetting betrekking heeft op het recht van bewaring (St. Raad, 165 (1990-1991), nr. 1, bl. 10).
- (9) Luidens het decreet is de vervangende voogd de persoon die door de jeugdrechtsbank wordt aangewezen om de rechten waaruit de ouders of één van hen ontzet zijn, uit te oefenen, en om de hieruit voortvloeiende verplichtingen te vervullen (artikel 1 — 16°).
- (10) De eerste zijn onder meer de centra voor opvoedkundige voorlichting, de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties, de diensten voor hulpverlening in open milieu, de diensten voor vervangende voogdij; de tweede zijn, enerzijds, de instellingen die huisvesting aan jongeren bieden en, anderzijds, de diensten voor plaatsing in gezinnen.
- (11) Zie supra.
- (12) De privaot- of publiekrechtelijke rechtspersoon die als tussenpersoon dient voor de adoptie van Belgische of buitenlandse minderjarigen, of die het kind aan één kandidaat-adoptant of aan kandidaat-adoptanten toevertrouwt, of die deelneemt aan de verwezenlijking van een adoptie door het dossier van de adoptant(en) over te zenden aan private verenigingen of personen die een kind in België of in het buitenland in adoptie kunnen stellen.
- (13) De voorbereidende teksten bepalen dat de zedelijkheid bedoeld in artikel 36, lid 1, 2°, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, omwille van de evolutie van de zeden, enerzijds, en van haar subjectief karakter, anderzijds, niet meer in aanmerking komt als criterium voor het gevaar lopen als zodanig. Dit neemt niet weg dat sommige omstandigheden die een zedelijk gevaar bieden, duidelijk worden gedekt door het toepassingsgebied van het decreet wanneer zij een invloed hebben op de omstandigheden waarin het kind wordt opgevoed (St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 11).
- (14) Zonder echter afbreuk te doen aan de beginselen inzake burgerlijk recht met betrekking tot de rechtsonbekwaamheid van de minderjarige en zonder afbreuk te doen aan de verplichtingen die hieruit voortvloeien, zowel vanwege de jongere zelf als vanwege de mensen die het bestuur over zijn persoon hebben (St. Raad, 165 (1990-1991), nr. 1, bl. 12).
- (15) St. Raad, 165 (1990-1991), nr. 1, bl. 12.
- (16) Zie infra.
- (17) De personen wier gezondheidstoestand hen in de onmogelijkheid stelt om te worden gehoord, hebben de mogelijkheid om een persoon van hun keuze te machtigen om hun standpunt uit te drukken (artikel 6, lid 2).
- (18) Daar de reikwijdte van het decreet van sociale aard is, wijkt de decreetgever af van de regels die worden uitgevaardigd door het burgerlijk recht betreffende de rechtsonbekwaamheid van de minderjarigen en hun wettelijke vertegenwoordigers.
- (19) Integr. versl. — nr. 10 (1990-1991), bl. 8 en 9.
- (20) Dit zijn: de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur, de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en voor hulpverlening aan de jeugd, het bestuur bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming, de niet-residentiële erkende diensten — centra voor opvoedkundige voorlichting, diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties, diensten voor hulpverlening in open milieu, dienst voor vervangende voogdij, de residentiële erkende diensten — instellingen die huisvesting aan jongeren bieden — diensten voor plaatsing in gezinnen, de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming met open en gesloten regimes.
- (21) Zie supra.
- (22) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 16; integr. versl. — nr. 10 (1990-1991), bl. 9.
- (23) Zie supra.
- (24) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 17.
- (25) Wanneer de jeugdrechtsbank ten aanzien van een persoon die een als misdrijf gekwalificeerd feit heeft gepleegd, voorlopig een van de maatregelen neemt bedoeld in artikel 37, § 2, 4°, kan zij, omwille van de noodwendigheden van het opsporingsonderzoek of van het gerechtelijk onderzoek en voor een hernieuwbare termijn van maximum dertig dagen, bij gemotiveerde beslissing de jongere vrij verkeer verbieden met de personen die zij bij naam aanwijst, zijn advocaat uitgezonderd (zie artikel 52 lid 3 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming).
- (26) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bladzijde 17.
- (27) In het decreet staat niet uitdrukkelijk vermeld om welke vervolgingen en beroepen het gaat, in tegenstelling tot de wens die de Raad van State daarover in zijn advies had uitgedrukt (zie advies L.19653/2/V, bl. 25). Nadat de Gemeenschapsraad zich zal hebben uitgesproken, zouden die procedures moeten worden geregeld bij een decreet of een verordening, naargelang het om straf- of administratieve sancties gaat (zie St. Raad, 165 (1990-1991), nr. 1, bl. 22).
- (28) Zie supra.
- (29) St. Raad, 165 (1990-1991), nr. 1, bl. 23.
- (30) Het gaat om het gerechtelijk arrondissement.
- (31) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bladzijde 10.
- (32) Over het begrip aanwending, zie infra het onderzoek van artikel 38.
- (33) Artikel 139 van het Gerechtelijk Wetboek: « het openbaar ministerie vervolgt ambtshalve de tenuitvoerlegging van de rechterlijke beslissingen in verband met alle bepalingen die de openbare orde raken; ten aanzien van particulieren kan het, op een daartoe gedaan verzoek, hetzij de gerechtsdeurwaarder gelasten op te treden, hetzij de sterke arm vorderen indien dit nodig is. »
- De directeur kan de procureur des Konings om bijstand vragen, wanneer hij met problemen in zijn opdracht geconfronteerd is (zie St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 24).
- (34) De verwijzing van de betrokkenen naar de « eerstelijnsdiensten » is verantwoord doordat deze dichter bij de bevolking zijn en dus beter geschikt om de meest aangepaste hulp aan de jongere en aan zijn gezin te bieden.

(35) Die ploegen die gewoonlijk onder de benaming « équipes S.O.S.-Enfants » (ploegen S.O.S.-Kinderen) bekend zijn, werden opgericht bij het decreet van 29 april 1985 betreffende de bescherming van de mishandelde kinderen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 1985, en gewijzigd bij artikel 63 van het decreet inzake hulpverlening aan de jeugd (zie infra).

(36) Bedoeld in artikel 7, lid 1 : schriftelijke toestemming van de jongere zelf, indien hij de leeftijd van veertien jaar heeft bereikt; schriftelijke toestemming van de personen die hem in feite onder hun bewaring hebben, indien hij de leeftijd van veertien jaar niet heeft bereikt; toestemming van de personen die het bestuur over de persoon van het kind voeren, indien het kind uit zijn familiaal leefmilieu moet worden verwijderd.

In dit verband dient erop te worden gewezen dat het wel belangrijk is de toestemming van de jongere te verkrijgen, maar dat weerstand moet worden geboden aan de makkelijke verzoeking om de toestemming van de jongere tegen die van zijn ouders te verkrijgen. De loyaliteit binnen de gezinnen moet kunnen worden geëerbiedigd.

(37) De ontzetting uit het ouderlijk gezag blijft een bevoegdheid van de nationale overheid krachtens de wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen die de wet van 8 augustus 1980 wijzigt. De Gemeenschap is echter bevoegd om op te treden bij de uitvoering van de maatregel.

Doordat de jeugdrechtsbank niet meer beschikt over de mogelijkheid om voorlopige maatregelen te treffen ten aanzien van kinderen van personen die uit het ouderlijk gezag ontzet zijn, behoort de hulpverlening aan die kinderen ook tot de bevoegdheid van de Gemeenschap, via de toepassing van het decreet.

(38) Zie St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 26.

(39) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 27.

(40) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 29.

(41) Integr. versl. — nr. 10 (1990-1991), bl. 32 en St. Raad 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 29.

(42) De partijen vallen samen met de in artikel 7, lid 1, bedoelde personen, zonder dat het noodzakelijk zou zijn dat al die personen partij bij de zaak zouden zijn (St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 2, bladzijden 13, 39 en 61).

(43) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 2, bladzijden 12, 39 en 58; Integr. versl., nr. 10 (1990-1991), bl. 11.

(44) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 27.

(45) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 27; integr. versl. — nr. 10 (1990-1991), bl. 32.

(46) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 27.

(47) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 28.

(48) In de voorbereidende teksten wordt bepaald dat het aan de rechtbank toekomt te beslissen of een optreden vereist is op grond van een bepaald artikel eerder dan op grond van een ander artikel (St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 26).

(49) In § 2 van artikel 38 worden niet alleen de gevallen bedoeld van jonge kinderen, die bij voorbeeld mishandeld zijn, maar eveneens inzonderheid de gevallen van aan drugs verslaafde adolescenten, adolescenten die van huis weggelopen zijn of die geprostitueerd zijn (St. Raad, 165 (1990-1991), nr. 2, bl. 13).

(50) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bladzijde 28.

(51) « Niet kunnen rekenen op de medewerking van de betrokkenen » betekent dat ze uitdrukkelijk of stilzwijgend weigeren de hulp aan te wenden gedurende de periode waarin die verleend wordt, of dat ze nalaten die aan te wenden ondanks hun toestemming die ze uitdrukkelijk hebben gegeven.

(52) Van het begin af aan worden de betrokkenen ervan op de hoogte gebracht dat de adviseur de bevoegdheid heeft om een gevaarlijke toestand aan te geven als de medewerking wordt geweigerd (zie St. Raad, 165 (1990-1991) nr. 1, bl. 28).

(53) Met uitzondering van de dringend noodzakelijke maatregelen bedoeld in artikel 39 — zie infra.

(54) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bladzijde 29.

(55) Cfr. « de dienst voor gerechtelijke bescherming » : Titel IX, 1 van deze omzendbrief, en St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bladzijde 34.

(56) Dan wordt opnieuw het systeem van de vrijwillige sociale hulpverlening toegepast. Daar dwang niet meer verantwoord is, wordt de adviseur opnieuw bevoegd.

(57) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 2, bl. 40 en 58; integr. versl., nr. 10 (1990-1991), bl. 12.

(58) Integr. versl. — nr. 10 (1990-1991), bl. 31.

(59) Indien het noodzakelijk is van artikel 39 gebruik te maken om een wijziging van de maatregel mogelijk te maken in het kader van de toepassing van artikel 38 (voorbeeld : 38, § 3, 2^o moet 38, § 3, 1^o vervangen), is het beroep op de adviseur niet vereist omdat het gaat om een wijziging van de maatregel in het kader van de dwang.

(60) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 2, bl. 58.

(61) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 30.

(62) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 30.

(63) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 30.

(64) Met uitsluiting van de schoolinternaten en daarmee gelijkgestelde pensions.

(65) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 31.

(66) Het openbaar ministerie is eveneens bevoegd om een vordering tot verlatenverklaring in te dienen.

(67) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 2, bl. 42; integr. versl. nr. 10 (1990-1991), bl. 31.

(68) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 34.

(69) De decreetgever heeft inzonderheid willen vermijden dat grootouders, bij voorbeeld, zouden weigeren zich met hun kleinkinderen om zuiver geldelijke redenen bezig te houden, terwijl dit in het belang van de betrokken kinderen zou geschieden.

(70) Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

(71) Overeenkomstig de bepalingen van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

(72) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 36.

(73) In de voorbereidende teksten wordt uiteengezet dat artikel 39 van de wet van 8 april 1985, dat de terbeschikkingstelling van de federale Regering of de Regering van de Franse Gemeenschap tot doel heeft, zo eveneens wordt opgeheven wat de niet-delinquente minderjarigen betreft (St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 1, bl. 5; nr. 2, bl. 17; integr. versl., nr. 10 (1990-1991), bl. 7, 11, 23 en 30).

(74) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 2, bl. 17; integr. versl., nr. 10 (1990-1991), bl. 11 en 12.

(75) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 2, bl. 18.

(76) Zie supra.

(77) St. Raad, 165 (1990-1991) — nr. 2, bl. 19.